

DÉVELOPPEMENT > SOCIAL

VOLUME 9 • NUMÉRO 3 • MARS 2009



Regards sur le
développement territorial

DÉVELOPPEMENT > SOCIAL

VOLUME 9 • NUMÉRO 2 • NOVEMBRE 2008

1 Le mot de la rédaction

2 Chez nous en région

DOSSIER >



Regards sur le
développement territorial

58 Autour du municipal

60 D'ici et d'ailleurs

61 Innovation sociale

62 On a lu pour vous

64 Vient de paraître

66 Nouvelles brèves

6 Dossier

Regards sur le développement territorial: l'exemple de la Montérégie

Première partie : Quelques défis et enjeux

Appartenance, identité et territoire vécu : des notions centrales au développement des communautés

Vaudreuil-Soulanges : le développement social durable comme vecteur de l'appartenance territoriale

Une communauté qui se reconnaît comme telle a le potentiel qu'il faut pour devenir dynamique! L'exemple de Saint-Aimé et Massueville

Les découpages administratifs, le territoire vécu, un exemple à Longueuil

À la MRC de Lajemmerais, du dynamisme communautaire à revendre

Se serrer les coudes pour le développement social

Identité, territoire et appartenance :

la participation dans l'Agenda 21 de Sorel-Tracy

La Haute-Yamaska : une région dynamique et saine, collectivement riche de la participation de tous les citoyens.

Le Moyne ou le point d'équilibre entre le chaos territorial et l'identité

FORUM Présidence des Conférences Régionales des Élus

Rencontre Identités régionales, développement social et politiques publiques : le développement régional, entre rupture et continuité?

25 Deuxième partie : Sur le terrain

La Montérégie affronte ses défis en variant les réponses

Les entreprises d'économie sociale : le précieux atout de l'agglomération de Longueuil

Gouvernance territoriale et innovation sociale L'exemple des coopératives

Développement territorial : le défi d'une synergie

La Montérégie : territoires de migration

La réussite scolaire et l'alphabétisme en Montérégie, c'est l'affaire de tous

La culture en région : par et pour la population

Le développement durable et la mobilisation citoyenne en Montérégie : vers l'atteinte d'une meilleure qualité de vie

Le transport collectif à l'échelle montérégienne

Lutte contre la pauvreté dans la perspective de l'action territoriale : des enjeux transversaux, des solutions spécifiques, des défis communs

LE MOT DE LA RÉDACTION

PAR MAUD EMMANUELLE LABESSE

Développement social a longtemps présenté des dossiers régionaux à ses lecteurs, faisant ainsi un tour minutieux des initiatives touchant le développement social dans chacune des grandes régions québécoises. Petit à petit, la formule a bifurqué vers les dossiers thématiques puisque ceux-ci permettaient de parler de tous les coins du Québec sous un angle particulier. Étant donné que le Québec se divise en 17 régions administratives, certaines d'entre elles trouvaient qu'une fois leur dossier régional publié, le temps était bien long avant que l'on parle d'elles à nouveau et avec raison! Ceci dit, la production d'un numéro sur la Montérégie avait été évoquée et celui-ci était attendu puisque déjà à l'époque s'organisaient des collaborations entre les gens du terrain et l'équipe de *Développement social*. Aussi, c'est avec un grand enthousiasme que nous avons décidé de donner suite à l'aventure, nous plongeant dans l'univers montérégien dès le début de l'hiver.

À la suite de rencontres avec les trois Conférences régionales des élus (CRÉ) et de multiples contacts avec des organismes locaux et régionaux, nous avons constaté qu'il ne semblait pas y avoir de sentiment d'appartenance à ce vaste ensemble que l'on nomme «la Montérégie», certains allant même jusqu'à nous demander d'éviter un tel titre. Nous nous sommes alors mis à redouter que la conception d'une parution à saveur uniquement régionale nous amène à imposer une trame de fond commune qui n'était pas profondément enracinée dans la réalité. À la lumière de ces rencontres, nous avons donc fait le choix éditorial de présenter un numéro sur le développement territorial en prenant pour exemple la Montérégie. Au demeurant, allier dossier thématique et dossier régional nous est apparu comme un exercice stimulant à l'intérieur duquel lecteurs, rédacteurs et acteurs «des Montérégies» pouvaient trouver un intérêt.

Créée en 1985, la Montérégie est une des deux plus jeunes régions administratives du Québec. Cette caractéristique ajoutée à la diversité qu'elle comporte, autant sur le plan sociodémographique qu'économique, y ont freiné l'émergence d'une vision commune du développement régional. Sans aucun doute, la mise en place de trois Conférences régionales des élus dans la région administrative en 2004 a favorisé le développement territorial. Celui-ci s'incarne dans les processus et les initiatives visant à consolider un territoire vécu et vous l'aurez deviné : les territoires vécus sont multiples en Montérégie. Ces derniers sont intimement liés au sentiment d'appartenance qui, lui-même, repose sur l'identité. Aussi, l'identité et le sentiment d'appartenance se nourrissent mutuellement et réinventent l'entité territoriale en une vraie communauté d'appartenance pour les personnes et donc, à un territoire vécu.

Ainsi, ce sont toutes ces notions que cette parution souhaite départager et illustrer dans le contexte montérégien. La première partie examine donc la question des identités territoriales à travers la lentille du développement social et du développement des communautés. Nous vous y exposons des enjeux de développement social qui touchent au sentiment d'appartenance et aux ancrages territoriaux en vous présentant comment ces défis se vivent en Montérégie.

Malgré des réalités territoriales différentes, « les Montérégies » sont néanmoins confrontées à des enjeux communs. La seconde partie du numéro cherche spécialement à mettre en valeur la couleur locale des pratiques choisies pour répondre à ces derniers. Contrairement à la première partie du numéro, celle-ci vous montre que les particularités ne se trouvent pas dans les défis et les enjeux, mais bien dans la manière d'y répondre. C'est donc

à travers les questions de la culture, de l'immigration et des communautés culturelles, de la lutte à la pauvreté, du décrochage scolaire, du transport, du développement local et de l'économie sociale et, enfin, de l'environnement que nous vous présentons comment chacun des territoires élabore sa propre solution. Il va sans dire que le choix des problématiques a été ardu et que nous aurions pu en choisir bien d'autres, toutes aussi toniques. Car, si nous retenons une chose de cette région aux découpages diffus et aux visions plurielles, c'est qu'elle est en pleine ébullition et que ce qui en émane est dynamique! C'est donc dans cet esprit que nous avons pensé cette parution hybride.

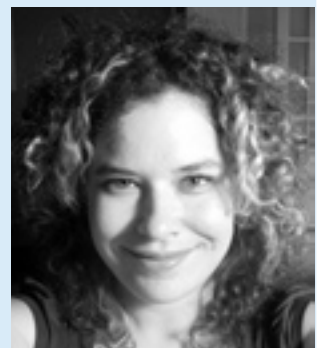
Bonne lecture!

Maud Emmanuelle Labesse

Du nouveau à la barre de la rédaction pour 2009-2010!
Mélanie Chabot : nouvelle maman à temps plein
Angèle-Anne Brouillette : rédactrice en chef par intérim

En février dernier, Mélanie Chabot a temporairement quitté ses fonctions de rédactrice en chef pour exercer celles de nouvelle maman pour l'année qui vient.

Pendant son absence, c'est Angèle-Anne Brouillette qui assumera la coordination de la rédaction. Titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en science politique de l'Université Laval, celle-ci a développé, au cours des dernières années, une riche expérience en recherche et rédaction. Elle a en effet travaillé sur diverses questions liées à la santé, à l'autochtonéité et à la participation publique au Centre d'analyse des politiques publiques de l'Université Laval, de même que sur la question de la participation des jeunes dans les instances décisionnelles à l'Observatoire Jeunes et société. Plus récemment, elle a eu l'occasion de développer une solide connaissance du développement social, de son réseau et de ses acteurs, en travaillant à l'élaboration de la politique de développement social de Mékinac puis, en exerçant les fonctions de coordonnatrice du Consortium en développement social de la Mauricie. En plus d'offrir un support aux divers comités locaux de développement social, elle a été membre du comité de programmation du Forum citoyen mauricien et a coordonné la mise sur pied d'un comité sur le transport collectif.



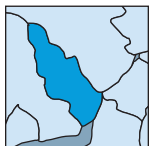
Si c'est avec enthousiasme qu'elle prend la barre de la rédaction, c'est avec grande confiance que l'équipe de la revue *Développement social* la lui confie.

Bon congé Mélanie et bienvenue Angèle-Anne !



CHEZ NOUS EN RÉGION

Cette rubrique vise à faire connaître ce qui se fait dans les localités et les régions en matière de développement social. Ces informations nous sont fournies par les instances de concertation régionales en développement social, par les responsables du dossier développement social des Conférences régionales des élus, de même que par les organisations locales elles-mêmes. À cet effet, nous invitons les organisations à nous acheminer les informations relatives à leurs activités, sous forme de brèves nouvelles, à l'adresse : developpement.social@inspq.qc.ca.



Lanaudière

Un premier prix « Entreprise citoyenne en Matawinie »

Par Chantal Lalonde

Table des partenaires du développement social de Lanaudière

Pour la première fois dans Lanaudière, une entreprise s'est vue remettre un prix « Entreprise citoyenne ». C'est le 21 octobre 2008, lors du gala des entreprises du Centre local de développement (CLD) de la Matawinie, que l'entreprise Plastique GPR de Saint-Félix-de-Valois a reçu ce prix visant à reconnaître l'entreprise ayant accompli des actions citoyennes ou posé des gestes significatifs novateurs dans le milieu.

Ce tout nouveau prix est une initiative du comité local de développement social de la Matawinie qui a réussi à l'intégrer dans le gala des entreprises du CLD. « C'est parce qu'il nous semble important de reconnaître une entreprise, non seulement dans sa mission de base, mais aussi dans son rôle de citoyenne et dans sa contribution à la communauté », souligne Alain Coutu. C'est une façon concrète d'encourager et de récompenser la dimension sociale du développement économique dans une perspective de développement durable.

Parmi les critères de sélection, l'élément qui a prédominé pour le choix d'une entreprise est la qualité de la relation de l'entreprise avec ses clients, ses employés et sa communauté locale et régionale. Selon le comité de développement social de la Matawinie, ces critères pourraient servir à toutes les entreprises en leur permettant de procéder elles-mêmes à ce type d'analyse et en faisant un bilan de leur implication citoyenne.

C'est à l'unanimité que le comité a reconnu la contribution exceptionnelle de Plastique GPR, entre autres pour sa grande ouverture à embaucher des personnes handicapées, des jeunes en insertion au travail et des personnes immigrantes, en plus d'adapter les postes de travail aux besoins particuliers de ses employés.

Plastique G.P.R. inc. est une entreprise qui a vu le jour en 1986 à Saint-Félix-de-Valois. Elle se spécialise dans le moulage de plastiques par injection, de la conception des moules à la livraison des produits. C'est la plus importante usine de ce secteur dans la région. Cette entreprise familiale (Famille Bellerive) est reconnue pour être très proche de ses employés et pour sa contribution à sa communauté.

L'entreprise Plastique GPR a reçu son prix accompagné d'une bourse de 500 \$ offerte par Centraide. Elle entend remettre sa bourse aux employés qui favorisent l'intégration des personnes handicapées, des jeunes et des personnes immigrantes qui viennent travailler dans l'entreprise.

Comment les communautés peuvent devenir écoresponsables dans la gestion des matières résiduelles ?

Comment les communautés peuvent devenir écoresponsables dans la gestion des matières résiduelles ? C'est la question que la Table des partenaires du développement social a posée à sept invités lors de sa rencontre régionale du 20 novembre 2008.

Tour à tour, des représentants de Recyc-Québec, du Front commun québécois de la gestion écologique des déchets et du Centre collégial de recherche en économie sociale ont présenté un état de la situation de la gestion des matières résiduelles au Québec et de la région de Lanaudière.

Ensuite, des représentants de la MRC de l'Assomption, du Comité d'Actions durables de la MRC L'Assomption, du Conseil régional de l'Environnement et du Regroupement des comptoirs vestimentaires d'Autray ont expliqué leurs initiatives qui contribuent à la réduction des déchets.

On a appris que les matières récupérées pour le secteur municipal se répartissent en cinq catégories, soit la collecte sélective, les matières organiques, les RDD, les textiles et les encombrants. Ce sont les matières organiques (communément appelées compost) qui finalement sont les moins récupérées. Ces matières, qui se retrouvent dans les sites d'enfouissement, provoquent autant de gaz à effet de serre que les autres matières. On a aussi constaté que plus le site d'enfouissement est loin du territoire desservi, moins les municipalités et leurs résidents se sentent concernés.

Ce qui n'est pas le cas de la MRC L'Assomption qui a bonifié l'infrastructure de son écoparc en 2006. En effet, après le succès indéniable du dépôt des RDD entre 2001 et 2006, et par souci de l'environnement, les élus ont choisi d'élargir la liste des matières acceptées : textiles, matériaux secs, résidus de construction, résidus verts, pneus usagés, lampes fluocompactes et néons, et d'offrir un horaire de dépôt adapté aux besoins des résidents. La cueillette est passée de 114 tonnes en 2006 à 4 224 tonnes en 2008. De plus, toutes ces matières sont envoyées dans des centres de récupération ou de réutilisation.

Les comptoirs vestimentaires font aussi beaucoup pour la récupération des textiles et des encombrants. En récupérant les vêtements et les meubles pour d'abord répondre à des besoins sociaux, ils détournent plusieurs tonnes de déchets qui pourraient prendre le chemin des sites d'enfouissement. Le Regroupement des comptoirs vestimentaires d'Autray a indiqué qu'il récupérerait en vêtements et en meubles le poids de cinquante éléphants adultes par année.

Le Conseil de l'environnement de Lanaudière a ensuite invité les organisations présentes à s'inscrire au programme « ICI, ON RECYCLE », comme l'ont fait les 141 entreprises de la MRC L'Assomption à la suite du blitz organisé par le Comité d'actions durables.

Comme quoi la sauvegarde de l'environnement a un impact sur le développement social et le développement économique et vice et versa... enfin, sûrement dans Lanaudière. ■



Mauricie

Des politiques en développement social qui supportent les actions

Par Marie-Denise Prudhomme

Consortium en développement social de la Mauricie

Comité de développement social du Haut-Saint-Maurice

C'est le 3 décembre dernier que la politique de développement social du Haut-Saint-Maurice a été officiellement signée et lancée. Actif depuis novembre 2000, le Comité de développement social du Haut-Saint-Maurice a souhaité doter la région d'une politique de développement social afin d'harmoniser et de mieux orienter les actions. Cette politique, entérinée par de nombreux partenaires, fut le fruit de nombreuses réflexions dans un souci d'arrimage avec les orientations stratégiques des différentes instances de la région. Le comité de développement social s'est donné la vision suivante qu'il a, au cours des années, mise en action de diverses façons : « la mise en place de mécanismes favorisant la qualité de vie et la valorisation des individus et de la collectivité dans une stratégie de coopération des partenaires du milieu. » (tiré de : *Politique de développement social du Haut-Saint-Maurice*)

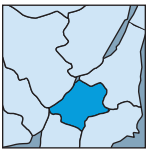
Ainsi, voici quelques actions de développement social du territoire du Haut-Saint-Maurice : petites collations IGA, jardins communautaires et accueil des nouveaux arrivants via la politique familiale municipale;

implantation du transport collectif; adoption d'une politique culturelle municipale; présence d'un travailleur social dans le secteur de Parent grâce à l'implication de plusieurs partenaires; création de la Corporation de développement communautaire et lancement du site Web Tam-Tam communautaire; colloque de formation pour les entreprises; meilleur accès aux locaux de loisir; activités de revitalisation commerciale et implantation d'un marché public; le Salon des commerçants; implantation d'un site collégial; et bien d'autres!

Fort d'un partenariat solide, d'une créativité et d'un travail soutenu, le Comité de développement social du Haut-Saint-Maurice a su et sait faire vivre le développement social au quotidien par des actions concrètes et structurantes pour les citoyens.

Comité de travail pour l'élaboration d'une politique en développement social pour Shawinigan

Le 28 janvier dernier, dans le cadre de l'élaboration de sa politique de développement social, la Ville de Shawinigan et ses partenaires ont procédé à la présentation officielle des objectifs et du processus d'élaboration de la politique. En effet, le lancement officiel du processus a eu lieu lors d'une conférence de presse tenue à l'hôtel de Ville. Des consultations publiques ont été annoncées afin de s'assurer que tous les citoyens qui le désirent aient la chance de s'exprimer sur les enjeux du développement social. Une première vague se fera sous forme de *focus group* auprès des organismes du milieu, suivi d'une vaste consultation publique. La Ville de Shawinigan ainsi que ses partenaires s'unissent afin de doter la municipalité d'orientations claires permettant de développer le plein potentiel de ses communautés et des individus qui la composent dans un climat de collaboration. Le comité de travail souhaite que la politique soit adoptée avant octobre 2009. ■



Centre-du-Québec

Plus de 900 000 \$ investis en développement social depuis 5 ans

Par Monica Jekovska et France Fradette

Comité régional en développement social du Centre-du-Québec

Le rapport d'évaluation du *Fonds régional de soutien à la réflexion et à l'action en matière de développement social* (FRDS) du Centre-du-Québec démontre que depuis 2004, les ressources financières investies dans les projets et démarches soutenus par le FRDS atteignent 912 000 \$. Si 60 % provient du Fonds, d'autres bailleurs de fonds ont contribué pour près de 16 % de ce montant. Notons que la contribution des milieux constitue plus de 24 % des ressources financières mobilisées. L'analyse des principaux types de population ciblés démontre que la catégorie « enfance-famille » est celle qui a mobilisé le plus de promoteurs. Un projet ou démarche sur trois (32,4 %) a comme principale préoccupation la pauvreté des familles. Les données de l'analyse démontrent également que les projets et les démarches ont rejoint directement plus de 8 400 personnes.

L'enquête a aussi permis d'affirmer que la valeur ajoutée du FRDS se situe autour de trois principaux aspects ou leviers.

- **Le FRDS - levier à l'amélioration des connaissances.** En premier lieu, ce qui semble faire l'unanimité auprès des répondants de cette enquête est que le soutien du FRDS leur a permis de mieux connaître les problèmes sociaux dans leur milieu. Les répondants sont unanimes quant à l'importance de prendre le temps de faire une réflexion et une évaluation de ce qui se passe sur le territoire.

• Le FRDS - levier à la mobilisation du milieu autour d'un projet commun.

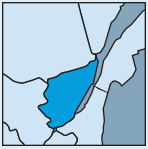
En second lieu, les répondants de l'enquête soulèvent le rôle que le FRDS a joué dans la mobilisation et même, dans certains cas, dans la création de concertations intersectorielles. Cela a permis d'asseoir ensemble des personnes qui autrement ne se seraient probablement pas concertées, d'identifier des problèmes existants et de susciter dans la population le désir de vouloir remédier à ces problèmes.

- **L'importance de la ressource humaine responsable de la démarche.** En troisième lieu, les répondants de l'enquête soulèvent l'importance du soutien du FRDS pour l'embauche de ressources humaines affectées à l'animation et au suivi des démarches. Il est évident que cet aspect est majeur pour chacune des démarches soutenues. Selon les répondants, c'est cette ressource qui assure tout le dynamisme, l'efficacité et la continuité des démarches entreprises.

Une entente de partenariat avec le Réseau québécois d'innovation sociale (RQIS)

Le Comité régional en développement social du Centre-du-Québec (CRDS) a signé une entente de partenariat avec le RQIS qui soutiendra les travaux du comité, particulièrement sur le plan du transfert des connaissances et des pratiques (développement des outils, des activités, etc.). Cette entente s'inscrit dans le cadre d'une étude entreprise par le CRDS et visant à identifier et à faire le transfert des pratiques innovantes développées sur le territoire de la région au cours des cinq dernières années. Notre projet prévoit également l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de transfert dans une perspective d'échange de savoirs et de pratiques novatrices entre des acteurs œuvrant en développement social sur les cinq territoires de MRC de la région.

Pour avoir plus d'information sur nos projets, visitez le site du CRDS : <http://crds.centre-du-quebec.qc.ca> ■



Capitale-Nationale

De la concertation à la mobilisation

Par le comité portant sur l'Approche territoriale intégrée de la Capitale-Nationale

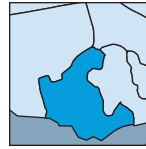
C'est en octobre 2006 que la Table de concertation en développement social de la Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale a inscrit à son plan d'action l'enjeu de la mobilisation des communautés. Dès lors, un nouveau comité de travail issu de cette table a voulu s'arrimer avec l'approche territoriale intégrée (ATI) qui constitue l'ancrage terrain de la *Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

Depuis, plusieurs étapes ont été franchies, et le déploiement de l'ATI va bon train dans la région de la Capitale-Nationale. Évidemment, l'aspect du financement de la démarche a rapidement été au centre des discussions. L'idée d'une entente financière est vite apparue incontournable. En juin 2007, six organismes¹ de la région se sont mobilisés pour adopter et mettre en œuvre l'*Entente spécifique sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, une entente d'une durée de trois ans qui vise à soutenir des initiatives de mobilisation dans les communautés les plus vulnérables de la région. D'ailleurs, pour assurer la pérennité des projets mis en œuvre, les partenaires financiers préparent déjà la succession de cette entente qui se terminera en mars 2010.

Grâce aux efforts du comité régional – conjugués à la volonté des milieux – cinq territoires en zone urbaine et rurale ont été retenus pour la mise en œuvre de l'ATI: les MRC de Charlevoix-Est et de Portneuf, l'arrondissement Limoilou, le quartier Saint-Sauveur ainsi que les quartiers Giffard et Montmorency de l'arrondissement Beauport. Depuis maintenant un an, des comités locaux, animés par des acteurs du milieu, sont en action dans ces territoires.

Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer l'impact de ces initiatives sur la pauvreté et l'exclusion sociale, on constate que l'ATI de la Capitale-Nationale relève avec succès le grand défi de la mobilisation des gens du milieu. Autant à un niveau local que régional, ces acteurs se sont engagés dans un processus qui dépasse largement les règles habituelles de collaboration et de concertation, puisque l'ATI suscite le passage à l'action. Plusieurs ont déjà adhéré à la démarche et sont partie prenante du processus.

En somme, les acteurs locaux et régionaux de l'ATI de la région de la Capitale-Nationale, se sont donnés comme défi d'unir leurs forces pour travailler ensemble autour d'objectifs commun. Évidemment, il existe plusieurs difficultés en lien avec le déploiement, telles la participation des citoyens vivant des situations de pauvreté et d'exclusion sociale, ou encore, la concentration des moyens et des ressources sur un territoire donné. Les acteurs de l'ATI de la Capitale-Nationale sont malgré tout convaincus que ces communautés ont la capacité de trouver les solutions à leurs problèmes. L'ATI peut assurément permettre de trouver et de mettre en œuvre ces solutions. ■



Outaouais

L'intervention de quartier en Outaouais urbain

Par Mathieu Proulx
Groupe Communautaire Deschênes pour l'Inter-Quartiers

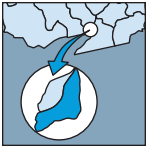
Le 23 octobre 2008, dans le cadre de la Journée nationale de l'action communautaire autonome, s'est tenue à Gatineau une journée de reconnaissance sur l'intervention de quartier.

Une maison de quartier est physiquement située en milieu appauvri. Il s'agit donc d'un organisme de proximité qui agit à travers une approche globale et territoriale. Plusieurs caractéristiques définissent ce type d'intervention, dont la lutte à la pauvreté, les comités de citoyens, le sentiment d'appartenance au quartier, le pouvoir d'agir, la démocratie participative et l'éducation populaire. Par cette journée, il s'agissait donc d'explorer différentes expériences d'intervention de quartier et de chercher un consensus quant à la spécificité de leur intervention grâce, notamment, à la divulgation des résultats de l'enquête sur l'intervention de quartier et ses enjeux. Cette journée a aussi permis d'explorer des pistes pour le financement de ce type d'intervention et de discuter de la pertinence et des avantages du réseautage en intervention de quartier par rapport au Réseau québécois de revitalisation intégrée (RQRI).

Organisée par le Regroupement des maisons de quartier de Gatineau, soit l'Inter-Quartiers, l'événement a accueilli près de cinquante participants dont une grande majorité de citoyens et citoyennes impliqués au sein des maisons de quartier. D'ailleurs, la participation citoyenne était au cœur de cette journée. Grâce à divers outils d'éducation populaire mis de l'avant par les organisateurs de l'événement, les citoyens présents ont pu s'approprier les caractéristiques de l'intervention de quartier, ses objectifs et postulats au fur et à mesure que la journée avançait. C'est ainsi qu'une importance particulière a été accordée aux citoyens présents en vue de connaître leur opinion sur cette forme d'intervention sociale. En ayant écouté et pris en compte l'expertise citoyenne, cette journée a donc constitué un réel exercice pratique de conjugaison des savoirs.

Le Regroupement des maisons de quartier de Gatineau a su, au fil du temps, démontrer une capacité à influencer les politiques publiques, et ce, auprès d'instances municipales – par exemple dans le développement de la *Politique de développement social* de la Ville de Gatineau – et auprès d'organismes nationaux tel que le ministère de la Santé et des Services sociaux, par l'entremise de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais et du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau. La prise de pouvoir des milieux populaires est ainsi lancée dans un processus qui donne de plus en plus de résultats tangibles. Et ce colloque a bien démontré qu'il est possible de croire que les milieux sont en mesure d'assurer leur représentation. Le défi de cette prise en charge du milieu vient donc dans l'implantation de mécanismes concrets favorisant la participation citoyenne. Ce genre d'activité, auquel les citoyens ont participé, permet de croire qu'un jour, les milieux ne seront plus seulement impliqués dans la production de services ou d'activités commandés par l'État, mais que la construction même des politiques publiques pourra être influencée par ceux-ci. ■

¹ Ces partenaires sont: la Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale, l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, le Bureau de la Capitale-Nationale, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Centraide Québec et Chaudière-Appalaches et le Forum-Jeunesse de la région de la Capitale-Nationale.



Montréal

Entente MESS - Ville de Montréal en matière de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Par Patrice Allard

Direction de la diversité sociale, Ville de Montréal

Issu du sommet de Montréal de juin 2002, le partenariat entre le Gouvernement du Québec et la Ville de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale s'était traduit par la signature, à l'intérieur d'un « Contrat de Ville », de 3 ententes administratives spécifiques pour une durée totale de cinq ans, soit de 2003 à 2008. Il s'agissait de soutenir les initiatives locales et celles couvrant l'ensemble du territoire de la Ville en autant qu'elles offrent aux personnes les plus démunies des possibilités d'intégration économiques, sociales et culturelles.

La dernière entente arrivant à échéance le 31 décembre 2008, les deux parties ont convenu d'en signer une nouvelle qui porterait sur une durée de 3 ans, jusqu'au 31 décembre 2011. Elle bénéficie d'une enveloppe totale de 24 millions; 7 millions la première année, 8 millions la deuxième et 9 millions la troisième.

En vertu de cette entente, la Ville de Montréal continuera à soutenir des projets d'intervention locaux et inter-arrondissements qui visent à supporter les personnes démunies dans leur démarche de réinsertion au sein de leur milieu et à les soutenir dans leur processus de réintégration socioprofessionnelle. Elle agira également sur la base de zones d'interventions prioritaires dans une approche locale et concertée. Elle s'assurera par conséquent du maintien et, au besoin, du renforcement, des mécanismes de concertation nécessaires qui permettent un développement social et communautaire efficace.

Forte de centaines de projets novateurs développés par les agents du milieu, par les arrondissements, ainsi que d'une mobilisation et d'une participation citoyennes marquées, Montréal, grâce à cette nouvelle entente, maintient et intensifie son implication en développement social. Elle continuera de soutenir les initiatives des organismes du milieu dans ce qui demeure l'objectif commun à tous les intervenants : la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. ■

Quartiers verts, actifs et en santé

Par Annie Rochette

Centre d'écologie urbaine

Tel qu'annoncé dans le dernier numéro de la revue, le 20 novembre dernier, le Centre d'écologie urbaine de Montréal, en partenariat avec la Coalition québécoise sur la problématique du poids, obtenait l'appui de la Société de gestion du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie afin de planifier cinq quartiers verts, actifs et en santé à Montréal au cours des deux prochaines années.

Aujourd'hui, le Centre d'écologie urbaine vous propose de poser votre candidature afin que votre quartier fasse partie de ceux qui seront modifiés afin de les rendre plus propices au transport actif agréable et sécuritaire, notamment pour les jeunes. Parmi les candidatures reçues, deux seront sélectionnées pour la réalisation, en 2009, de projets pilotes consistant en

Deux milliards par année dans l'économie de Montréal!

Par Anyle Coté

Conférence régionale des élus de Montréal

L'économie sociale génère annuellement des revenus de deux milliards de dollars et représente plus de 60 000 emplois directs pour la région de Montréal. Cette économie, qu'on dit parfois marginale, est une réalité économique incontournable qui contribue de façon significative au développement de la région. C'est ce que révèle le *Portrait statistique de l'économie sociale de Montréal*, lancé récemment par la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal, son Comité d'économie sociale (CÉSIM) et la Chaire de recherche du Canada en économie sociale de l'UQAM.

Comme l'indique M^{me} Marie J. Bouchard, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale, ce portrait permet de circonscrire et de mesurer le champ de l'économie sociale et de le comparer à l'économie prise dans son ensemble; ce qui en ressort est avant tout l'ampleur de l'économie sociale à Montréal, avec ses 2 360 employeurs, son volume d'activité économique et la remarquable longévité de ses établissements, d'un âge moyen de 19 ans. Chapeauté par un solide comité scientifique, l'étude se fonde sur une approche conceptuelle et méthodologique innovante et rigoureuse, cohérente avec les standards des agences statistiques gouvernementales.

Jusqu'ici, il n'existait pas de fondement conceptuel et statistique satisfaisant permettant de circonscrire et de mesurer le champ de l'économie sociale, et de pouvoir le comparer au reste de l'économie. Comme le précise Édith Cyr, présidente du Comité d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSIM) de la CRÉ de Montréal, des efforts avaient été tentés, que ce soit à l'échelle de l'arrondissement, à l'échelle métropolitaine ou à l'échelle nationale, ou encore au plan sectoriel, par diverses organisations pour dresser des portraits de l'économie sociale. Mais l'image globale continuait de nous échapper.

Le travail entrepris en partenariat avec la Chaire de recherche en économie sociale vient donc documenter la réalité de l'économie sociale de la région de Montréal dans son ensemble - tous territoires et tous secteurs confondus - fait ressortir sa diversité, les emplois et les revenus qu'elle génère.

Par ailleurs, ce portrait offre la possibilité de mener des recherches plus approfondies sur différents secteurs de l'économie sociale comme les arts et la culture, des analyses de différentes sous-régions (arrondissements ou municipalités reconstituées) de Montréal, de suivre l'évolution du secteur sur une longue période.

Pour plus d'information sur le « Portrait statistique de l'économie sociale de la région de Montréal », consulter le site web suivant : www.credemontreal.qc.ca ■

l'accompagnement de communautés locales dans un processus participatif de planification de quartiers verts, actifs et en santé. Trois autres projets seront sélectionnés en 2010.

Les projets choisis profiteront donc de l'expertise du Centre d'écologie urbaine de Montréal et de son soutien dans le processus de planification et de réaménagement de leur quartier en faveur des transports actifs. Plus précisément, ce projet inclut la création d'outils visant à supporter les citoyens, les intervenants communautaires, les professionnels et les élus municipaux ainsi qu'un accompagnement soutenu.

Vous pouvez prendre connaissance de l'appel de propositions afin de connaître le détail du processus et des critères de sélection à l'adresse suivante : <http://www.urbanecology.net/>. N'hésitez pas à communiquer avec Annie Rochette, chargée de projet, pour toute information supplémentaire : 514 282-VERT (8378) ou annie@ecologieurbaine.net ■

Le développement territorial : l'exemple de la Montérégie

PAR MAUD EMMANUELLE LABESSE
COMITÉ DE RÉDACTION



En suivant les courbes des rivières de la Montérégie, on découvre des vergers foisonnants, de vieilles érablières et d'augustes vignobles. Les fortifications, les cathédrales et les églises d'un temps ancien s'y tiennent toujours avec insistance, veillant sur les petites municipalités dont certains habitants s'affairent à mitonner de fines douceurs du terroir. Haut lieu de sentimentalisme et d'histoire, la Montérégie est une région qu'il faut siroter lentement afin de discerner toutes les saveurs qu'elle recèle et, surtout, apprécier sa structure douce-amère.

Tirant son nom des collines montréalaises qui sont toutes situées dans son enceinte à l'exception du Mont-Royal, la Montérégie est une des dernières régions administratives à avoir vu le jour au Québec. Créée en 1985, elle rassemble 14 municipalités rurales de comté (MRC) en plus du territoire de Longueuil. Bordée par le fleuve Saint-Laurent au nord, la région est délimitée par la frontière canado-américaine au sud, par la rivière Yamaska à l'est et par la frontière ontarienne à l'ouest.

À tous points de vue, la « région 16 » recèle une diversité inhabituelle et cette réalité n'est sûrement pas étrangère au fait qu'il s'agit de la seule région administrative québécoise à disposer de trois Conférences régionales des élus (CRÉ). Depuis 2004, les CRÉ sont les interlocutrices privilégiées du gouvernement en matière de développement régional pour une partie circonscrite du territoire. Ainsi, la CRÉ de Longueuil soutient la concertation des acteurs des villes de Boucherville, Brossard, Saint-Bruno-de-Montarville, Saint-Lambert et Longueuil, incluant ses trois arrondissements (Greenfield Park, Saint-Hubert et Vieux-Longueuil), alors que la CRÉ de la Montérégie-Est fait de même pour les MRC de la Vallée-du-Richelieu, de La-Jemmerais, des Maskoutains, d'Acton, du Bas-Richelieu, du Haut-Richelieu, de Brome-Missisquoi et de Rouville. De la même façon, la CRÉ de la Vallée-du-Haut-St-Laurent est présente dans la portion occidentale du territoire soit dans les MRC de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry, du Haut-Saint-Laurent, de Roussillon et des Jardins-de-Napierville. En outre, la Montérégie comprend deux communautés amérindiennes soit celles d'Akwesasne et de Kahnawake. En un mot, le découpage du territoire ne repose sur aucune assise historique ou économique.

Une histoire en mosaïque

S'étendant sur une superficie totale de 11 788 km², la Montérégie a toujours constitué un territoire stratégique pour les gouvernements québécois et

canadiens. Son peuplement s'est fait dans la foulée de celui de Montréal, les colons français s'établissant le long des voies de communication naturelles comme le haut Saint-Laurent, la Yamaska et le Richelieu. C'est au tournant du 18^e siècle que s'organisent, une à une, les vieilles seigneuries de Boucherville, Varennes et Verchères. En 1760, des Anglais s'installent progressivement dans la région, qui attire aussi des gens venus de Québec, de Baie-Saint-Paul et de l'Acadie. Puis arrivent les Loyalistes suivis, trois décennies plus tard, d'Irlandais, d'Écossais et d'Anglais qui fuyaient les épidémies et les famines sévissant en Europe. Bien que les communautés anglophones soient toujours présentes dans la région, celle-ci a toujours conservé un caractère francophone majoritaire.

Si la Montérégie a été le théâtre de nombreuses batailles comme celles entre Amérindiens et Français, Français et Anglais, Canadiens et Américains, elle a aussi été la scène où se sont rencontrées toutes ces cultures. Celles-ci ont échangé abondamment au fil des ans, certaines se fondant les unes dans les autres, d'autres restant plus isolées. C'est donc très tôt que se sont dessinées les formes plurielles de l'identité qu'on retrouve aujourd'hui sur ce même territoire.

Populeuse, diversifiée et vieillissante

Les divers phénomènes démographiques qui se profilent en Montérégie tiraillent le territoire déjà ballotté par tous les termes de la diversité qu'il recèle et qui, tour à tour, se révèlent et s'accroissent les uns les autres. Aujourd'hui, les 1 403 360 personnes qui résident en Montérégie font d'elle la deuxième région la plus peuplée du Québec après Montréal, représentant 18 % de la population québécoise au total.¹

Plusieurs MRC montréalaises ont réalisé des gains démographiques notables depuis 2001. Par exemple, la MRC de Roussillon a connu une croissance de 41 % et celle de Vaudreuil-Soulanges, de 31 %. Ces chiffres sont énormes si on les compare avec la moyenne nationale qui est de 4 %.² Au reste, cette croissance démographique est davantage attribuable au solde migratoire qu'au niveau de fécondité. De fait, la Montérégie est aujourd'hui la terre d'accueil de nombreux immigrants qui y représentent maintenant 6 % de la population.³

D'autres tendances démographiques moins prometteuses sont également en cours en Montérégie. Par exemple, dans la MRC des Maskoutains, la croissance démographique annuelle est très faible depuis 1991 et la croissance attendue est presque nulle. Brièvement, les hausses de population se concentrent aux abords de l'île de Montréal et dans les grandes agglomérations, par définition plus urbaines.

Par ailleurs, la population montréalaise est particulièrement vieillissante. En effet, le nombre de personnes de plus de 65 ans devrait augmenter de 46 % d'ici 2018 alors que la part des jeunes diminuera. La Montérégie détient même le record de l'augmentation du nombre de personnes du troisième âge en Amérique du Nord. De manière inéluctable, cette situation est une lame de fond qui astreindra tous les secteurs sociaux et économiques de la région à s'adapter. Le logement social, le transport collectif, le soutien communautaire, les soins de santé et la relève professionnelle ne sont que quelques exemples d'aspects auxquels il faudra réfléchir.

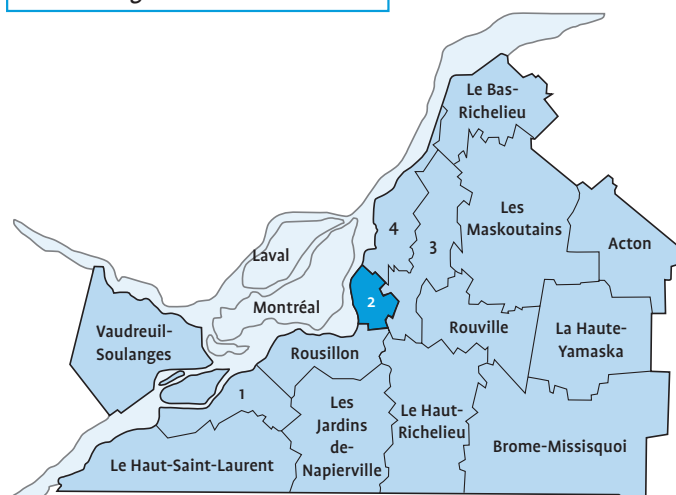
Les tiraillements ruraux-urbains

Les impacts de ces courants démographiques sont plus saillants dans les zones rurales. Le ralentissement démographique tend à accroître l'urbanisation et, du coup, les inégalités rurales-urbaines. Les personnes âgées, comme d'autres groupes plus riches, déménagent dans les municipalités urbaines afin de se rapprocher des services. Cette dépopulation des zones rurales y engendre la disparition de l'offre de plusieurs services puisque plusieurs municipalités ne disposent plus de la masse critique nécessaire pour la maintenir. Subséquemment, l'influx de nouveaux résidents fait augmenter le prix du logement dans les agglomérations urbaines, amenant les urbains plus pauvres à quitter leur municipalité pour aller s'établir en milieu rural. Certes, ils y stabilisent la population mais ils y alimentent simultanément l'appauvrissement. Des distorsions néfastes s'immiscent ainsi entre les territoires en matière de partage de richesse collective. Pourtant, le revenu personnel par Montréalais est le deuxième plus élevé parmi les 17 régions administratives. Enviable en apparence, cette donnée masque de sérieuses disparités puisque la Montérégie est aussi la région englobant la MRC du Haut-Saint-Laurent où le revenu personnel par habitant est le plus bas au Québec.⁴

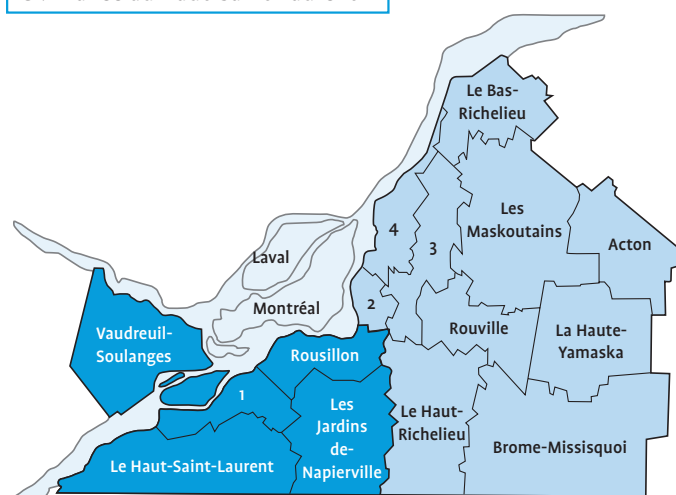
Ces « couloirs de pauvreté », au même titre qu'une série d'autres facteurs, contribuent donc à l'étalement urbain. Celui-ci est d'ailleurs jugé critique en Montérégie. Il faut d'abord dire que l'agriculture est prépondérante dans cette région. Bien qu'aussi caractérisée par la production de biens et services et du tourisme, l'économie régionale est surtout basée sur les activités agricoles. Et pour cause! Les sols montréalais sont réputés être les plus fertiles du Québec. Ceci ne freine cependant pas le phénomène d'urbanisation qui gruge de plus en plus ces terres arables. À l'exception de Longueuil, environ 85 % du territoire municipalisé des MRC de la Montérégie est localisé en zone agricole. Malgré cela, 45 des 179 municipalités de la Montérégie sont membres de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Les terres montréalaises sont en proie à une double convoitise : l'agriculture et la prolifération des couronnes. C'est donc dire qu'au fil du temps et de l'étalement urbain, la proximité de Montréal n'a qu'amplifié le phénomène d'urbanisation et la rivalité avec l'agriculture. Faut-il alors s'étonner du recul faramineux des superficies forestières en zone agricole? Cette façon d'occuper le territoire crée, à regret, autant d'inégalités sociales qu'environnementales.

Certaines communautés de la Montérégie ne se laissent toutefois pas intimider par ce portrait glauque. Grâce à leur inventivité et leur sens de l'organisation, elles parviennent avec brio à faire contrepoids à la dévitalisation qui les menace. De Salaberry-de-Valleyfield à Saint-Joachim-de-Shefford, en passant par Saint-Camille, on se rassemble autour de projets qui dynamisent les quartiers et les municipalités : coopératives solidaires d'alimentation et de services, politique de dé-

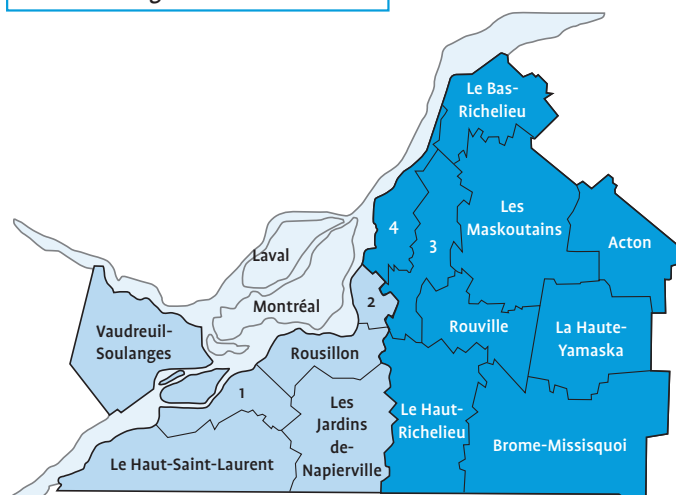
CRÉ de Longueuil



CRÉ Vallée du Haut-Saint-Laurent



CRÉ Montérégie Est



veloppement social durable, projets domiciliaires densifiants, muséologie d'intervention sociale ou programme d'études primaires internationales attirant les jeunes familles de partout... L'engagement d'acteurs attachés à leur communauté contre non seulement l'appauvrissement et la désintégration de cette dernière, mais bonifie de surcroît le milieu de vie et l'équilibre socioenvironnemental. Des expériences pareilles permettent d'espérer un renversement de tendance pour les trois municipalités dévitalisées que le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a repérées sur le territoire de la Montérégie.

Transport et environnement

Comme partout au Québec, il est commun d'entendre les résidents de la Montérégie se plaindre des voies terrestres parcourant leur région. La configuration du réseau y est effectivement particulière, créant une conjoncture où il est difficile de rapprocher les communautés les unes des autres. Influencée par la CMM, l'élaboration du réseau routier a été axée sur la desserte de la métropole. Par exemple, pour aller d'un certain endroit à un autre en Montérégie, il est parfois nécessaire de transiter par Montréal.

Faire partie du grand ensemble qu'incarne la CMM présente incontestablement moult avantages pour les villes concernées. Ces dernières ont notamment accès à des infrastructures et des services réseautés. Or, ceci introduit un clivage supplémentaire entre les municipalités montérégiennes. La proximité de Montréal permet à un segment de la population d'avoir accès à plusieurs ressources qui y sont disponibles. En contrepartie, cette proximité désamorce l'implantation de ces services localement, de sorte qu'une partie significative de la population se retrouve pénalisée, ne pouvant se déplacer à Montréal aussi aisément. Les services sociaux et de santé illustrent particulièrement bien cette problématique.

Bien que la Couronne sud de Montréal se soit développée de manière fulgurante ces dernières années, le réseau de transport collectif n'a pas crû au même rythme. Bien au contraire: il couvre à peine plus de 30 % du territoire. Tout comme le réseau routier, les lignes de train et d'autobus de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) sont orientées vers Montréal. Elles ne desservent donc que relativement la Montérégie. Du coup, ce sont les zones plus reculées qui se voient privées du service de transport collectif, intensifiant ainsi les inégalités rurales-urbaines. Cela dit, le développement d'un service de transport en commun se trouve face à un défi de taille puisque le milieu rural représente 77 % du territoire de la Montérégie.⁵

Le transport, tant individuel que commercial, se fait donc massivement par voiture, encourageant ainsi le phénomène d'étalement urbain. Par ricochet, le transport y constitue la principale source de pollution atmosphérique, étant responsable de 60 % des émissions polluantes liées notamment aux gaz à effet de serre (GES). La qualité de l'air extérieur inquiète particulièrement en Montérégie, puisqu'on la présume associée à 9 % de tous les décès y survenant annuellement.⁶ Ayant des répercussions déterminantes sur les modes de vie et d'occupation du territoire, le transport comporte clairement un aspect polémique en Montérégie.

Il n'en reste pas moins que des communautés montérégiennes ont choisi de se doter d'un service de transport collectif pour permettre à leurs membres de participer à la vie sociale et d'accéder à plus de services, tout en favorisant un meilleur développement territorial. La plupart y sont parvenues grâce à la concertation et à l'optimisation des moyens de transport existants.

La Corporation de transport adapté Omnibus dans la MRC d'Acton en est un excellent exemple. Mise sur pied par une pléiade d'organismes locaux en 1995, elle offrait alors les places libres du transport adapté aux résidents non motorisés. Aujourd'hui, elle assure 17 000 déplacements par année dans toute la MRC avec sa flotte de deux minibus et deux taxis. L'initiative rehausse la qualité de vie de plusieurs personnes de manière significative tout en contribuant à limiter les émanations de GES. La multiplication d'initiatives semblables à l'échelle locale à plusieurs endroits en Montérégie est un constat des plus encourageants, compte tenu de la nécessité et de l'urgence de repenser le transport collectif dans cette région.

Chevauchement administratif, développement et identités

Avec tous ces clivages et ces questionnements, la Montérégie, qui est aussi récente qu'artificielle, n'a pas catalysé de sentiment commun d'appartenance. D'ailleurs, l'appartenance – du moins administrative – est en soi quelque chose de pluriel dans cette région. De fait, les découpages administratifs n'y semblent pas plus cohésifs que cohérents. Aux confins des MRC se superposent inégalement les territoires des CSSS, des commissions scolaires, des CRÉ, des paroisses et des circonscriptions électorales provinciales et fédérales. Tout ceci, c'est sans parler de la saga des fusions-défusions municipales qui y a sévi de manière saisissante.

Au cœur de cette cartographie hallucinée, les citoyens ne savent parfois plus vers où se tourner. Faut-il ensuite s'ébahir de l'attachement local des citoyens? Lorsque les remaniements administratifs sont continuels, il n'est pas surprenant que le sentiment d'appartenance qui subsiste soit celui qui se rattache à l'entité territoriale la plus concrète et la plus proche du citoyen. Ceci nourrit d'ailleurs un discours autonomiste chez certains élus, trouvant même des échos retentissants dans la population.

C'est à partir du sentiment d'appartenance que les citoyens reconnaissent leur communauté et c'est pour elle qu'ils conçoivent des projets novateurs. Les acteurs de la Montérégie manient beaucoup d'outils, autant de concertation que d'affirmation, pour mettre en place des initiatives qui enrichissent les territoires auxquels ils s'identifient. Face aux difficultés auxquelles ils sont confrontés, ils démontrent avec robustesse qu'ils ont de nombreuses préoccupations et que beaucoup peut être fait pour améliorer leur existence et leur territoire. En définitive, l'histoire de la Montérégie s'est toujours distinguée par la présence de communautés bigarrées. Lorsqu'on examine ce qui s'y fait aujourd'hui, on constate rapidement qu'elle a su en tirer une grande force. ■

¹ Institut national de santé publique, *Portrait de santé du Québec et de ses régions 2006 : les analyses - Deuxième rapport national sur l'état de santé de la population du Québec*, Québec, Gouvernement du Québec, 2006, p. 7.

² Forum régional sur l'immigration, *Portrait et Diagnostic de la situation dans la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent*, CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, 2008, p. 11.

³ Direction de la santé publique de Montérégie, *Rapport de la directrice de santé publique 2008. Point de mire sur la santé des Montérégiens : pour cadrer l'action*, Longueuil, Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, 2008.

⁴ Direction de la santé publique de Montérégie, *Rapport de la directrice de santé publique 2007. Pour des communautés en santé : des environnements sociaux solidaires*, Longueuil, Agence de santé et des services sociaux de Montérégie, 2007, p. 11.

⁵ *Idem*, p. 17.

⁶ Direction de la santé publique de Montérégie, *Rapport de la directrice de santé publique 2008. Point de mire sur la santé des Montérégiens : pour cadrer l'action*, Longueuil, Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, 2008, p. 74.

Appartenance, identité et territoire vécu : des notions centrales au développement des communautés

PAR JACQUES CAILLOUETTE

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE, AUTEUR D'UN RÉCENT RAPPORT DE RECHERCHE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS EN ESTRIE

Souvent, lorsque nous pensons à la mobilisation de ressources pour lancer le développement, nous pensons à des ressources matérielles ou humaines afin de donner des moyens à nos projets. Ces ressources sont centrales, qu'elles soient internes ou externes aux communautés. Elles sont, comme on le dit, le nerf de la guerre. Sans moyen, sans support formel, une action à la longue s'essouffle et périclite.

Ceci dit, en conjonction avec la mobilisation de ces ressources, et comme levier à celles-ci, il faut penser à la mobilisation de ressources identitaires, c'est-à-dire que les acteurs, porteurs de l'action, puissent s'identifier et s'investir dans des identités territoriales qui donnent sens à leur motivation et à l'orientation de leurs efforts.

La dimension que nous voulons mettre en exergue ici, est à l'effet que le processus de développement des communautés se définit dans son essence par la mobilisation, voire la transformation identitaire qu'il opère en référence à un territoire donné. Autrement dit, le développement des communautés consiste, dans l'action, à mobiliser des identités qui transforment un espace physique objectif en communauté d'appartenance et d'engagement pour les personnes, les organismes et les institutions y résidant ou s'y investissant. Nous pouvons encore dire que le développement des communautés se définit comme le passage d'une logique d'actions éclatées sur un territoire à un processus, de territorialisation de l'action à partir de ce territoire.

Les notions subjectives d'identité, de territoires vécus, de sentiment d'appartenance et d'engagement sont donc au centre de notre propos. Le territoire vécu réfère à une appartenance. Il est une identité engagée vis-à-vis un territoire, lequel se définissant lui-même, par un effet de boucle, par la communauté qui l'habite et l'investit de sa subjectivité. Le territoire vécu est le contraire d'habiter un lieu comme si on n'en faisait pas partie, comme si on n'y était pas. C'est le contraire, autrement dit, du rapport utilitaire ou fonctionnel au milieu d'habitat ou de vie. Le territoire vécu est un tout autre monde (Thévenot, 2006) que celui de la bureaucratie ou de la marchandise.

Or, le développement des communautés consiste justement à bâtir ou à consolider la force de ces territoires vécus, à injecter de la subjectivité dans des rationalités qui, trop froides et laissées à elles-mêmes, brisent la subjectivité et l'engagement des populations, des intervenants et des organisations au plan local qui sont au service de ces populations et du développement de leur communauté.

Trop souvent, les institutions, voire les organisations communautaires et d'économie sociale, vont intervenir auprès des populations en se coupant doublement des territoires vécus par celles-ci. D'abord, elles vont le faire en se posant comme institutions en extériorité à leur territoire plutôt que comme un de ses éléments, partie prenante et partie prise, pouvant l'appuyer comme communauté agissante. Ensuite, elles vont le faire en appréhendant les gens, de manière implicite, ce qui n'enlève rien à l'efficacité de la coupure identitaire et communautaire, comme des individus sans

appartenance, et notamment sans appartenance territoriale, réelle ou potentielle.

Souvent, le discours expert va consister ainsi, au nom d'une certaine objectivité, à couper les gens de leur rapport engagé au monde, de même qu'à couper les organismes d'une participation à un *empowerment* communautaire de populations ayant besoin de leurs ressources pour se poser comme sujets de leur devenir.



JACQUES CAILLOUETTE

Le développement des communautés participe d'un mouvement inverse. Il cherche, au contraire, à injecter dans les territoires une énergie qui tient justement de celle des mouvements sociaux, où la question identitaire, c'est-à-dire au « nom de quoi » et « pour quoi » on travaille ensemble, est fondatrice.

En développement des communautés, il va s'agir de partir des territoires à échelle humaine auxquels les gens s'identifient pour mener avec eux, et à partir d'eux, de multiples projets pour certes développer les services sur ce territoire, mais aussi pour développer le pouvoir communautaire de ces populations à s'affirmer comme communauté, et mobiliser les ressources, internes et externes, nécessaires à la réussite de leurs actions. Et, dans ce processus où prédomine la mobilisation citoyenne, les institutions sont entraînées à se poser en appui de projets, le plus souvent à dimension intersectorielle, issus des communautés territoriales qu'ils desservent.

Sur un territoire donné, la territorialisation (processus, avons-nous dit, au centre du développement des communautés) des actions, comme des acteurs, va précisément constituer à conduire des actions en référence à un « NOUS » territorial, à faire corps ensemble dans des projets pour développer des sentiments vécus et d'appartenance vis-à-vis cette identité territoriale s'actualisant. C'est ainsi que le développement des communautés se relie intimement à la notion de territoire vécu, car ce dernier est autant ce que les pratiques de développement des communautés cherchent à bâtir que le tremplin sur lequel elles prennent leur élan pour mener leurs actions.

Pour terminer, distinguons le territoire vécu du territoire politique ou administratif, pour en fait souligner le rapport fécond qui idéalement devrait marquer leur rencontre. Le territoire vécu peut être différent, et l'est souvent, d'un territoire politique ou administratif. Toutefois, il est toujours à déplorer qu'un territoire politique, ou référant à un pouvoir administratif, ne soit pas en même temps un territoire vécu et qu'on ne

➡ p.10

Vaudreuil-Soulanges : le développement social durable comme vecteur de l'appartenance territoriale

PAR GENEVIÈVE CHÉNIER

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT VAUDREUIL-SOULANGES

Vaudreuil-Soulanges, une appartenance à construire

Située à l'ouest de l'île de Montréal, la MRC de Vaudreuil-Soulanges est entourée de 180 km de rives. Ses seuls liens terrestres avec le Québec sont trois ponts, deux reliant Vaudreuil-Soulanges à Montréal et un à la Montérégie. Ajoutons à ce contexte territorial, celui de l'organisation administrative au sein de laquelle Vaudreuil-Soulanges doit se définir. Onze des 23 municipalités formant la MRC de Vaudreuil-Soulanges font partie de la Communauté métropolitaine de Montréal. Vaudreuil-Soulanges fait aussi partie de ce que l'on nomme le Suroît avec trois de ses MRC voisines, puis, de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent. Cette vallée désigne le territoire de notre CRÉ réunissant sous son aile cinq MRC aux portraits fort diversifiés. Puis vient le grand ensemble montérégien. Couplée à ce contexte, l'impressionnante croissance démographique de 17,9 % qu'a connue Vaudreuil-Soulanges entre 2001 et 2006 rend le défi de générer de l'appartenance au territoire encore plus audacieux, mais ô combien nécessaire.

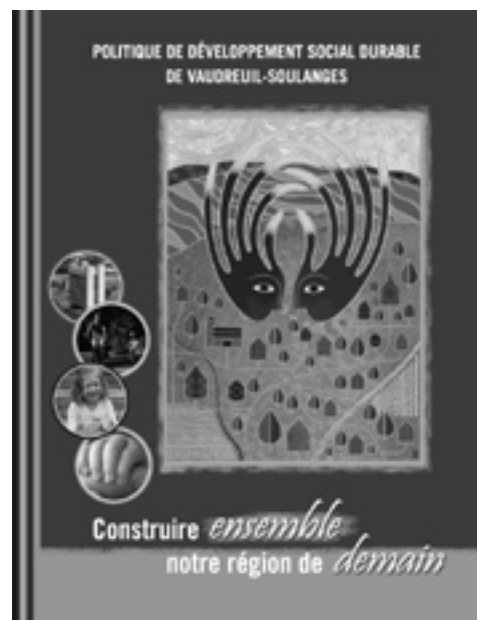
Quand une communauté s'organise : relever le défi du «faire ensemble»

Face à ces défis, Vaudreuil-Soulanges a choisi de se mobiliser, de s'organiser. *Construire ensemble notre région de demain*. Un slogan, un projet, une politique et, surtout, une forte mobilisation d'une communauté régionale autour d'un objectif : donner sens au développement de la région de Vaudreuil-Soulanges par un projet collectif capable de réunir tous les acteurs des différents secteurs d'activités autour d'une vision d'avenir partagée et de projets territoriaux fédérateurs. Après deux ans

de travail, il est maintenant possible de se réjouir de cette première mission accomplie, celle de réunir 440 citoyens et représentants d'organisations autour de 19 moments de consultation et de concertation qui ont permis de faire germer l'écriture collective d'un projet d'envergure, soit celui de doter Vaudreuil-Soulanges d'un cadre de référence et d'intervention largement consensuel en développement social durable capable de créer de la cohésion et de l'appartenance au territoire.

Une démarche inclusive en développement social est génératrice d'appartenance, c'est-à-dire d'un sens de la communauté. Par sa capacité de créer ou de saisir des opportunités de développement, de mobiliser des citoyens et des organisations autour d'enjeux et de solutions collectives, d'animer un milieu de vie, un quartier, une région, d'informer avec un souci de transparence et de partage d'informations, le développement social est une approche qui génère des expériences positives du «faire ensemble».

La *Politique de développement social durable de Vaudreuil-Soulanges*¹ c'est aujourd'hui bien plus qu'une démarche d'animation et de consultation. C'est 63 objectifs d'intervention très précis envers lesquels toute une région a choisi d'orienter ses énergies. C'est une politique «cadre» qui vient faire le lien entre nos différents outils de développement sectoriels, qui crée des ponts d'information sur ce qui est fait, planifié et sera développé par les organisations, municipalités et groupes de citoyens de la région. C'est aussi un appel au partenariat autour d'enjeux



régionaux : l'accès au logement, au transport, et à l'information, l'achat local, la promotion de Vaudreuil-Soulanges, la conciliation travail-famille, l'inclusion citoyenne, l'accès à l'eau et à la nature, la persévérance scolaire et la mise en valeur de l'apport du mouvement communautaire.

Finalement, c'est surtout cette force d'avoir réussi à réunir tout un milieu autour de cette volonté d'écriture qui nous sommes et ce que nous ferons ensemble, dès aujourd'hui, pour construire notre région de demain. ■

¹ La *Politique de développement social durable de Vaudreuil-Soulanges* est disponible en ligne au www.vaudreuil-soulanges.ca sous l'onglet «Développement social». Son plan d'action est actuellement en cours d'élaboration.

← p.9

fasse pas le nécessaire pour qu'il le soit. Il est toujours dommage que les gens aient le sentiment que le pouvoir formel ne leur appartient pas, qu'ils s'en sentent étranger, qu'ils ne réussissent pas subjectivement à se l'approprier. Idéalement, les conditions seraient telles que les gens, selon leurs diverses appartenances d'échelles territoriales, en viendraient à considérer les administrations et les gouvernements qui les gouvernent comme à leur service plutôt qu'à leur gouverne.

Pour en savoir plus :

J. Caillouette, S. Garon, N. Dallaire, G. Boyer, A. Ellyson, (2008). *Étude de pratiques innovantes en développement des communautés dans les sept Centre de services de santé et de services sociaux de l'Estrie. Analyse transversale de sept études de cas*, Rapport de recherche, CSSS du Val-Saint-François et CSSS-IUGS de Sherbrooke, août 2008, 124 p.

L. Thévenot (2006). *L'action au pluriel*, Paris, La découverte. ■

Une communauté qui se reconnaît comme telle a le potentiel qu'il faut pour devenir dynamique!

L'exemple de Saint-Aimé et Massueville

PAR DENIS MARION
MAIRE DE MASSUEVILLE

Massueville est un petit village de 530 personnes. Avec nos voisins de Saint-Aimé, qui compte aussi autour de 500 habitants, nous formons une communauté historique depuis le milieu du XIX^e siècle. Une église, grande comme une cathédrale; une école, ses quatre classes, ses 4 professeurs et ses 71 élèves; un bureau de poste; une caisse populaire; une bibliothèque municipale animée par une équipe de bénévoles; un club d'âge d'or, dynamique et vivant; un comité d'embellissement; un comité de développement culturel et touristique dont la renommée dépasse notre communauté; un service de garde en milieu scolaire, le fer de lance de l'action des jeunes parents et bientôt une coopérative de santé.

Mais nous sommes aussi une communauté qui vit un lent processus de dévitalisation qui inquiète les gens et les trouve démunis devant l'ampleur du défi. Vieillesse et diminution de la population, diminution des services et un changement sociologique important: les anciennes familles qui ont fait l'histoire de notre village nous quittent lentement et sont remplacées par de nouvelles qui n'ont pas encore d'histoire avec Massueville. La dévitalisation est un phénomène sournois, on s'y habitue lentement en regrettant la fermeture de la brasserie, celle du garage de mécanique générale, de la meunerie ou de la cantine, en se disant qu'il n'y a rien à faire et que tout ça est bien dommage. C'est aussi l'éclatement de notre communauté. Dans les faits, avec le temps, nous réalisons que nous ne vivons plus à Massueville. Nous trouvons notre travail, nous achetons et consommons nos biens et nos services à l'extérieur du village. Massueville, dans une certaine mesure, est devenue une banlieue, entre autres raisons parce que le coût de la vie, chez nous, n'est pas très élevé. Pourtant, notre réalité de tous les jours ressemble à celles de villages qu'on trouve dans les régions éloignées du Québec alors que nous ne sommes qu'à quatre-vingts kilomètres de Montréal. Contrairement à d'autres communautés, ce n'est pas l'éloignement des villes-centres qui est notre problème, mais le constat est le même: nous sommes victimes d'un cycle de dévitalisation qui coûte de plus en plus cher.

Il y a quelques années, quand on nous a annoncé qu'on envisageait de ne plus offrir de maternelle dans notre école, des parents ont immédiatement réagi et ont alerté les élus municipaux. Cette fois, nous comprenions tous l'impact d'une telle décision. Car ne pas offrir de maternelle équivalait à dire à toutes les jeunes familles que notre village n'était plus un endroit accueillant pour elles.

Au même moment, le gouvernement du Québec déposait sa Politique de la ruralité. Cette politique nous disait justement que ce que nous vivions n'était malheureusement pas unique et que, si nous le souhaitions, nous pouvions réagir de façon à ne pas être seulement les victimes de décisions prises loin de nous, mais au contraire que nous pouvions espérer devenir les artisans de



changements concrets qui auraient un impact réel sur notre condition. C'est ainsi que nous avons créé un Comité de relance avec le mandat de réaliser un portrait de notre situation et d'envisager des pistes d'action.

On peut dire que la crise à l'école a modifié notre lecture de la réalité en nous obligeant à agir autrement. Nous avons, par cet exercice qui a nécessité une consultation de tous les organismes de notre communauté et une mobilisation de ses leaders, développé une nouvelle attitude. Lorsque nous avons invité la population de Saint-Aimé et Massueville à se réunir pour recevoir les conclusions du rapport, plus de 200 personnes étaient présentes.

Donnez-nous tous les programmes que vous voudrez, engagez-nous tous les consultants, dressez tous les plans, sans la participation des gens, ce ne sera pas durable. On sauvera les apparences, mais les indicateurs, à moyen terme, eux, ne bougeront

pas. Le développement durable de nos communautés dévitalisées passe par la conviction des gens qu'ils ont une emprise réelle sur leur avenir et sur celui de leur communauté. Et l'action locale, la participation active des citoyens, n'est possible que si les gens ont ce sentiment d'appartenance à leur communauté, essentiel à leur engagement. Car l'effritement communautaire est également un signe de dévitalisation.

Avec ce rapport, nous avons donc créé trois groupes de travail dans trois domaines: le développement communautaire, pour reconstruire une cohésion nous permettant d'agir collectivement en répondant au manque de services pour les jeunes familles et les personnes âgées; le développement culturel et touristique pour créer des événements donnant du tonus à notre sentiment d'appartenance et pour solliciter le soutien de nos voisins; le développement économique pour participer et profiter de la relance économique de la région de Sorel-Tracy. Depuis, les projets n'ont cessé de naître et nous voyons maintenant les jeunes familles s'installer chez nous.

Une communauté qui se reconnaît comme telle a le potentiel qu'il faut pour devenir dynamique. Aujourd'hui, avec la possible fermeture de l'église, nous faisons face à un nouveau défi: que faire d'un édifice de cette envergure dans un tout petit village? Le premier réflexe des responsables de la Fabrique a été de réunir une quinzaine de leaders pour discuter d'avenir. Les gens ont été au rendez-vous. La communauté les appuiera. Parce qu'il existe une communauté.

Mais attention, chez moi comme ailleurs, les résistances existent et il faut composer avec elles. Faire participer les citoyens qui, par définition, sont exigeants et ont le droit de l'être, nous oblige à des efforts constants de pédagogie, d'écoute et de remise en question. On est bien loin de la petite gestion pépère des affaires municipales. ■

Les découpages administratifs, le territoire vécu, un exemple à Longueuil

PAR HÉLÈNE DUMAIS

CLSC DE LONGUEUIL, CSSS PIERRE-BOUCHER

Les entités administratives au Québec ont subi de nombreux changements au gré des modifications des cartes électorales, des politiques de développement régional, des restructurations scolaires, municipales et des réseaux de santé et de services sociaux, pour ne nommer que celles-là; découpages, redécoupages, fusions et défusions, ponctuent sans cesse l'histoire récente du développement territorial québécois.

La Montérégie n'y échappe pas, au contraire. Ces modifications accentuent l'effet de mosaïque qui la caractérise et l'éloignent du concept de territoire vécu des gens qui y habitent, écorchant au passage leur sentiment d'appartenance. Longueuil en est un vibrant exemple. De village à municipalité, qui devient par la suite une ville issue de la fusion de plusieurs municipalités dans les années soixante, elle a été l'objet, récemment, de nouvelles fusions puis, de défusions. C'est ainsi que l'ancien territoire de Longueuil est devenu l'Arrondissement du Vieux-Longueuil en y incluant le territoire de l'ancienne Ville de Le Moyne. Cet arrondissement fait désormais partie de la nouvelle Ville de Longueuil, laquelle constitue, avec quatre villes voisines (elles-mêmes défusionnées), l'agglomération de Longueuil. Comment s'y retrouver? Cela, c'est sans compter la restructuration du réseau de la santé et des services sociaux en Centres de santé et de services sociaux qui a fusionné les territoires de l'Arrondissement Vieux-Longueuil (le quartier Le Moyne exclu), Boucherville et la MRC La Jemmerais (laquelle s'étend jusqu'aux limites de Sorel). Deux CRÉ recouvrent ces territoires, tout en les excédant...

L'Arrondissement du Vieux-Longueuil constitue un territoire urbain important, tant par la densité de sa population que par son activité économique, culturelle, sociale et communautaire. Sa population est hétérogène, ses attaches longueuilloises plus ou moins claires. Le quart de ses citoyens vit dans la pauvreté.

Les groupes communautaires s'y sont fortement développés afin de permettre à des citoyens vivant avec des conditions de vie difficiles de se prendre en main et de se donner des outils de développement collectifs. Ce développement communautaire ne s'est toutefois pas toujours modelé sur le territoire des paroisses, lequel fut longtemps la base territoriale du sentiment d'appartenance de ses habitants. Petit à petit, la notion de paroisse a fait place à celle de quartier, d'autant plus que les quinze paroisses se sont regroupées récemment en trois paroisses. La paroisse, privée de vie, ne peut plus modeler le territoire d'appartenance des résidents, anciens et nouveaux. Un développement immobilier intense, l'apparition de nouveaux quartiers, l'implantation d'un second centre-ville, la fermeture des épiceries et quincailleries de quartier ont fait disparaître les points de repère habituels du sentiment d'appartenance. Ce dernier, lié au territoire vécu, constitue une base importante sur lequel peut s'ancrer une communauté pour se développer et bâtir une qualité de vie collective. Il faut donc recréer de nouveaux ancrages, des espaces sociaux, sur lesquels la vie communautaire peut s'appuyer.

Mais la seule présence de groupes communautaires dans un milieu n'entraîne pas de sentiment d'appartenance sinon au groupe lui-même. Il faut d'abord retracer le territoire signifiant pour ceux qui y vivent, se concerter, mettre en place des outils propres à revitaliser le sentiment d'appartenance et, surtout, permettre au citoyen d'y participer pleinement.

Comprenant l'importance du sentiment d'appartenance dans le développement social et communautaire d'un territoire, l'importance aussi de respecter et de valoriser la notion de territoire vécu chez ses citoyens, la Corporation de développement communautaire de Longueuil (CDC Longueuil) s'est donné comme objectif, il y a plus d'une dizaine d'années, de contribuer au développement d'un sentiment

d'appartenance en mettant l'accent sur la vie de quartier à Longueuil. C'est ainsi qu'elle a proposé au milieu un découpage du territoire en treize quartiers qui voulait respecter le mieux possible le territoire vécu. Une carte géographique de ces quartiers, avec une description des caractéristiques socio-économiques, a servi de base à une réflexion commune. Comme outil d'intervention, la CDC Longueuil, en concertation avec les groupes communautaires, Centraide du Grand Montréal, les partenaires municipaux, et les organisateurs communautaires des CLSC, a privilégié la formation de Tables de Vie de Quartier. Dans un premier temps, six quartiers ont été ciblés en fonction des indices sociodémographiques et, depuis, trois autres, incluant l'ancienne Ville de Le Moyne, se sont ajoutés.

Ces Tables prennent peu à peu leur place dans le paysage longueuillois. Elles ont pris des couleurs différentes; leur dynamisme et leurs actions varient selon les forces en présence. Fêtes de quartier, arimages entre différents porteurs de projets, transport, logement, activités avec l'école, sécurité des parcs, bottin de ressources, etc., les projets diffèrent selon les quartiers.

Toutefois, d'importants défis confrontent le développement de ces tables. Par exemple, certains quartiers ont peu ou pas de groupes communautaires enracinés dans leur milieu. Les bénévoles impliqués dans la paroisse sont sur sollicités et, peu nombreux, sont souvent eux-mêmes impliqués dans de multiples lieux de concertation ce qui limite le temps consacré à la vie de quartier.

Le fait que la CDC Longueuil assume la permanence de ces Tables leur permet une stabilité et une continuité, essentielles à leur développement. « Prendre le temps » constitue un facteur de base. Des partenaires importants se sont joints à ces Tables, comme les écoles et les

➔ p.13



p.12

paroisses (bénévoles et animateurs de pastorale). **Mais le principal défi qu'elles doivent relever, c'est d'impliquer les citoyens, tâche d'autant plus difficile que ces derniers vivent un sentiment d'appartenance mitigé.** Cela, c'est sans compter que la mobilité est forte dans certains quartiers. Depuis trois ans, la CDC Longueuil a amorcé toute une réflexion sur l'implication citoyenne. Une deuxième journée consacrée à ce thème doit avoir lieu en avril prochain, où citoyens et acteurs du milieu sont invités à réfléchir sur les outils appropriés pour stimuler l'implication citoyenne à Longueuil.

Porteuses d'espoir pour le développement social et communautaire dans Longueuil, les Tables de Vie de Quartier constituent des niches prometteuses afin que les citoyens qui habitent ce territoire s'y reconnaissent et s'impliquent dans l'amélioration de leur vie collective, à dimension humaine. Souhaitons que tous ceux qui s'y impliquent fassent preuve de détermination, de patience, de réflexion critique et que les collaborations entre les organismes en présence soient plus fortes que le « chacun pour soi. »

Évidemment, la CDC Longueuil ne peut porter seule un tel mandat. Les instances politiques et organismes publics doivent aussi faire converger leurs efforts et créer une synergie de revitalisation des quartiers. Les stratégies doivent être multiples.

L'analyse du sentiment d'appartenance à un territoire et des facteurs qui favorisent ou non son développement, son degré d'importance dans la vie communautaire des citoyens et la qualité de vie, revêt une complexité encore plus forte lorsqu'appliquée au pays réel. Tout n'a pas été dit, loin de là. ■

À la MRC de Lajemmerais, du dynamisme communautaire à revendre

PAR MICHEL MARTEL

CENTRE D'ENTRAIDE BÉNÉVOLE DE ST-AMABLE INC.

Parmi les villes qui composent la MRC de Lajemmerais – Calixa-Lavallée, Contrecoeur, Saint-Amable, Sainte-Julie, Varennes, Verchères – plusieurs ont déjà fêté leur 300^e anniversaire d'existence. Ce sont des villes riches en histoire et en traditions dans tous les domaines de l'activité humaine. Les villes plus jeunes se sont développées, prenant en exemple ce que les plus anciennes ont réalisé et utilisant les mêmes méthodes pour renforcer les institutions municipales et le sentiment d'appartenance de leurs concitoyens.

Par exemple, la liste des activités sportives, culturelles, éducatives offertes par chacune des municipalités est étonnamment longue et diversifiée. Cela n'empêche pas les citoyens d'en réclamer davantage et les villes de doubler d'ardeur pour en inventer d'autres, car l'image est ici très importante; les citoyens sont fiers de leur ville à condition qu'elle leur offre des activités de qualité à proximité de leur résidence.

Depuis 20 ans, la plupart des villes ont construit des infrastructures municipales pour répondre à une forte demande causée par la construction domiciliaire et l'arrivée en masse de nouveaux citoyens. Seule Calixa-Lavallée échappe à ce phénomène avec ses 450 résidents et sa vocation agricole. Pendant cette période, peu de projets communs ont vu le jour, si ce n'est une régie des services d'eau potable regroupant trois municipalités. La MRC est bel et bien présente, le CLD aussi. L'autonomie municipale s'y exprime fortement et, il faut bien le dire, avec beaucoup de succès, puisque la MRC de Lajemmerais est la deuxième plus riche au Québec.

Partout, les organisations sociocommunautaires traditionnelles sont bien présentes et comprennent beaucoup de membres. Elles contribuent de façon majeure à maintenir le tissu social bien serré et en santé. Certains diront que ce n'est pas toujours agréable de vivre la compétition qui existe, par exemple entre les Chevaliers de Colomb et les Optimistes ou les Lions, pour

l'obtention d'une salle ou l'exclusivité d'un événement, mais cela n'illustre-t-il pas le fait que la communauté est très active, dynamique, pleine de vie!

Les organisations sans but lucratif se multiplient; elles s'identifient à la ville où elles ont pignon sur rue. À leur demande, les villes mettent en place des tables de concertation, tiennent à jour des listes d'organismes « accrédités », répartissent les ressources disponibles, organisent des tournois de golf, etc.

Rares sont les nouvelles organisations qui privilégient la concertation régionale et qui réussissent à progresser. Si elles veulent avoir du succès, elles doivent tenir compte des particularités locales et surtout établir un puissant réseau de contacts dans chaque municipalité: défi difficile à relever. C'est pourtant celui auquel s'est attaqué la *Corporation de développement communautaire de Lajemmerais*, créée il y a un an à peine. Elle regroupe à ce jour 16 organismes communautaires de la MRC de Lajemmerais. Dans le contexte décrit ci-haut, ses chances de survie semblent minces. Mais, voilà, il semble qu'un esprit nouveau souffle sur notre MRC: des initiatives d'échange d'information et de projets communs se produisent plus fréquemment. Surtout, on constate que le dialogue entre organismes a changé de niveau, passant de la demande de services pure et simple à une démarche concrète pour établir un contact permanent et apprendre à connaître l'autre organisation.

Ce phénomène nous permet de comprendre que des organisations en santé peuvent se permettre d'échanger d'égal à égal avec des organismes beaucoup plus gros, sans crainte de perdre leur autonomie. En bout de ligne, c'est toute la communauté qui en sort gagnante. ■

Se serrer les coudes pour le développement social

PAR GILLES TARDIF

REGROUPEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LA MRC LES-JARDINS-DE-NAPIERVILLE

Le Regroupement pour le Développement Social (RDS) de la MRC Les-Jardins-de-Napierville a été fondé en 2004 par trente-cinq représentants d'institutions et d'organismes impliqués sur le territoire. Ce regroupement vise la concertation multisectorielle territoriale d'acteurs qui veulent favoriser, par le développement social, l'amélioration de la qualité, des conditions et du cadre de vie des citoyens. La mise sur pied d'un tel organisme répondait à deux préoccupations majeures : d'abord l'appropriation d'un pouvoir sur la gouvernance territoriale (extra et intra-territoriale); puis, offrir une réponse, par des actions concertées, à des problèmes concernant certaines populations.

Le territoire de la MRC Les Jardins-de-Napierville fait partie de la région Sud de Montréal. Il est borné par la frontière canado-américaine et est traversé du nord au sud par l'autoroute 15. Le territoire regroupe une ville (Saint-Rémi) et dix municipalités sur une superficie de près de 830 kilomètres carrés. Cela représente près de 7,3 % de la superficie totale de l'ensemble du territoire de la Montérégie. Situé en zone agricole à près de 97 %, le territoire est tissé de rangs et de routes secondaires qui illustrent l'étalement de la population : environ 24 000 personnes, dont 90 % de francophones, les anglophones étant majoritairement concentrés dans la région de la municipalité d'Hemmingford.

Alors que la région est toute proche de la métropole, les gens vivent les avantages et inconvénients des régions rurales éloignées. En étant situé à l'extérieur de la communauté métropolitaine de Montréal, les politiques gouvernementales excluent ce territoire rural, zoné agricole dans sa presque totalité, ce qui limite les possibilités de développement – sauf exception – et ce qui augmente la pression sur les communautés locales. D'ailleurs, au moins deux d'entre elles sont confrontées aux effets d'une dévitalisation économique et sociale.

Par ailleurs, le territoire éprouve certaines difficultés de cohésion et d'accessibilité au plan des services de proximité à la communauté. La dénatalité affecte particulièrement les milieux ruraux qui perdent non seulement des équipements scolaires, mais aussi du personnel, notamment de soutien, dans un contexte de fort taux de décrochage. Les personnes âgées tendent à déménager dans les noyaux villageois, mais plusieurs municipalités ont déjà perdu de nombreux services de proximité (caisses, épicerie, etc.). Ainsi, une partie des gens retrouvent leurs services à St-Jean, une autre à St-Constant-Laprairie, d'autres à Chateauguay ou Montréal. Le territoire est couvert par 3 commissions scolaires dont les sièges sociaux sont hors territoire (Hautes-Rivières à St-Jean, Grandes-Seigneuries à Laprairie et New Frontiers à Chateauguay) comprenant 10 écoles primaires et 2 écoles secondaires (à St-Rémi et Napierville); 3 districts judiciaires hors territoire, 1 CLE à St-Rémi dont la direction d'Emploi Québec hors territoire; 2 centres hospitaliers hors territoire; 1 service de réadaptation hors territoire; 1 centre jeunesse hors territoire; 1 CHSLD à St-Rémi, 1 CLSC à St-Rémi et son point de services à Napierville faisant partie du CSSS Jardins-Roussillon dont le siège social est hors territoire. On peut ainsi comprendre toute la pression qui s'exerce sur la MRC pour protéger les intérêts de sa communauté. Pas étonnant donc que certains se plaisent à dire que la MRC se trouve au milieu de partout et... de nulle part.

Il fallait donc mettre en place les conditions pour « produire » le développement social. Aujourd'hui, les leaders des ressources communautaires sont mobilisés afin de convaincre les élus et les partenaires des institutions publiques d'accepter de co-construire une politique de développement social qui puisse permettre de renforcer les capacités communautaires et d'acquérir un contrôle sur les conditions de vie.

Depuis 2004, la concertation autour du développement social a été le fait des ressources communautaires, les institutions ayant amorcé leur implication en 2007. Puis, à l'automne 2008, le RDS a fait appel à la MRC pour initier le processus d'élaboration d'une Politique de développement social; invitation qu'elle a acceptée. Si ce processus devrait reposer sur certains principes comme l'équité entre partenaires, la participation la plus démocratique possible et le décloisonnement entre les secteurs, les acteurs semblent actuellement privilégier une concertation administrative afin d'aller au plus pressant. Or, il serait pourtant souhaitable de favoriser une stratégie par laquelle les citoyens pourraient prendre part à l'action et aux décisions. D'ailleurs, une implication bénévole exceptionnelle constitue une tradition sur le territoire puisque plusieurs infrastructures communautaires et activités sociales sont possibles grâce aux contributions financières et humaines des citoyens. Par ailleurs, il y a actuellement un éveil de citoyens dans au moins quatre des municipalités à travers des actions portant sur une politique de la famille, sur le développement durable, le transport des personnes et sur l'installation d'éoliennes. Si cette tradition et ce nouvel engagement s'arrimaient, cette communauté pourrait bâtir son développement avec un ciment solide.

Si, comme l'écrit Denis Bourque dans son ouvrage *Concertation et partenariat*, les acteurs sociaux arrivaient à se consacrer à l'intérêt général au-delà des intérêts des institutions et des rapports de pouvoir et à susciter la participation citoyenne dans le processus, la communauté des Jardins-de-Napierville serait en mesure de cibler les moyens pour développer pleinement son potentiel. ■



Identité, territoire et appartenance : la participation dans l'Agenda 21 de Sorel-Tracy

PAR RENÉ LACHAPELLE

CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN ORGANISATION COMMUNAUTAIRE

Après la période d'élaboration des orientations de base de l'Agenda 21 local de Sorel-Tracy, le comité mis en place pour assurer le suivi a connu une période de recherche pour en assurer une mise en œuvre efficace. La dernière année a permis de réaliser des progrès considérables et on peut maintenant affirmer que la mobilisation des partenaires sociaux est bien réelle. Le Centre de santé et de services sociaux et la Corporation de développement communautaire, la Commission scolaire et le Cégep, le Centre local de développement et la Société d'aide au développement de la collectivité, mais aussi les entreprises privées et de l'économie sociale ont rallié la démarche d'action concertée confirmée par la tenue de deux forums particulièrement mobilisateurs.

Le prochain défi, associer davantage la population. La participation citoyenne ne va pas de soi. Si tous s'accordent pour la placer en tête de liste des préoccupations, les avenues pour la concrétiser ne s'imposent pas d'elles-mêmes. Il y va pourtant de la pérennité du processus. Ce sont les citoyens qui peuvent engager les élus à garder le cap et à faire les investissements requis pour que le développement local devienne durable. Cette année d'élections municipales nous amène à en prendre vivement conscience.

Le Vieux-Sorel est depuis quelques décennies frappé par la dévitalisation : familles qui se déplacent dans les quartiers périphériques pour y installer leur bungalow, détérioration du parc de logements faute de rénovations majeures dans des immeubles majoritairement bâtis avant 1946, déplacement de l'activité commerciale vers les centres

d'achat et les avenues commerciales de la périphérie; même les services publics migrent vers ces nouveaux espaces de services. C'est aussi un quartier appauvri qui compte 15 % de la population de la ville, mais où l'on trouve le tiers des familles monoparentales, le tiers des ménages à faible revenu et le tiers des locataires de Sorel-Tracy. Le revenu moyen des ménages du Vieux-Sorel ne représente que 54 % de celui du reste de la ville. Ce lourd héritage a affaibli la cohésion sociale du quartier, et la population est peu organisée pour participer au processus de revitalisation. Mais les petites enquêtes que nous y avons entreprises montrent qu'elle s'identifie encore au Vieux-Sorel. Ce fut évident, notamment au moment où la ville de Sorel-Tracy a dû aller en référendum pour réaliser le projet de renouveau urbain autour du marché public : l'appui populaire a été sans ambiguïté.

On entreprendra sous peu la construction de vingt maisons de ville au cœur du quartier, offrant des logements sociaux à autant de familles de trois enfants et plus. Avec ce projet qui répond à une mobilisation remontant à 2005, la ville soutient une première échelle de participation, celle des familles associées pour promouvoir un projet qui les concerne directement.

Le premier défi c'est d'assurer à ces familles une maîtrise suffisante du projet pour qu'il devienne leur. En plus d'être énergétiquement vert, il pourra ainsi être socialement durable. L'association à but non lucratif des Habitations Saint-Maxime permet aux familles concernées d'accéder au cercle des décideurs. Au moment où ces familles s'installeront, leur association pourra soutenir leur intégration dans le quartier. Passer du projet au quartier sera



pour les familles un premier test de changement d'échelle de participation. Ce sera aussi un signal pour la population que la revitalisation du Vieux-Sorel progresse et que cela constitue une occasion d'élargir encore la participation citoyenne au projet de développement durable que représente l'Agenda 21 local.

À l'échelle d'un projet concret comme les Habitations Saint-Maxime, l'organisme communautaire promoteur est un lieu d'émergence de nouveaux leaders, notamment grâce au soutien qu'ils reçoivent dans le processus de participation aux décisions. Les quartiers en santé souhaités par les partenaires comme dimension sociale de l'Agenda 21 reposent sur ce renforcement des capacités des résidents. Les associations citoyennes, et de façon privilégiée les groupes communautaires, améliorent la cohésion sociale et la contribution de la population au développement local, et le Vieux-Sorel est riche en organismes communautaires.

L'Agenda 21 local de Sorel-Tracy repose sur la concertation de partenaires dont le territoire d'intervention se situe au niveau non pas de la ville, mais de la MRC de Pierre-De Saurel. Les grands axes de planification étant maintenant établis, leur mise en œuvre réussie se mesurera à la participation citoyenne à toutes les échelles : le quartier, la municipalité, la MRC... voire la Montérégie-Est qui vient de se doter d'une

charte du développement durable. L'enjeu maintenant c'est d'établir une coopération efficace entre les cinq municipalités non fusionnées de l'agglomération urbaine de même qu'entre la ville et le territoire rural organisé en sept autres municipalités. Les structures administratives et les engagements politiques qui les façonnent doivent favoriser la participation populaire à ces diverses échelles, sinon il sera difficile de l'organiser efficacement et d'atteindre les cibles de l'Agenda 21 local.

Le fait que les partenaires de l'Agenda 21 soient majoritairement actifs à l'échelle de la MRC rend cette évolution non seulement souhaitable, mais possible. Les citoyennes et citoyens s'identifient au territoire vécu, leur quartier et leur village bien sûr – les gens de Tracy et ceux de Sorel se perçoivent distincts même après la fusion des villes – mais ils sont aussi disponibles pour agir à l'échelle de la MRC quand ils y reconnaissent leurs intérêts. Les associations diverses, les établissements publics en santé et en éducation et les organisations économiques façonnent à cette échelle une nouvelle appartenance. Depuis leur création, les MRC sont progressivement devenues des territoires d'appartenance. L'extension de leurs responsabilités depuis quelques années mise sur cette dynamique qu'elle doit en même temps renforcer. ■

La Haute-Yamaska : une région dynamique et saine, collectivement riche de la participation de tous les citoyens.

PAR **PIERRE MICHAUD**
CLD HAUTE-YAMASKA

Vision 2015 est une initiative de planification stratégique régionale mise en place en 2005 par le Centre local de développement (CLD) Haute-Yamaska, en collaboration avec la Chambre de commerce Haute-Yamaska et région et le regroupement local de jeunes gens d'affaires Génération Avenir. L'idée d'une grande rencontre ouverte pour planifier l'avenir de la région circulait depuis quelque temps parmi les leaders locaux de la région. Un groupe de travail — formé de personnes d'horizons variés et coordonné par le CLD Haute-Yamaska — s'est mis à la tâche au printemps 2005 afin de transformer cette idée en un projet concret.

La population de la Haute-Yamaska est de 88 000 personnes. Comme on le sait, la mobilisation d'un milieu de taille moyenne représente un défi supplémentaire par rapport à celle d'un petit village. Plusieurs acteurs contribuent à son développement, mais bien souvent chacun le fait dans son champ d'expertise, sans trop savoir ce que font les autres dans leurs « silos » respectifs. Une des étincelles à l'origine de Vision 2015 visait justement à mélanger ces silos en rassemblant des personnes qui représentaient un large éventail de la vie communautaire, économique, sociale, culturelle, etc. de la région. Des leaders déjà engagés dans son développement ont été invités, mais aussi des citoyens intéressés à mettre l'épaule à la roue en se joignant à ce mouvement hétérogène appelé à amener notre développement endogène à un niveau supérieur.

Le projet Vision 2015 a véritablement pris naissance les 17 et 18 novembre 2005, alors que 130 personnes, provenant de ces différents milieux, se sont réunies en un forum ouvert pour déterminer ensemble les axes de développement à privilégier au cours des 10 années à venir pour la région de la Haute-Yamaska (soit les 9 municipalités suivantes : Bromont, Granby, Roxton Pond, Saint-Alphonse, Saint-Joachim-de-Shefford, Sainte-Cécile-de-Milton, Shefford, Warden, Waterloo). En plus des personnes identifiées aux secteurs classiques du développement régional, on y retrouvait aussi des gens issus des domaines sportif, agricole, religieux, syndical, etc. En choisissant d'identifier ainsi des défis et des projets collectifs, Vision 2015 se voulait une



PHOTO : ALAIN DION, LA VOIX DE L'EST

démarche mettant en valeur les forces et les compétences régionales, permettant donc d'agir au-delà du cours normal de développement qu'aurait eu notre territoire sans cette initiative.

À l'issue de ce premier forum, 8 priorités régionales de développement ont été identifiées et ont chacune donné naissance à un comité de priorités : une région, une vision; développement stratégique de nos pôles industriels; éducation, formation, développement des compétences; pôle touristique et culturel; politique de développement social; récupération, vigilance et gestion environnementale; santé et milieu de vie; une stratégie jeunesse. Regroupant 115 personnes au total, ces comités développent de façon autonome divers projets, activités et partenariats favorisant des réalisations concertées qui n'auraient sans doute pas vu le jour sans la synergie suscitée par les collaborations décloisonnées qu'ils provoquent. Parmi la variété d'activités organisées par chacun des comités, on peut évoquer, à titre d'exemple, l'audacieuse campagne régionale de recrutement de main-d'œuvre « À l'envers du trafic », de même que la Fête de la rivière Yamaska qui a reçu un prix d'excellence du Réseau québécois de villes et villages en santé (RQVVS) lors de son colloque annuel de l'automne 2008. L'esprit de concertation insufflé à la région par la dynamique de Vision 2015 ont engendré des retombées indirectes dans un grand nombre de secteurs de développement en Haute-Yamaska. Ces résultats réguliers contribuent au maintien de la mobilisation des membres actifs dans les comités de Vision 2015.

À chaque anniversaire de Vision 2015, les membres de tous les comités sont conviés à une grande rencontre d'une demi-journée permet-

tant de faire le point sur les réalisations de chaque comité et de définir les orientations pour l'année suivante. Lors de la rencontre du premier anniversaire de Vision 2015, qui a eu lieu en novembre 2006 à Waterloo, la centaine de participants présents ont rédigé un énoncé commun définissant la mission de Vision 2015 et de ses comités de priorités :

La Haute-Yamaska est une région dynamique et saine, collectivement riche de la participation de tous les citoyens. Le partenariat, la passion et l'engagement sont les clés de notre réussite.

Depuis le début de l'initiative Vision 2015 et la mise en place de ses 8 comités de priorité, la région a atteint un autre degré de maillage par la formation de quelques sous-comités, entre autres le comité conjoint « Éducation + Industrie » et, plus récemment, un comité de travail combinant les secteurs industriel et environnemental. Ce dernier prépare d'ailleurs une activité inédite, l'Éco-rendez-vous industriel, qui aura lieu en avril 2009.

Un regard rétrospectif permet de mesurer tout le chemin parcouru suite au lancement de Vision 2015. Depuis 2005, l'initiative a su renforcer et pérenniser les réflexes de concertation et de partenariat qui caractérisaient déjà la Haute-Yamaska. Mieux encore, Vision 2015 s'est imprimée dans l'esprit de la population en étant perçue comme un lieu favorable à l'expression individuelle en vue de bénéfices communs. En effet, le projet est devenu une véritable référence régionale, une « marque de commerce » forte du développement intégré de la Haute-Yamaska. Nul doute que Vision 2015 saura maintenir ce rayonnement jusqu'en... 2015, et même au-delà. ■

Le Moyne ou le point d'équilibre entre le chaos territorial et l'identité

PAR LISE OUELLET
CSSS – CHAMPLAIN

Le Moynes, est une petite enclave d'une superficie d'un kilomètre carré (qui fut jadis le milieu le plus densément peuplé au Canada), situé entre St-Lambert, Greenfield Park, St-Hubert et l'ancien Vieux-Longueuil, ceinturé par le boulevard Tachereau et séparé par une voie ferrée.

Le Moyne, un territoire morcelé

En 2001, la ville de Le Moyne est fusionnée à celle de Saint-Lambert et devient l'arrondissement Saint-Lambert/Le Moyne. À la suite des défusions de 2006, la population accepte par référendum à se joindre à l'arrondissement du Vieux-Longueuil, Ville de Longueuil. En cinq ans, la communauté de Le Moyne subit donc deux modifications importantes de ses structures municipales, dont la perte de son statut de ville. Pendant la même période, il y a eu les fusions des établissements de santé et de paroisses. Notons que les circonscriptions politiques fédérales et provinciales ont d'autres délimitations.

Les services municipaux sont situés dans le Vieux Longueuil; les services du CSSS Champlain, les services du CLE/Emploi Québec et Services Canada sont situés à Brossard. Au plan scolaire, les adolescents fréquentent des écoles secondaires situées à St-Hubert ou dans le Vieux-Longueuil. Au plan paroissial, le presbytère est à Greenfield Park. Et les concertations intersectorielles en santé services sociaux couvrent le territoire de l'ancien CLSC Samuel-de-Champlain (Brossard, St-Lambert, Greenfield Park et Le Moyne).

Ces changements et morcellements territoriaux posent des défis supplémentaires de cohérence et d'accès aux services pour la population. Ils posent aussi un défi supplémentaire pour la mobilisation des citoyens et des groupes communautaires.

Le Moyne, milieu dévitalisé

Dans ce milieu déjà aux prises avec des problèmes de pauvreté (34,4 % des ménages sont à faible revenu, 36 % des ménages consacrent 30 % et plus au loyer, 72 % sont locataires et 12,5 % des logements nécessitent des réparations majeures, 29,6 % sont des familles monoparentales, 45,9 % des personnes vivent seules, 30,9 % de la population ne détient aucun diplôme), plusieurs pertes se sont accumulées depuis vingt ans. Il y a d'abord la baisse de population depuis 1971 (de 8 184 habitants à 5 149 habitants aujourd'hui), les fermetures de plusieurs entreprises avoisinantes dont l'usine Bérol (qui était située en plein cœur du quartier), la fermeture du point de service de Le Moyne du CLSC Samuel-De-Champlain, celle d'une école primaire (sur deux), la fusion de paroisse et de la fermeture d'un lieu de culte (sur deux), la fermeture d'une épicerie de quartier (sur deux), des deux caisses Desjardins, d'un point de service de la SAAQ, etc. À cela, il faut ajouter le vieillissement de la population et la mobilité d'une certaine partie de sa population, éléments importants pour le milieu en regard de l'identité, de l'appartenance et de la mobilisation.



Le sentiment d'appartenance

En 2006, à l'initiative de la Corporation de développement communautaire de Longueuil, une table de *Vie de quartier* a été mise en place et le travail de concertation et de mobilisation s'est depuis organisé autour, notamment, du logement, du transport et des loisirs. Les acteurs du développement – citoyens, intervenants et élus – ont plusieurs défis à relever puisque Le Moyne est aux prises avec un ensemble de problématiques préoccupantes.

Le dynamisme collectif et l'appartenance au milieu s'illustrent bien par la phrase inscrite sur la plaque commémorant les 50 ans d'existence de la municipalité de Le Moyne : « Saluons la fierté, le courage, l'esprit communautaire et le sens du partage des gens de Le Moyne ». Le Moyne était un très petit milieu enclavé, densément peuplé, homogène, francophone, ouvrier et catholique. Les éléments de petite communauté, avec un héritage de tradition d'entraide, d'une proximité des services et finalement l'action communautaire présente depuis plus de 25 ans sur le territoire ont favorisé le développement du sentiment d'appartenance. Ce sentiment d'appartenance est un facteur de protection d'une communauté. Mais avec cette organisation territoriale kafkaïenne, comment le maintenir ?

Quels sont les enjeux et les défis en termes de développement social propres à votre territoire? En quoi la division de la région de la Montérégie en trois territoires distincts peut-elle être un élément structurant pour répondre à ces différents enjeux et défis?

PAR MAUD EMMANUELLE LABESSE
COMITÉ DE RÉDACTION



« Le fait d'avoir divisé la Montérégie en trois nous permet de travailler chacun dans nos territoires avec une meilleure cohésion. Ça nous rapproche de notre monde. C'est plus naturel d'évaluer les situations à cette échelle et de proposer ensuite des solutions ciblées. »

ARTHUR FAUTEUX
PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ)
DE LA MONTE RÉGIE EST

Comme partout ailleurs au Québec, il y a beaucoup d'enjeux et de défis à relever en Montérégie Est. On travaille activement pour améliorer la réussite scolaire. C'est important pour nous que nos jeunes réussissent. L'amélioration de la condition des femmes, des jeunes enfants et des aînés constitue aussi une question qui nous préoccupe beaucoup. Il y a également toute la problématique des poches de pauvreté sur le territoire. Que ce soit les personnes en situation de pauvreté, les femmes, les personnes d'origine immigrante ou les aînés, on travaille à accroître l'intégration de ces groupes et leur participation au sein de la communauté. C'est à travers les consultations et les ententes avec des partenaires locaux et ministériels qu'on progresse dans nos manières de traiter l'ensemble des enjeux du territoire.

La division de la Montérégie en trois territoires de CRÉ nous permet de mieux affronter les défis auxquels nous nous mesurons quotidiennement. La Montérégie comme telle est un territoire qui est immense et qui ne présente pas beaucoup

➔ p.19



« Aujourd'hui, la concertation fonctionne très bien. On a de beaux diagnostics, on a des plans d'action et des projets concrets pour et par la région, notre région, la Vallée-du-Haut-St-Laurent. »

SERGIO PAVONE
PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ)
DE LA VALLÉE-DU-HAUT-ST-LAURENT

C'est intéressant comme question, puisqu'il faut d'abord définir ce qu'est notre territoire. On considère que le territoire de la Vallée-du-Haut-St-Laurent inclut les 5 MRC de Jardins-de-Napierville jusqu'à Vaudreuil-Soulanges. C'est donc un territoire immense et très diversifié. On fait partie d'une zone administrative encore archaïque qui est la zone 16 et que certains s'amuse encore à appeler « Montérégie ». Il faut se rappeler que le Mont-Royal à Montréal, c'est aussi une montérégienne...

Ceci étant dit, tout est à faire ou presque en ce qui a trait aux défis et aux enjeux. Notre CRÉ est une organisation nouvelle comparativement aux autres régions du Québec où la plupart ont simplement changé le nom de « Conseil régional de développement » (CRD) à la faveur de celui de CRÉ: ils ont tout de même gardé l'institution. Dans la Vallée-du-Haut-St-Laurent, on a dû reprendre à la base. D'ailleurs, ça en dit long sur le degré de concertation dans la région à l'époque. Le CRD de la Montérégie concernait alors principalement les zones situées entre Longueuil et St-Hyacinthe. Les retombées à l'extérieur de cette ceinture-là étaient très minimes alors pour nous; il s'agissait vraiment de « recommencer à zéro ». Le portrait brossé de ce qu'on appelait

➔ p.19



« Notre orientation globale est de renforcer le positionnement de l'agglomération de Longueuil comme pôle technologique fondé sur l'innovation, le savoir et la créativité et l'orienter vers la création de richesse et de mieux-être pour la population dans une perspective de développement durable. »

NICOLE LAFONTAINE
PRÉSIDENTE DE LA CRÉ DE LONGUEUIL

À la CRÉ de Longueuil, nous avons des enjeux qui sont majeurs. Le premier d'entre eux, et le plus important, résulte de la proximité géographique de Montréal. Cette situation fait en sorte que notre territoire est diversifié et en bonne partie urbanisé.

La CRÉ de l'agglomération de Longueuil, c'est cinq villes, dont trois arrondissements pour la Ville de Longueuil, qui font partie de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Plusieurs particularités nous rapprochent de la métropole sans compter que 40 % de notre population travaille à Montréal. De plus, nous avons des communautés culturelles nombreuses: 15,5 % de la population est constituée d'immigrants.

Nous retrouvons sur le territoire de la CRÉ de Longueuil plusieurs niveaux de vie dont les revenus parmi les plus élevés au Québec. Toutefois, nous comptons également des groupes de population moins aisés.

➔ p.19

Arthur Fauteux (suite)

d'homogénéité de municipalité rurale de comté de Vaudreuil-Soulanges jusqu'à celle de Sorel. Il s'agit de 1 300 000 habitants, et ça fait beaucoup de gens.

Par ailleurs, les masses critiques de population sont différentes à Longueuil, en Montérégie Est et dans la Vallée-du-Haut-St-Laurent. La création de trois territoires de CRÉ nous permet de mieux desservir nos populations parce que les financements dans les services publics correspondent davantage au profil de chacune de nos trois populations.

En quelques mots, le fait d'avoir divisé la Montérégie en trois nous permet de travailler chacun dans nos territoires avec une meilleure cohésion. Ça nous rapproche de notre monde. C'est plus naturel d'évaluer les situations à cette échelle et de proposer ensuite des solutions ciblées. Le travail s'organise mieux de cette façon et ça fonctionne d'ailleurs très bien. ■

Nicole Lafontaine (suite)

Par rapport à cet enjeu, notre défi est entre autres de répondre aux besoins envers des services plus urbains de type «grande ville». Ici, je veux notamment parler de la demande pour des infrastructures de transport en commun adéquates. Connaissant la densité de la circulation aux heures de pointe pour se rendre à Montréal, ces infrastructures apparaissent primordiales.

Il en va de même pour les services de santé publique, les services culturels, l'éducation, les loisirs, l'emploi : nous voulons être en mesure de répondre aux besoins diversifiés de notre population. Il faut d'ailleurs veiller à intégrer les immigrants pour qu'ils soient vraiment partie prenante de notre communauté. En peu de mots, nous visons à assurer la sécurité, la qualité de vie et le bien-être.

Sur notre territoire, nous disposons aussi d'une main-d'œuvre qualifiée. En effet, 48 % de la population possède un diplôme de niveau post-secondaire et 28 % un diplôme universitaire. On a de grandes industries spécialisées en aérospatiale et en bioalimentaire. Nous sommes aussi un pôle d'enseignement majeur avec la présence de l'Université de Sherbrooke, l'École nationale d'aérotechnique (ENA), les collèges et une série d'autres institutions académiques.

Sergio Pavone (suite)

«la Montérégie» était, à mon avis, très large : 1,4 million de population. Dresser un portrait de la Vallée-du-Haut-St-Laurent était et est encore un grand défi.

Néanmoins, les travaux réalisés avec nos tables de concertation distinguent plusieurs problématiques. Entre autres, il y a beaucoup à faire sur le plan du transport en commun. On parle surtout de transport intra et inter MRC. Il y a des gens qui, même dans leur propre MRC, ont de la difficulté à se déplacer.

Il y a également des difficultés et des défis importants quant au logement social. La sécurité alimentaire et le capital social font aussi partie des priorités qui ont été reconnues et mises de l'avant.

On a réussi à faire un diagnostic, un plan d'action et des projets avec l'aide de nos partenaires. On fait l'analyse de la situation actuelle dans les 5 MRC de la région. On travaille avec tous les organismes à l'intérieur des MRC. Nos tables de

Devant ce dernier constat de «savoir» et de «dynamisme économique», notre défi est de favoriser le développement économique dans les secteurs de pointe dont le bioalimentaire, l'exportation, le tourisme, l'aéronautique, etc. Avant tout, il nous faut stimuler l'innovation et la création, soutenir la relève et encourager la persévérance scolaire.

Finalement, dans l'agglomération de Longueuil, on compte de nombreux organismes qui travaillent au développement économique, social, culturel et communautaire. Un bassin important d'entreprises d'économie sociale s'est également développé sur notre territoire.

Dans ce domaine, notre défi est de rassembler les forces du milieu et de canaliser les énergies. On y parvient en faisant des ententes et des appels de projets. Nous avons d'ailleurs récemment développé un pôle d'économie sociale. Ensuite, nous misons sur les jeunes en favorisant leur implication. Avec le Forum Jeunesse Longueuil, nous voulons leur donner une voix. Ils sont là pour nous faire des propositions dans différentes sphères d'activités et nous sommes résolument à leur écoute.

En définitive, notre orientation globale est de renforcer le positionnement de l'agglomération

concertation rassemblent des gens qui viennent de chez nous et qui parlent de chez nous pour déterminer des solutions qui s'appliquent à nous, pas nécessairement à d'autres endroits de la zone 16.

La division de la zone 16 nous aide à faire des évaluations puis à intervenir. N'oubliez pas qu'avant la création des trois CRÉ, nous étions financés au tiers du montant actuel pour la même population. C'était comme ça dans tout ce que nous faisions, alors c'était une façon injuste de traiter la zone 16.

La situation qui prévalait a fait en sorte qu'il y avait alors un scepticisme notable à l'endroit de toute concertation. Au départ, il y a presque cinq ans, ce fut difficile de convaincre nos partenaires que la concertation allait être différente : par nous, pour nous et avec nous.

Aujourd'hui, la concertation fonctionne très bien. On a de beaux diagnostics, on a des plans d'action et des projets concrets pour et par la région, notre région, la Vallée-du-Haut-St-Laurent. ■

de Longueuil comme pôle technologique fondé sur l'innovation, le savoir et la créativité et l'orienter vers la création de richesse et de mieux-être pour la population dans une perspective de développement durable. Et, nous y travaillons!

La division de la région montérégienne en trois territoires de CRÉ nous permet de répondre à nos différents défis d'abord en ciblant mieux les types d'intervention en fonction des particularités territoriales. La délimitation de l'agglomération nous permet de mieux répondre aux besoins avec des outils de développement propres à nos réalités.

De plus, nous travaillons directement avec les élus municipaux, moins nombreux en raison de notre division territoriale, ainsi qu'avec des organismes branchés sur le terrain. En conséquence, les communications sont facilitées non seulement avec le milieu, mais aussi avec les instances gouvernementales, ce qui nous permet d'acquiescer une rapidité d'action appréciable.

La Montérégie est bien particulière avec ses trois CRÉ constituées en 2004. Cette nouvelle structure nous confère la fougue de la jeunesse et fait en sorte que nous avons plus d'un projet en tête. ■

Identités régionales, développement social et politiques publiques: le développement régional, entre rupture et continuité?

Deux chercheurs analysent et commentent.

PAR MÉLANIE CHABOT
COMITÉ DE RÉDACTION



LOUIS FAVREAU

Louis Favreau et Martin Robitaille sont tous deux sociologues et professeurs au département de travail social et des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais, en plus d'être chercheurs actifs notamment à l'Alliance de recherche Université-Communauté Innovation sociale et développement des communautés.

Intéressés et impliqués dans le développement régional et territorial depuis le début de leur carrière, ces professeurs-chercheurs ont accepté, à l'invitation de Développement social, de partager la lecture qu'ils font de l'actuel développement régional et territorial et de faire connaître leur vision des défis et enjeux que les localités, territoires et régions devront relever dans le contexte actuel.



MARTIN ROBITAILLE

Développement social: Le développement d'identités régionales en lien avec les forces d'un milieu (mouvements et institutions locales), à la lumière de vos travaux et ceux d'autres chercheurs dans ce domaine, où en sommes-nous rendus en 2009?

Louis Favreau : Le changement social des deux dernières décennies est notamment passé par la relance socioéconomique des régions dites ressources et par la revitalisation de quartiers en crise dans les milieux urbains. Aujourd'hui, il passe davantage par le mouvement de la consommation responsable et la perspective d'un développement local durable et solidaire: relance des économies locales pour répondre à la crise agro-alimentaire (produits locaux, produits du terroir, agriculture biologique), développement d'initiatives pour répondre à la crise énergétique (ressources énergétiques alternatives au pétrole telles les productions solaire et éolienne), nouvelles cibles d'intervention pour faire face aux enjeux climatiques (Équiterre et sa campagne des 12 gestes institutionnels en matière de transport écologique, d'efficacité énergétique, de commerce équitable...). En fait on constate de plus en plus que plusieurs politiques publiques sont en voie d'épuisement, déphasées ou dépassées par rapport à ces nouvelles questions. L'éolien au Québec est une histoire triste à mourir tant les communautés locales et les régions sont exclues du processus en cours. C'est aussi le cas de certains mouvements sociaux qui, dans la dernière décennie, se sont mobilisés pres-

que exclusivement sur des objectifs de concertation et sur une offre accrue venue de l'État. Je m'explique en prenant l'exemple du secteur de la santé et des services sociaux.

Dans le secteur de la santé et des services sociaux, la réorganisation du réseau public autour des 95 centres de santé et de services sociaux s'accompagne de l'obligation de mettre en place des réseaux locaux de services articulés autour de projets cliniques. Définition et mise en œuvre de ces projets cliniques mobilisent tous les acteurs locaux concernés dont les organismes communautaires. Ces derniers ont généralement répondu positivement à cette opportunité d'influencer la planification et l'organisation des services sociosanitaires au plan local. Or, même si plusieurs des objectifs de l'opération se sont avérés d'un certain intérêt (« améliorer l'état de santé de la population locale, identifier et répondre aux besoins prioritaires des milieux locaux, mieux agir sur le prévenir... »), les projets cliniques et les réseaux locaux de services se déploient dans un environnement qui peut s'avérer lourd de conséquences et que Larivière (2007) nomme la nouvelle gestion publique. C'est que les ententes de gestion des CSSS avec le ministère et les Agences régionales sont assez bétonnées. Elles définissent *de facto* les priorités des CSSS et quantifient les résultats à obtenir dans des délais prescrits pour chaque programme-service. Or on commence à observer que les ententes de gestion constituent, à plusieurs endroits, une contrainte majeure et un carcan quant aux processus pouvant mener à



une véritable concertation entre partenariats locaux. De plus, les programmes-cadre en provenance du ministère et de la santé publique sont plus que jamais définis dans les détails par des experts qui en imposent le contenu au nom de «vérités scientifiques». Ils relèguent les intervenants et les organismes communautaires au rôle de simples exécutants au sein de programmes conçus par d'autres. Dans ce contexte, il y a moins jonction entre logique descendante et logique ascendante (Bourque, 2008) que de l'hyperconcertation pilotée par des dispositifs politico-administratifs. Au sein des instances de développement socioéconomique régional, les choses se déroulent d'une façon assez similaire, j'y reviendrai.

Autrement dit, cette vision partenariale, entre l'État et la société dite civile (vision qui cohabite avec d'autres qui sont plus influentes, la néolibérale du «tout au marché» et celle du «tout à l'État»), s'est montrée trop idéaliste dans son contenu et trop optimiste dans l'évaluation des retombées de ses pratiques. Certains mouvements sont en effet devenus de simples groupes d'intérêt et les pouvoirs publics ont fini par offrir des partenariats dans les marges en se cantonnant pour l'essentiel à la seule consultation politico-administrative. Voir à ce propos la conclusion de mon livre sur les entreprises collectives (Favreau, 2008 : 227-234).

Comme certains groupes ont su passer de la contestation à la concertation, aujourd'hui il faut peut-être savoir passer de la concertation à la contestation notamment quant on pense à la déperdition de plusieurs groupes dans leur présence et leur influence au sein d'instances comme les CRÉ ou les Agences... Et comme le disent de plus en plus certains chercheurs (voir État du Québec 2009 : Jetté, Fontan, Ouellet...) l'intégration de la contestation des groupes s'est faite par une structure publique très prégnante, qui prédomine avec force. En d'autres termes, l'identité locale et régionale est en partie devenue un «mythe» parce qu'elle échappe désormais en bonne partie aux territoires vécus en correspondant davantage au découpage politico-administratif du gouvernement. Les CLSC, par les fusions hospitalo-centristes opérées dans les dernières années, ont perdu cette capacité de répondre aux communautés vécues. Trois-Rivières ou Saint-Michel à Montréal constituent d'heureuses exceptions. Ce qui fait problème, c'est la capacité de reproduction de ces expériences.

Martin Robitaille : Cette question est fort intéressante, car depuis de nombreuses années on ne cesse de parler d'identité dans les régions du

Québec. Or, cette préoccupation sur la question des identités n'est pas étrangère au fait que depuis des années des changements importants dans la gestion du développement régional et local ont fait naître des attentes et des espoirs au sein des collectivités locales et, dans une certaine mesure, ont influencé les capacités de développement de ces collectivités. La confiance dans la capacité d'agir sur le développement est bel et bien présente dans les régions du Québec. Seulement, il y manque un ingrédient essentiel : la légitimité. Qui sommes-nous pour affirmer nos droits face à une mondialisation qui s'apparente à un bulldozer ? Qui est derrière nous pour les revendiquer face à un État qui n'en mène pas large ? C'est à mon avis la raison qui pousse les régions à se questionner sur leur identité.

Le problème est que l'identité, comprise par les territoires, est davantage perçue comme étant une finalité plutôt qu'un processus en constante évolution. Essentiellement, cela signifie que pour les territoires, la question d'une identité régionale forte représente davantage une solution à un problème qu'un mouvement à initier et à alimenter en permanence. Il faut donc comprendre que ce sont dans les rapports interpersonnels et intergroupes que se forge l'identité des acteurs. Ainsi, au niveau des régions, c'est la confrontation à d'autres régions et à d'autres groupes que se construisent les identités selon des modalités multiples. L'identité régionale est en quelque sorte l'image que les individus et les groupes d'une région façonnent dans leurs rapports avec d'autres régions. L'identité régionale n'est pas la panacée, mais elle est un aspect important du développement régional (Bassand, 1990). Cependant, il faut accepter le fait que l'identité est plurielle. Elle peut être positive, négative, offensive, défensive, etc. Certes, l'identité régionale et locale repose sur le vécu, l'histoire, le patrimoine, mais ce n'est pas assez. Elle doit aussi être projective soit reposer sur un projet collectif qui se répercute dans le temps. Là se pose le grand défi des régions et des acteurs dirigeants (élus, société civile, entreprises, etc.) : être en mesure de générer un projet mobilisateur !

Chose certaine les élus et les intervenants régionaux, ne peuvent plus vraiment compter sur des politiques publiques pour leur venir en aide. Effectivement, à l'instar de mon collègue, je considère que la plupart des politiques publiques actuelles, sont trop souvent déphasées parfois même autoritaires et ne répondent que partiellement aux besoins des collectivités locales. Cependant, je ne partage pas l'idée que l'identité régionale soit en passe de devenir un mythe. Pour ma part, comme l'identité régionale est un processus il est important de considérer que

les acteurs locaux ont une influence importante sur sa construction. Il est vrai que les régions au Québec sont davantage considérées comme étant une représentation administrative. Cependant, il ne faut pas considérer l'identité comme étant liée à une région administrative, car elle est plutôt associée à un territoire vécu, source d'un sentiment d'appartenance plus fort qui se décompose en plusieurs niveaux allant du quartier en passant par la ville à un territoire vécu plus large, relativement floue, jusqu'à une représentation administrative reconnue par tous. L'intérêt d'une représentation façonnée par un territoire vécu tient au fait qu'elle fait fi des représentations administratives traditionnelles et souvent verticales, pour faire place à des représentations horizontales qui permettent de créer des passerelles entre les cloisonnements sectoriels imposés par l'État.

Développement social: Y a-t-il une relation entre ce diagnostic et le changement observé, chez un certain nombre de chercheurs, dans la manière de caractériser le développement des régions: «développement des territoires» plutôt que développement régional, «développement durable et solidaire» plutôt que développement local concerté?

Louis Favreau: Pas pour tous, mais pour moi, oui! À mon avis, surtout depuis l'arrivée des Libéraux au pouvoir en 2003, on recule à maints endroits. Près de quinze années de pratiques (1990-2003) se sont distinguées de la période précédente par une approche multipartenariale, territorialisée, combinant «l'économique» et le «social», et par des interventions orientées vers la multiactivité (Comeau et coll. 2001). Mais, depuis 5 ou 6 ans, la dimension multipartenariale a affiché ses limites comme je l'avais anticipé à partir d'une brève analyse de la loi 34 (Favreau 2004): partenariats qui s'annulent, monopolisation des instances de développement local et régional par des groupes d'intérêt qui investissent ces nouveaux lieux pour avoir accès à de nouvelles ressources publiques, groupes d'intérêts qui génèrent parfois de véritables «fiefs locaux et régionaux», comme l'affirme le politologue Dufresne (2006).

Simard/Leclerc (2008) parle même de la création d'une «nouvelle fonction publique supramunicipale» que sont devenus, en partie du moins, les CLD qui ont été davantage municipalisés une fois sortis de la période émergente (1998-2003). La loi 34, votée dès le début du régime Charest, a fait ses ravages. Dufresne de son côté n'hésite d'ailleurs pas à parler aujourd'hui d'une construction régionale du sommet vers la base (*top-down*). La quête d'un espace citoyen régional s'est transformée en «un espace naturel des corporatismes, où de nombreux groupes d'intérêts agissent sur des politiques et des budgets publics sans être redevables aux citoyens» (Dufresne, 2006: 208). Évidemment ici la prétendue non-redevabilité des groupes selon les élus est discutable. Ce n'est pas l'essentiel de son propos. Bref, il est à prévoir qu'un nouveau débat soit en voie de prendre place au sein de différentes organisations de la société dite civile entre ceux qui croient qu'investir l'État par ces dispositifs renouvelle celui-ci et ceux qui croient plutôt qu'il s'agit d'une fausse

«démocratie de participation». Si ces institutions se sont coupées des territoires vécus comme le disent si bien Jacques Caillouette et son équipe dans ses recherches estriennes, il constate aussi que même certaines organisations communautaires ou d'économie sociale ont fait de même.

Martin Robitaille: Sur cette question, je dois admettre que mon collègue a en partie raison car les avancées importantes touchant la mobilisation entre partenaires sur les territoires ont été très ralenties par les changements dans les règles de gouvernance imposée en 2003. J'ai quand même le goût de me faire l'avocat du diable parce que je vois dans les changements certains éléments positifs qui doivent être considérés. De fait, on a longtemps eu tendance à opposer démocratie participative à la démocratie représentative dans le développement local et régional. Or, je crois qu'il est temps de faire travailler ensemble ces deux types de démocratie. D'ailleurs, s'il existe un espace de proximité où ses formes d'expression de la démocratie peuvent évoluer ensemble, c'est bien au niveau local et même territorial. Certes, le danger de créer des fiefs locaux et régionaux d'élus détachés de leurs bases existe réellement. Là-dessus, la mobilisation de la société civile demeure importante pour contrer ces débordements. Le pari est important car les élus doivent trouver leur légitimité non seulement dans le résultat des scrutins locaux, mais aussi leur capacité à faire participer la société civile pour appuyer les revendications locales et régionales. J'ai le sentiment que depuis quelques années, dans plusieurs régions du Québec, on apprivoise ces formes démocratiques. Apprivoisement qui ne se fait pas sans heurts, mais qui somme toute, permet la mise en place de projets territoriaux innovants et surtout mobilisateurs pour la collectivité. Rappelons-nous qu'une identité régionale ou territoriale forte ne peut se dégager qu'à partir d'un projet territorial fort et rassembleur. Le défi des élus locaux est maintenant de démontrer qu'ils peuvent être ces leaders qui rassemblent la population autour d'une vision commune de leur MRC et de leur région.

Développement social: est-ce à dire que la période du «développement local et régional concerté» est en voie d'épuisement?

Louis Favreau: Pendant près de 15 ans (1990-2003), l'approche de développement local et régional concerté a fait florès et a été de plus en plus reconnue par les pouvoirs publics. C'est que les contestataires de la génération antérieure avaient été invités à deux choses: d'abord à siéger à des tables de concertation; puis, ils ont été conviés à se professionnaliser. Finalement, ils se sont convaincus d'obtenir par là un peu plus d'influence sur les politiques à mettre en œuvre.

Prenons un autre secteur que la santé, celui la création d'emplois locaux, de l'insertion socioprofessionnelle et de développement socioéconomique régional. Les réponses combinées de l'acteur public, de l'acteur privé et de l'acteur associatif (coopératives, syndicats, groupes de femmes et de jeunes, organisations communautaires), pour faire face notamment aux défis de l'emploi dans nombre de communautés, a

constitué une stratégie relativement importante dans la foulée du Sommet de l'économie et de l'emploi de 1996 (Favreau 1998). Plusieurs travaux de recherche en sciences sociales ont alors émergé pour invalider la thèse traditionnelle du développement économique et social sensé dépendre quasi exclusivement, soit des politiques macro-économiques de l'État, soit de l'internationalisation dérégulée des marchés. Entre ces deux registres de développement du « tout à l'État » ou du « tout au marché », s'est imposé progressivement un autre registre, celui du développement local et régional concerté, dans un contexte où le « social » et l'« économique » ont été de moins en moins séparés.

Mais le développement local concerté n'introduit pas nécessairement un véritable changement social! Cette approche peut marcher partout. Mais est-ce une alternative à la mondialisation néolibérale? C'est là une autre histoire! Oui, dès lors qu'on refuse aux multinationales et aux pouvoirs publics centraux de contrôler tout le développement au plan local et régional. Non, lorsqu'une certaine usure s'installe au sein des filières de cohabitation active entre les organisations locales et les pouvoirs publics : perte d'autonomie de certains groupes, hyper concertation, professionnalisation des organisations qui occupent tout l'espace au détriment de la vie associative, lutte des places pour leur reconnaissance dans les dispositifs initiés par les pouvoirs publics... Pendant ce temps des espaces continuent de se créer pour les multinationales comme WalMart sans que personne ne dise rien ou presque. Donc ce n'est donc pas très alternatif à ce moment-là. Mais on ne peut pas non plus se passer de cette approche! À la condition de ne pas perdre de vue l'objectif d'une certaine justice économique et sociale. Et de ce côté-là, les partenariats endorment souvent cette préoccupation au bénéfice d'autres considérations (positionnement de chaque organisation, perte anticipée de financement de certaines activités, etc.). Voilà pourquoi on parle aujourd'hui de développement des territoires et de développement local durable et solidaire. Je m'explique davantage.

Les régions du Québec sont soumises à des influences dont les origines dépassent le Québec. Mondialisation oblige! Ainsi, on assiste à des délocalisations d'activités économiques dans des secteurs où l'on s'était cru en tête de file, comme l'industrie forestière (le Chili entre autres nous devance dans ce secteur). De nombreuses communautés se retrouvent alors en mal de développement. Et lorsqu'on y ajoute le smog envahissant, la marchandisation de la santé, la nouvelle pauvreté résultant du surendettement des ménages, la perte de souveraineté alimentaire, l'échec de la sécurité alimentaire, etc., ce n'est rien pour rassurer les régions.

Cependant, simultanément, des communautés et régions connaissent une nouvelle dynamique de localisation et de territorialisation autour du transfert d'activités agricoles (agriculture biologique), les énergies renouvelables, l'achat local, des coopératives de services multiactivités, des coopératives de santé, une gestion intégrée des forêts, etc. Ces nouvelles initiatives cherchent à donner aux communautés des outils pour transiger avec les conséquences de la mondialisation. Ainsi, le

mouvement *Villes et villages en santé* (à l'instigation de l'OMS) pénètre des quartiers urbains en crise comme Saint-Michel à Montréal, ou des régions du Québec comme l'Abitibi. Le développement durable des *Agendas 21* issus du Sommet de la terre de Kyoto influence depuis peu des municipalités. Des rencontres internationales auxquelles participent des mouvements sociaux du Québec avec des délégations nombreuses et souvent consistantes. Peut-être assistons-nous peu à peu à l'émergence d'un nouveau mouvement citoyen à la fois local et international qui mise sur l'*empowerment* des communautés locales et la démocratie de proximité pour renouveler l'État social ? Et dans ces dynamiques comme dans celles du mouvement de la consommation responsable qui cherche à répondre à la crise agroalimentaire par des produits locaux, des produits du terroir, une agriculture biologique et au service de la communauté et à la crise énergétique par des ressources alternatives au pétrole telles les productions solaire et éolienne, on y retrouve l'expression d'un développement local durable et solidaire.

L'évolution de la théorie (celle qui passe du développement régional au développement territorial pour faire court !) accompagne en quelque sorte ces processus. Autrement dit, on y fait l'analyse critique des pratiques antérieures et de leur épuisement, on observe l'émergent et peut-être la reprise d'un mouvement d'affirmation régionale autonome qui ne veut pas laisser aux Wal-Mart, Rio Tinto, Bowater, Skypower de ce monde le contrôle des ressources que les communautés et régions possèdent.

Martin Robitaille : Pour ma part, je crois aussi que le développement local et régional peut se renouveler. Heureusement, il se redéfinit constamment et souvent en fonction de changements et de crises qui nécessitent une approche différente et adaptée aux besoins spécifiques du milieu ou du secteur économique. La crise forestière en est un bon cas d'espèce, car qui aurait pu prévoir un tel changement dans les approches de gestion de la forêt au Québec ? Nous avons là un bel exemple de la capacité des milieux à réagir et à proposer des alternatives de gouvernance pour résoudre une crise locale et régionale qui a des ramifications nationales et internationales. De fait, se vit présentement une importante crise du modèle industriel de la gestion forestière, qui a été provoquée par des politiques publiques de développement peu adaptées aux territoires, une crise économique profonde et une mondialisation débridée. Or, il semble émerger dans les régions du Québec un nouveau modèle, axé sur la mise en place des mécanismes locaux qui donnent une plus grande place à l'expression des dynamismes territoriaux particuliers qui touche non seulement les acteurs locaux, mais aussi les représentations territoriales qu'ils se font de la forêt (Chiasson et coll., 2006).

Est-ce à dire qu'il faut toujours une bonne crise économique pour que la concertation se fasse en région ? Comme le disait un agent de développement rencontré récemment : « non, mais ça aide à faire en sorte que les intervenants sociaux et économiques se parlent et réussissent à faire avancer les projets dans notre MRC ». Dans les faits, on déplore souvent

l'incapacité d'être proactif face à des changements auxquels doivent faire face les régions et qui peuvent être, en partie, anticipés. Voilà un autre défi à relever pour les régions du Québec, leur capacité d'anticiper, de faire de la prospective, d'avoir une vision commune de leur développement. Il s'agit d'une tâche incontournable dans une perspective où il existe une volonté de développer une identité régionale forte et offensive.

Sur ce point, je concluais sur ce qui m'apparaît au cœur de la capacité des régions à se concerter et l'un des outils importants mis à leur disposition pour réaliser ce dernier défi : les agents de développement. Ils représentent l'assise des fonctions et compétences essentielles au développement des territoires. Ces agents détiennent les qualifications et l'expertise technique qui permettent de gérer les outils de développement (Robitaille, 2007). Ils peuvent analyser le territoire, soit produire des connaissances, en dégager les opportunités et proposer de nouvelles perspectives. La concertation est possible parce qu'ils animent le territoire en créant les conditions favorables à la participation citoyenne. Enfin, ils accompagnent le milieu, en donnant les informations et les aides propices tout en soutenant la prise de décision et l'action de la communauté. Que demander de plus pour soutenir le développement local et régional durablement!

Louis Favreau : Sur ce point, je ne vais pas contredire Martin qui a magnifiquement démontré dans ses travaux la professionnalisation du développement local au Québec et la transformation des métiers qui lui sont rattachés dans les deux dernières décennies. Là-dessus il y a un net progrès. J'ajouterais que les universités en région y sont d'ailleurs pour quelque chose. Je dirai cependant ceci : il faut demander plus ou plutôt mieux aux organisations de la « société civile » engagées dans le développement local et régional, demander de repenser le chaînon manquant de leur vie associative : la tendance à l'institutionnalisation du développement des communautés par l'État a eu, dans les deux dernières décennies, des effets importants sur la vie associative de plusieurs organisations, celui d'accélérer leur professionnalisation, mais simultanément de faire de celle-ci un impensé politique. Je m'explique.

La professionnalisation est souvent présentée comme inéluctable. Ce dont on se rend moins compte c'est qu'avec un certain type de professionnalisation, la réflexion critique et politique est devenue plus ou moins une perte de temps au profit de l'« échange sur les expériences » à priori considérées comme des innovations. On en est venu alors à privilégier une action visant une efficacité à court terme, une visibilité devenue indispensable et un crédit politique potentiel à obtenir sur le marché des « causes sociales ». Ce type d'action a alors favorisé l'obtention surtout de postes de compétence d'ordre administratif (gestion, communication...), réguliers et permanents si possible, au détriment des compétences en sciences sociales et surtout de l'action qui donne du sens. Les motivations de changement social se sont alors passablement diluées par soumission à ces contraintes. Cas patent de certaines

organisations communautaires et de certaines entreprises d'économie sociale. La professionnalisation dans ces organisations est-elle un progrès, un gain, une avancée ? Oui si elle est explicitement pensée et balisée par des règles démocratiques nouvelles, ce qui n'est pas souvent le cas. En fait, il y a absence de réflexion sur la professionnalisation dans les organisations et la professionnalisation des organisations. Car il s'agit bien de deux choses différentes : la première concerne l'incorporation des compétences sectorielles nécessaires, la seconde a trait aux organisations qui se font « bouffer » dans leur fonctionnement démocratique quotidien par des professionnels qui en viennent à exercer l'essentiel de la décision politique et à remplacer les militants et les dirigeants. Le déficit démocratique de la « gouvernance » associative est là c'est-à-dire la présence d'acteurs non-élus dans l'arène publique qui exercent des fonctions de représentation de l'organisation. Souvent l'engagement social initial ne disparaît pas mais il change alors de sens et de cible. Défi majeur à mon avis!

Pour en savoir plus :

Bassand, M. (1990). *Culture et régions d'Europe*, Presses polytechniques universitaires romanes, Lausanne.

Bourque, D. (2008). *Concertation et partenariat, entre levier et piège du développement des communautés*. Collection Initiatives, PUQ, Québec.

Chiasson G., C. Andrew, J. Perron (2006). « Développement territorial et forêts : la création de nouveaux territoires forestiers en Abitibi et en Outaouais », *Recherches sociographiques*, Vol. 47, no 3, p. 555-572.

Dufresne, G. (2006). « La quête de la région : le cas du Québec ». Dans J.-L. Klein et C. Tardif, *Entre réseaux et systèmes, les nouveaux espaces régionaux*, GRIDEQ-CRDT-CRISSES, UQAR, Rimouski, p.197-210.

Favreau, L. (1998) « Québec : l'insertion conjugée avec le développement économique communautaire », dans l'ouvrage de Defourny, Favreau et Laville, *Insertion et nouvelle économie sociale, un bilan international*, Paris, Desclée de Brouwer, p. 159-182.

Favreau, L. (2004), « Loi 34 : initiatives locales et pouvoirs publics : une cohabitation active compromise », journal *Le Devoir*, 5 avril 2004, page Idées.

Favreau, L. (2008), *Entreprises collectives, les enjeux sociopolitiques de la coopération et de l'économie sociale*, PUQ, Québec.

Larivière, C. (2007). « Les transformations des structures par la nouvelle gestion publique » dans E. Baillergeau et C. Bellot *Les transformations de l'intervention sociale*, PUQ, p.53 à 68

Robitaille, M. (2007), *Les métiers du développement local et régional au Québec : l'émergence de nouvelles compétences*, Cahier du CRDT, numéro 9, 31 p.

Simard, J.-F. et Y. Leclerc (2008), « Les CLD 1998-2008. Une gouvernance en mutation : entre participation citoyenne et imputabilité municipale », *Revue canadienne de sciences régionales*, XXXI, 3, p.615 à 634. ■



PAR MAUD EMMANUELLE LABESSE
COMITÉ DE RÉDACTION

La Montérégie affronte ses défis en variant les réponses

Malgré leurs réalités contrastées, les territoires de la Montérégie sont toutefois confrontés à des enjeux communs. Aussi, cette section du numéro vise à vous présenter certaines de ces problématiques ainsi que des réponses qui y sont apportées par différentes communautés à travers la Montérégie. Vous constaterez que les couleurs locales des initiatives mises sur pied leur octroient non seulement de la personnalité mais aussi de l'efficacité!

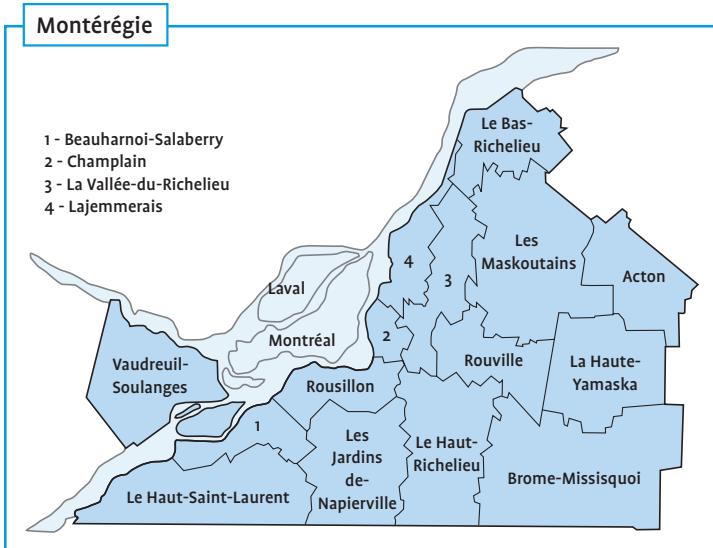
Il va sans dire que les territoires de la Montérégie se mesurent à plus d'enjeux communs que nous ne pouvions nous permettre de vous en présenter dans les pages à suivre. Notre choix s'est donc arrêté sur des thématiques souvent évoquées au fil de nos discussions avec les acteurs de la Montérégie ainsi que sur des questions sur lesquelles *Développement social* aime particulièrement se pencher... Vous les reconnaîtrez sans peine! Quoi qu'il en soit, nous ne pensons pas brosser ici un portrait exhaustif des défis auxquels se mesure la « région 16 ». Notre principale intention est plutôt de vous faire entrevoir l'éventail de pratiques pouvant être employées pour réagir à une situation précise. Qui sait, peut-être y repèrerez-vous des éléments de solution pour un défi auquel votre propre communauté est confrontée?

La deuxième partie de ce numéro s'ouvre donc sur le thème du développement économique communautaire qui interpelle présentement nombre de collectivités montréalaises. Ainsi, Mireille Pelchat et Josianne Poutre racontent la création toute récente du Pôle d'économie sociale de l'agglomération de Longueuil. En soutenant les entreprises d'économie sociale, le pôle se révèle être une stratégie participative pour répondre aux besoins spécifiques de la population de Longueuil. À travers l'exemple des coopératives de santé, Marie-Joëlle Brassard nous explique ensuite comment le mouvement coopératif peut conduire à des expériences innovantes en croisant les réseaux territoriaux et sectoriels. Puis, Frédérick Bonner décrit comment les acteurs locaux de Roxton Pound et de Saint-Joachim-de-Shefford sont parvenus à préserver leur municipalité de la dévitalisation qui les guettait en créant une synergie entre divers projets de développement.

La deuxième thématique abordée est celle de l'immigration et des communautés culturelles en Montérégie. Parfois de façon planifiée, parfois de façon fortuite, ces dernières transforment le visage des communautés hôtes qui, chacune à leur manière, transigent constructivement avec ces groupes et avec le changement démographique que leur présence suscite. Tenez-vous-le pour dit : les territoires montréalais constituent une terre de migration populaire à l'échelle québécoise et la tendance n'est pas à la baisse!

Avec un taux de diplomation inférieur à la moyenne québécoise et un taux de décrochage scolaire au secondaire qui s'approche des 30 %, la Montérégie se trouve face à un défi de persévérance et de réussite scolaire. Nathalie Grenier se penche sur la question en examinant comment chaque communauté unit ses forces pour affronter ce type de problématique. Pour illustrer ses propos, plusieurs intervenants locaux des quatre coins de la Montérégie dépeignent différentes initiatives, toutes aussi originales les unes que les autres, destinées à encourager la persévérance et à enrayer le décrochage scolaire chez différents groupes.

Manon Leroux aborde ensuite le thème de la culture et du patrimoine en région en exposant les conditions par lesquelles ceux-ci subsistent et s'actualisent. À l'aide d'exemples comme le Festival Branches et racines d'Orms-



town, la muséologie d'intervention sociale à Salaberry-de-Valleyfield, le Festival Métiers & Traditions de Longueuil et l'art communautaire à Granby, il vous est démontré comment un projet culturel bien ancré territorialement bonifie la vie locale et renforce l'identité.

Il était impossible de ne pas toucher un tant soit peu au dossier de l'environnement qui alimente de nombreuses préoccupations en Montérégie. C'est donc avec soin que Marie-Élaine Guay décrit comment les sentiments d'appartenance de certaines communautés ont servi à mettre de l'avant des projets mobilisateurs voulant accroître la qualité de vie des citoyens d'aujourd'hui et de demain. Au menu : les Agendas 21 de Sorel-Tracy, de Beauceville et de Très-Saint-Rédempteur!

Par ailleurs, tous les Montréalais vous le diront : il existe dans leur région une problématique criante sur le plan du transport. Claire Breaud vous en parle davantage alors que plusieurs acteurs locaux vous présentent des initiatives de transport collectif qui répondent aux difficultés et aux besoins locaux.

Enfin, cette seconde partie se termine avec la thématique de la lutte contre la pauvreté. D'abord, Lise St-Germain examine l'approche territoriale intégrée (ATI) et discute du changement de paradigme qu'elle induit dans la manière de résoudre des difficultés locales de façon novatrice et appropriée. Plusieurs démarches de concertation multisectorielle en cours un peu partout en Montérégie sont ensuite explorées.

Somme toute, les démarches territoriales donnent un nouveau souffle aux collectivités, offrant l'occasion à certaines d'amorcer des processus d'introspection renouvelés. Pour plusieurs, la découverte de potentiels latents est aussi riche qu'inattendue. Le développement régional a permis aux communautés de s'approprier les dimensions d'ensemble des problématiques auxquelles elles font face. Le développement territorial leur donne aujourd'hui l'opportunité d'imaginer des solutions « sur mesure » pour les affronter. Nous vous invitons donc à voir la face de la Montérégie qui, dans l'adversité, ne fait que se réinventer et... deux fois plutôt qu'une! ■

Les entreprises d'économie sociale : le précieux atout de l'agglomération de Longueuil

PAR MIREILLE PELCHAT, CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LONGUEUIL
ET JOSIANNE POURTRÉ, CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LONGUEUIL

Le secteur de l'économie sociale constitue, dans l'agglomération de Longueuil, une force vive qui agit de manière incontestable sur la vitalité socioéconomique et la qualité de vie du milieu. Afin de mesurer le réel impact de leur contribution et d'être en mesure de les accompagner dans leur développement, le Centre local de développement (CLD) de Longueuil a procédé au recensement et au portrait diagnostic de ces entreprises en 2005-2006. Les renseignements recueillis auprès des 95 entreprises recensées ont permis de cerner précisément les enjeux, les priorités stratégiques et le potentiel de développement de l'économie sociale dans l'agglomération. Les recommandations émises ont été reprises pour l'élaboration des stratégies tant du Plan quinquennal de développement régional 2007-2012 de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Longueuil que du Plan d'action local pour l'économie et l'emploi 2008-2010 du CLD.

Création du Pôle de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil

La mise en place d'un réseau fort et mobilisateur pour positionner les entreprises d'économie sociale comme une valeur ajoutée au développement économique et social de l'agglomération est un des objectifs qu'ont priorisé la CRÉ et le CLD dès 2007. Devant les nouvelles réalités territoriales à la suite de la formation de trois CRÉ pour le territoire de la Montérégie, il est apparu primordial de mobiliser et regrouper les acteurs de l'agglomération de Longueuil concerné par ce secteur. Reconnu par le Chantier de l'économie sociale, le Pôle de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil a vu le jour au printemps 2008.

Ainsi, M. Eric Tétreault, directeur d'une entreprise d'économie sociale (Radio FM 103.3) s'est impliqué et s'est entouré d'autres gestionnaires d'organisations d'économie sociale prêts à relever le défi. Dès le départ, tous ont souhaité ce regroupement PAR et POUR les entreprises d'économie sociale. Un rassemblement a donc eu lieu au printemps 2008 et a permis de valider



LES MEMBRES DU PÔLE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL.

DE GAUCHE À DROITE :

JOSIANNE POURTRÉ (CRÉ DE LONGUEUIL), SYLVAIN CASAVANT (TÉLÉVISION RIVE-SUD), ANNICK PERRON (LA TRAVERSÉE), GILLES BACON (ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTÉRÉGIE), JOSIANNE LACELLE (CLD DE LONGUEUIL), STÉPHANE JOLICOEUR (CAFÉ ST-AGNÈS – CIJAD), MARYSE DROUIN (CDC LONGUEUIL), ERIC TÉTREAU (RADIO FM 103.3 ET REPRÉSENTANT DU PÔLE), DOLORES LÉVESQUE (LOISIRS THÉRAPEUTIQUES DE SAINT-HUBERT), FRANÇOIS VAILLANCOURT (MIRS), MAXINE DAVID (D'UN COUVERT À L'AUTRE), MARIO PÉPIN (SERVICES D'AIDE DOMESTIQUE DE SAINT-HUBERT) ET DOMINIC RAULIN (EMPLOI-QUÉBEC). ÉGALEMENT MEMBRES DU PÔLE : FRANCE BERTRAND (CPE LES COPAINS D'ABORD), GILLES COSSETTE (CERTEX), MICHEL LAFRENIÈRE (NOS VOIX NOS VISAGES) ET SOULEYMANE DIARRA (MDEIE).

l'intérêt des organisations d'économie sociale à former le Pôle de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil, en tant que comité relevant de la CRÉ de Longueuil.

Depuis, plus de quinze personnes représentatives de l'ensemble des secteurs d'activités de l'économie sociale s'impliquent afin de répondre aux besoins de leurs pairs. Un plan d'action pour trois ans a d'abord été élaboré. Les priorités du Pôle seront notamment la promotion, le soutien par des offres de formation, la concertation et l'appui au développement des organisations existantes et nouveaux projets.

La CRÉ de Longueuil, le ministère des Affaires

municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et d'autres partenaires négocient actuellement une entente spécifique sur le développement de l'économie sociale qui permettra notamment au Pôle de réaliser les objectifs qu'il s'est fixés.

Le potentiel de développement de l'économie sociale

Le secteur de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil compte sur l'engagement d'un partenaire incontournable, le CLD de Longueuil. Au cours des 5 dernières années, pas moins de 4,5 M \$ ont été investis afin de permettre à des entreprises et des projets d'économie

➔ p.27

sociale de se développer. Au-delà des chiffres, le CLD de Longueuil contribue quotidiennement au virage qu'entreprennent des organismes communautaires qui développent des projets d'économie sociale. En plus d'assurer la consolidation de leurs services, ce changement permet de répondre aux besoins grandissants que connaît le territoire. En 2008, l'organisation a actualisé sa politique de financement afin d'élargir ces possibilités d'intervention et a admis des nouveaux secteurs d'activités tels que le service de garde (centres de la petite enfance). De plus, une nouvelle aide financière a été développée pour soutenir financièrement les entreprises ayant recours à une expertise professionnelle externe.

L'économie sociale offre de nombreuses opportunités de répondre aux besoins spécifiques de la population de l'agglomération de Longueuil, compte tenu de ses caractéristiques démographiques. Le vieillissement de la population engendre de nouveaux besoins (logement, services de proximité, services funéraires, soutien à domicile, etc.). D'autres besoins sont reliés aux problèmes de pauvreté, de décrochage scolaire et de logement, particulièrement dans les quartiers plus défavorisés. L'agglomération compte également sur une proportion importante de personnes immigrantes ou issues de communautés culturelles qui recherchent des services d'intégration et d'accompagnement à l'emploi.

Ensemble pour développer

Tout semble donc en place afin que l'économie sociale soit reconnue comme moteur de développement économique et social pour l'agglomération de Longueuil et pour l'ensemble de la région métropolitaine. Le nouveau Pôle permettra de positionner la valeur ajoutée de l'économie sociale. L'enthousiasme de ces entrepreneurs sociaux ne peut qu'être contagieux! De plus, l'entente spécifique en négociation permettra à l'ensemble des partenaires, tant gouvernementaux que socio-économiques, et des élus de travailler en complémentarité afin d'appuyer le développement des organisations existantes et de nouveaux projets. ■

¹ Le territoire de l'agglomération de Longueuil est constitué des villes de Boucherville, Brossard, Saint-Bruno-de-Montarville, Saint-Lambert et Longueuil, incluant ses trois arrondissements (Greenfield Park, Saint-Hubert et Vieux-Longueuil).

Gouvernance territoriale et innovation sociale

L'exemple des coopératives

PAR MARIE-JOËLLE BRASSARD

CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION ET DE LA MUTUALITÉ

Une voie de sortie de crise réside dans le mouvement coopératif québécois. Deux mille huit cent trente quatre coopératives actives au Québec¹ opèrent dans une quarantaine de secteurs d'activités² et emploient 87 461 travailleurs. Elles résultent de la mobilisation de réseaux constituant le socle du mouvement coopératif québécois. Comment le croisement des réseaux, territoriaux et sectoriels, favorise-t-il une réponse et une adaptation continues aux besoins de la société en changement? Ancré dans le territoire, le mouvement coopératif génère l'innovation dans plusieurs secteurs d'activité. Le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité a mis en œuvre une approche de **gestion commune par projet porteur**, qui favorise l'accueil à l'innovation.

Réseaux coopératifs porteurs d'innovations

On compte au Québec dix fédérations de coopératives dans plusieurs secteurs d'activités : coopératives forestières, funéraires, agricoles (La Coop fédérée et Agropur), scolaires (Coopsco), services à domicile et de santé, habitation, services financiers constitués des Caisses populaires Desjardins et des Mutuelles d'assurances, alimentation, câblodistribution

et paramédics (ambulancières). Ces réseaux sectoriels offrent des services spécialisés à leurs membres et mettent en place les conditions pour soutenir le développement de leur secteur.

Au Québec, onze Coopératives de développement régional (CDR) apportent leur soutien aux promoteurs collectifs pour créer leurs coopératives. Le membership des CDR est composé de coopératives régionales de secteurs diversifiés et s'inscrivent dans le tissu social et économique régional. Elles offrent des formations, sont actives auprès des jeunes et animent la concertation régionale. Elles sont réunies au sein de la Fédération des CDR. Une autre fédération regroupe 14 coopératives du Nouveau-Québec – soit une coopérative multiservices par village inuit. Finalement, deux fédérations réunissent des catégories de coopératives³ (travailleurs et travailleurs-actionnaires).

Ces réseaux sectoriels et territoriaux sont groupés au sein du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité. Le CQCM favorise l'intercoopération entre ces réseaux, représente le mouvement coopératif et participe au développement de la société⁴. De son côté, l'État québécois s'est doté d'une politique de développement des coopératives qui reconnaît le rôle de ces entreprises dans le développement et la cohésion de la société québécoise⁵. Cette politique a donné lieu à une entente de partenariat entre le mouvement coopératif et l'État pour soutenir les réseaux existants.



← p.27

Le défi du mouvement coopératif consiste en la capacité des acteurs coopératifs de croiser leurs expertises sectorielles et territoriales pour soutenir efficacement le développement coopératif au Québec et par le fait même, se renforcer mutuellement. Dans une perspective d'innovation sociale, cela est d'autant plus pertinent que l'expertise dans un secteur innovant relève autant des CDR que des fédérations sectorielles.

Le CQCM a développé une approche de « gestion commune par projet porteur » qui mobilise les expertises des réseaux coopératifs. En guise d'illustration, sur « la gestion commune par projet », nous traiterons de l'exemple innovant des coopératives de santé.

Un phare pour orienter le développement

Entre 2004 et 2008, un projet de recherche-action était réalisé avec la contribution du comité sur la santé du CQCM. Des représentants coopératifs provenant des réseaux intéressés dans la santé étaient réunis en « comité porteur », services à domicile, habitation, alimentation, coopératives financières, paramédics (ambulancières) et représentants de cliniques coopératives auxquels s'ajoutait la Fédération des Coopératives de développement régional et des partenaires gouvernementaux, soit le ministère du Développement économique, Innovation et Exportation, ainsi que le ministère de la Santé et des Services sociaux. La composition du comité favorisait des « aller-retour » pour partager des apprentissages entre les représentants des échelons locaux, régionaux et des organisations nationales.

L'objectif était d'agir en temps réel auprès de l'État ou d'autres corporations⁶ pour proposer une perspective renouvelée par la coopérative de santé. Certaines activités ont contribué à sécuriser des acteurs institutionnels face à cette formule innovante et surtout à l'exclure du débat sur le privé / public. Ainsi, la réalisation de mémoires, d'avis, de rencontres gouvernementales, de publications, la tenue de colloques réunissant des acteurs influents, des activités de mise en commun des expertises pratiques développées par les coopératives en essor, la conception d'outils de démarrage, etc., ont favorisé l'interaction des différents échelons du territoire du haut vers le bas et inversement. Par ailleurs, ces activités ont permis d'accompagner la réflexion du comité pour mieux décider des orientations.

Harmoniser nos visions pour arrimer nos actions

L'objectif du comité était que la communauté s'approprie la gouvernance de son service de santé, en passant d'une conception de « consommateurs » de services à la prise en charge de la santé tournée vers la prévention.

Pour convenir de cette orientation, les membres du comité ont mis en commun leurs points de vue et adopté des orientations servant de cadre à une recherche-action planifiée sur 5 ans.

Outre la complexité du système de santé, ses lourdeurs administratives et les restrictions financières auxquelles l'État fait face, les constats étaient les suivants :

- vieillissement de la population;
- demande élevée de services d'hébergement pour personnes âgées avec soins de santé, principalement chez les personnes démunies;
- problématique d'accessibilité des services de santé dans plusieurs régions face à une pénurie de médecins;
- besoins des jeunes familles en matière de soutien à domicile et de conciliation travail-famille;
- besoins de répit d'accompagnement pour les « aidants naturels »;
- popularité accrue des médecines dites alternatives, de la prévention et de la saine alimentation;
- transformations dans l'organisation des services de santé de première ligne.

La définition de la santé adoptée par le comité réfère aux déterminants sociaux de la santé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)⁷. Elle suppose que la pauvreté, l'exclusion sociale, des logements inadaptés et de mauvais systèmes de santé sont parmi les facteurs à l'origine d'un mauvais état de santé des populations. Accroître la capacité d'agir d'une collectivité et de décider de son avenir contribue à améliorer l'état de santé. En ce sens, le modèle coopératif constitue une réponse alternative, d'autant plus que le besoin d'accessibilité aux services de santé concorde avec la démocratie de proximité que permet la coopérative.

L'enjeu, la gouvernance territoriale conciliée à la planification nationale

Ce qui attira l'attention fut la montée fulgurante du nombre de cliniques coopératives de santé, passant de trois à plus d'une trentaine entre 2003 et 2008. Or, l'émergence de ces cliniques n'est pas liée directement à une restructuration du système de santé par l'État mais à une transformation des cliniques médicales privées et ce, même si cette restructuration vise le rapprochement des services vers la population. Cependant, pour les membres d'une coopérative de santé, l'enjeu repose pour une part sur l'arrimage de leur coopérative avec le réseau public tout en demeurant autonome sur le plan des services. En réalité, une volonté de changement dans les modes de pratique des médecins et la détermination des citoyens de maintenir leurs services de proximité explique cette montée.

Visions futures de l'innovation coopérative ?

Les coopératives de santé sont en voie de transformer la configuration et la gestion traditionnelles des services de santé de première ligne dans certaines régions du Québec. L'ouverture à l'innovation a grandement été facilitée par la prise en compte des enjeux vécus à chaque échelon de territoires : local, régional et national. Le mouvement coopératif, par ses réseaux entrecroisés, a démontré ses capacités mobilisatrices dans trois sens, soit du bas vers le haut, entre les secteurs et réseaux coopératifs différents et entre secteurs et les territoires. **Le défi majeur consistait à créer une cohésion, suffisamment portuse entre les acteurs, qui croise le territorial et le sectoriel.** Cela illustre les capacités considérables de recherche-action dans un processus impliquant le mouvement coopératif, désireux de prendre une part du leadership face aux changements sociétaux. ■

¹ MDEIE, Direction des coopératives, décembre 2006.

² MDEIE, *Coopératives au Québec données statistiques, édition 2007, Statistiques sur les entreprises coopératives régies par la Loi sur les coopératives* (L.R.Q., Chapitre C-67,2).

³ La Loi sur les coopératives; L.R.Q., chapitre C-67,2, reconnaît les catégories de coopératives : consommateurs, producteurs, travailleurs, travailleurs-actionnaires et coopératives de solidarité.

⁴ Pour plus d'informations sur la composition des réseaux coopératifs, consulter sur le site de l'ARUC-DTC; BRASSARD, M.-J. et M. ARTEAU (2008), *Coopératisme et développement territorial : quels liens ?* Cahiers de l'ARUC-DTC, Série Recherches, n° 3, septembre 2008, 30 pages.

⁵ (2003); Gouvernement du Québec, Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche; *Politique de développement des coopératives : la coopération tout le monde y gagne !*, 70 pages.

⁶ Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), Collège des médecins, Fédération des médecins spécialistes du Québec.

⁷ (2005); Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, *Orientations et positionnement en matière de santé*.

Développement territorial : le défi d'une synergie

PAR FRÉDÉRIC BONNER

CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT HAUTE-YAMASKA

Le succès d'un projet de développement territorial tient beaucoup de l'effet d'entraînement qui peut exister entre les différentes initiatives. Créer une synergie représente à la fois un défi pour les acteurs locaux et une opportunité afin de tirer profit d'un véritable processus cumulatif qui peut réduire les effets des grandes tendances destructurantes.

Ici, l'idée d'associer opportunités d'affaires et développement communautaire prend tout son sens. Cette association, qui n'est pas toujours usuelle, se traduit grâce au concept de « développement économique communautaire » (DÉC), un modèle qui fait son chemin parmi toutes les stratégies de développement endogène.

Le DÉC suppose d'intégrer des exigences économiques aux objectifs sociaux sous l'égide d'une démarche partenariale à l'échelle d'un territoire. Un virage important : générer des profits qui serviront de levier en matière de développement social... un jeu de haute voltige qui en vaut toutefois la chandelle.

La Coop Au cœur du village de Saint-Joachim-de-Shefford

La Coalition du pacte rural de la Municipalité de Saint-Joachim-de-Shefford a donné le coup d'envoi à un processus d'animation territoriale issu essentiellement d'une volonté collective en faveur de la protection des acquis locaux. Le mot d'ordre est simple : « Il faut tout faire pour maintenir l'école ouverte ».

Tous les acteurs locaux sont d'avis que l'érosion des services de la municipalité limite sérieusement la capacité de renouvellement de la population, engendre des problèmes de relève, perte de confiance en l'avenir de la région... c'est le cercle de la dévitalisation rurale tel que proposé par Bernard Vachon¹.

Alors, comment attirer de nouvelles familles afin de garder l'école? Le projet n'est pas simple. Il faut être innovateur et audacieux, il faut un projet global et parler « potentiels ». Issu du monde du marketing et des communications, monsieur Jacques Sauvé (un de ces néoruraux,

récemment retraité) sera l'auteur d'une démarche forte, mais simple, en proposant à la population locale plus de 15 projets potentiels, audacieux et inspirants. Chaque citoyen est invité à prioriser les différentes propositions.

À ce moment, c'est le « Pays de la poire » qui prendra les honneurs. Ce qualificatif pourrait constituer une marque de commerce territoriale unique en plus de comporter un projet d'affaires rentables générateur d'emplois.

Cependant, en cours de route, les propriétaires du dépanneur annoncent la fermeture prochaine de leur entreprise. Même son de cloche du côté de la cantine du village. Il faut concentrer les efforts.

La création d'un complexe multiservice coopératif (dépanneur, cantine, poste d'essence) se présentera comme l'occasion de diriger collectivement une entreprise dont la vitalité repose sur la cohabitation de différents services. La Coopérative Au cœur du village compte maintenant plus de 200 membres qui ont souscrit à plus de 90 000 \$ en capital social; une amorce suffisante pour le projet de construction d'un véritable complexe qui ne saurait tarder.

Pendant que la communauté travaille sur le complexe, l'École Centrale de Saint-Joachim entame sa conversion en école internationale, un projet communautaire qui va contribuer au développement du village (de nouvelles familles qui utiliseront les services de la Coop) en plus de permettre aux jeunes d'accéder à un programme de formation ouvert sur le monde. Lancée par l'agente rurale de l'époque, l'idée fera rapidement son chemin grâce au travail de la directrice et des enseignants. Une fois en marche, l'effet d'entraînement a été fulgurant : le nombre d'élèves est passé de 90 à 140.

La Coopérative santé solidarité de Roxton Pond

Le projet de coopérative de santé est né il y a



déjà deux ans d'une grande réflexion conjointe sur l'avenir de la municipalité de Roxton Pond. Ensemble, les citoyens et les élus ont déterminé que la santé devait être la priorité en matière de développement étant donné que la présence d'un médecin représentait à la fois un facteur d'attraction et de rétention de la population.

Face au départ possible du seul médecin de la municipalité, plusieurs acteurs se sont unis afin d'imaginer une solution qui permettrait à la fois de maintenir l'offre de service tout en tenant compte de la demande future. L'idée d'une coopérative a séduit entre autres à cause de l'apport non négligeable des membres sur le choix des grandes orientations du projet et l'apport en capital. L'objectif à court terme est d'atteindre 2 500 membres. La participation des membres devrait permettre de suivre, en temps réel, l'évolution de leurs besoins.

L'intégration de la coopérative au sein d'un « carrefour de la santé » représente une occasion intéressante de générer une synergie entre des services connexes, axés sur la santé traditionnelle et alternative. Sous peu, les services d'un naturopathe, d'une diététiste et d'autres se grefferont au centre.

Créer une synergie entre les projets de développement est une démarche complexe et longue. Comment maintenir la mobilisation des gens, comment intéresser de nouveaux membres. Il faut savoir parler des succès et des insuccès, il faut surtout savoir transmettre l'information aux citoyens, vulgariser et intéresser. ■

¹ VACHON, B. (1991). *Le Québec rural dans tous ses états*, Ouvrage collectif réalisé dans le cadre des États généraux du monde rural, Boréal, p. 273-274.

La Montérégie : territoires de migration

PAR MAUD EMMANUELLE LABESSE
COMITÉ DE RÉDACTION

Deuxième région la plus peuplée du Québec, la Montérégie est aussi la deuxième terre d'accueil la plus populaire auprès des immigrants après Montréal. L'intégration des communautés culturelles et de nouveaux arrivants fait maintenant partie du quotidien de certains territoires de la Montérégie alors que d'autres y démontrent une ouverture toute récente.

On dit que la grande région de la Montérégie est appelée à connaître une augmentation de population de 8 % d'ici 2016, principalement dans les municipalités rurales de comtés (MRC) entourant l'île de Montréal. Ultérieurement, elle sera néanmoins confrontée au même défi démographique que les autres régions québécoises, dû au faible taux de natalité et au vieillissement de la population. Aussi multiples et diverses soient-elles, les communautés montérégiennes arrivent à une même conclusion : seule l'attraction de résidents extérieurs peut assurer leur pérennité et leur vitalité. La croissance démographique provient et proviendra surtout de l'immigration internationale. Plus facile à attirer que l'immigration intra ou interprovinciale, celle-ci est, en contrepartie, plus complexe à intégrer au sein des collectivités.

On le comprendra, la rétention de nouveaux arrivants internationaux est conditionnelle à leur intégration socioéconomique et à la qualité des relations interculturelles. Ces processus s'enracinent essentiellement dans des activités de proximité comme celles associées à la communauté et au voisinage. Par conséquent, il y a autant de manières de décliner l'expérience multiculturelle qu'il y a de territoires vécus en Montérégie.

Il n'en demeure pas moins que la volonté d'inviter des étrangers à venir s'installer dans une communauté et à y participer constitue une stratégie de développement territorial. Les gens invitent dans leur communauté des personnes venues d'ailleurs parce qu'ils y voient une façon de cultiver et de consolider la force du territoire auquel ils s'identifient. Dans l'ensemble administratif nommé la Montérégie, nombreux sont les territoires vécus qui se sentent menacés par la dévitalisation, la relocalisation des services, l'exode des jeunes ou la pénurie de main-d'œuvre. Avec eux, c'est l'identité des gens qui y vivent qui pourrait s'éteindre.

Il serait faux de penser que l'exogénéité de cette stratégie de développement y induit une contradiction puisque l'intégration dans la collectivité de personnes d'origine étrangère modifie forcément le profil traditionnel du territoire et, conséquemment, l'identité qui y est liée. En effet, l'identité liée à l'espace vécu devient l'élan pour construire celui-ci, car ni les identités, ni les territoires ne sont figés. C'est dans ce jeu de forme que l'apport des nouveaux venus prend tout son sens. Lors d'une consultation de membres de communautés culturelles dans la MRC des Maskoutains, il est d'ailleurs ressorti que ces derniers « n'osent pas toujours faire les premiers pas, mais sont très ouverts à découvrir la culture québécoise, ses valeurs, son histoire et ses modes de vie. Ils s'attendent en retour à être perçus comme des personnes qui ont une grande richesse à apporter au milieu ».

Pour faciliter cette conversation locale, des organismes ont émergé dans chacune des régions montérégiennes et ont adopté des pratiques qui répondent aux dynamiques territoriales. Quelques-uns vous sont ici présentés par territoire de CRÉ.

Longueuil ou la diversité peuplée

L'agglomération de Longueuil voit loin. Présentement, elle devance largement les deux autres territoires de CRÉ de la Montérégie en termes de densité de peuplement. Il faut dire qu'elle est entièrement comprise dans la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), ce qui explique notamment pourquoi on s'y établit en si grand nombre. Néanmoins, l'accroissement naturel combiné au solde migratoire négatif cause, depuis 1996, le faible accroissement de la population. La tendance y stagne comparativement à celles en cours au Québec et dans la Montérégie entière. Qui plus est, les prévisions n'annoncent aucun redressement de cette situation.

Ce territoire est caractérisé par la présence de grandes communautés culturelles, dont certaines sont établies depuis plus d'une trentaine d'années. La communauté chinoise y a, par exemple, établi ses pénates depuis longtemps. De fait, plus de 15 % de la population locale de ce territoire est d'origine étrangère, comparativement à 11,3 % pour l'ensemble du Québec. Selon Nouredine Belhocine, directeur de la Maison internationale de la Rive-Sud (MIRS), c'est « l'effet boule de neige ». « L'immigrant est un peu casanier au début, explique-t-il. Il cherche un point de repère. S'il a un cousin, un voisin de sa communauté, il préfère. Et chemin faisant, les années passant, les communautés grossissent. » Nouredine Belhocine croit néanmoins que les immigrants viennent s'installer dans la région pour les mêmes raisons que les Québécois. « Ils recherchent la qualité de vie. Le logement est moins cher et c'est à proximité de Montréal. Nous sommes à deux stations de métro de Berri-UQAM. Après avoir traversé le Pacifique, pourquoi ne pas traverser le St-Laurent? », plaisante-t-il.

Le défi auquel l'agglomération se mesure est donc triple : elle doit non seulement maintenir cette affluence démographique, mais la rendre aussi fonctionnelle que conviviale. Il s'agit d'ailleurs de priorités de la CRÉ de Longueuil : favoriser l'intégration socioéconomique et professionnelle des personnes immigrantes, leur rétention sur le territoire et le développement de relations interculturelles harmonieuses. Seulement, la CRÉ est bien avisée que c'est uniquement en mobilisant plusieurs acteurs du territoire que de tels objectifs pourront se concrétiser.

De tous les intervenants du territoire en immigration, la MIRS est probablement l'un des plus anciens. Ayant pignon sur rue depuis 1975, elle est aujourd'hui établie à Brossard, mais dessert toujours l'ensemble de l'agglomération. Nouredine Belhocine explique la mission de l'organisme ainsi : « Nous sommes une espèce de guichet unique. On n'est pas spécialisé et on souhaite, tant que faire se peut, offrir les services de base à tout immigrant qui arrive. Les besoins changent au cours du processus d'immigration ».

gration. D'abord, les besoins immédiats : le logement, les papiers administratifs, l'école pour les enfants, etc. Une fois installés, il faut s'occuper de l'emploi, de la francisation, de la formation. Ensuite, commence la phase la plus douloureuse, poursuit-il. Ce sont les problèmes d'intégration : le repli social, le chômage qui perdure, le racisme pour certains, la mauvaise perception des choses pour d'autres. Bref, c'est la déconstruction. Il faut se construire à nouveau dans un nouveau pays. La MIRS est prête à intervenir pour améliorer la compréhension mutuelle des communautés.»

Non seulement l'organisme seconde-t-il individuellement les personnes tout au long de ce processus de reconstruction, mais il assiste aussi les acteurs de la communauté dans leur volonté de se reconstruire avec eux. La longue histoire d'immigration de l'agglomération lui confère certainement une solide expérience en matière d'accueil, mais l'intégration est toujours à recommencer au gré du profil changeant tant des immigrants que des hôtes. Le territoire pousse d'ailleurs son questionnement où peu de régions québécoises se sont rendues, faute d'être confrontées à une telle réalité.

« Les immigrants développent beaucoup leur contact et leur sens d'appartenance au Québec en interagissant avec les services sociaux et de santé », affirme Nourredine Belhocine qui, le 4 décembre dernier, a mis son expérience à profit lors d'une journée de réflexion visant à mieux outiller les services publics afin qu'ils deviennent « culturellement plus compétents ». « L'objectif de la réflexion était de soutenir la fonction publique à mieux transiger avec la clientèle immigrante, indique Mario Lefebvre, organisateur communautaire au Centre de Santé et des Services sociaux (CSSS) Champlain. Comment peut-on adapter les services qu'on rend actuellement aux communautés culturelles sans en faire des classes spécifiques? Je trouve très intéressante la démarche qui a été faite. » « La MIRS tente de rapprocher les communautés culturelles et la communauté hôte qui vivent parfois de façon superposée », admet Nouredine Belhocine.

La Montérégie Est : à l'orée de la multiculturalité

En termes de population, le territoire associé à la CRÉ de la Montérégie Est arrive maintenant troisième après Montréal et la Capitale-Nationale. Les communautés culturelles y sont cependant réellement sous-représentées avec une proportion de 2,7 %, majoritairement situées à Granby et à St-Hyacinthe. Les prévisions pour la prochaine décennie y signalent une augmentation de la population presque deux fois inférieure à ce qui est prévu dans les autres territoires montérégiens. La Montérégie Est fait alors deux constats majeurs : sa population vieillit et elle a un besoin de main-d'œuvre grandissant. Tout comme son homologue de Longueuil, la CRÉ de la Montérégie Est veut favoriser l'accueil et l'insertion durable en emploi de personnes immigrantes en impliquant les acteurs des communautés ciblées soit Granby, St-Hyacinthe et St-Jean-sur-Richelieu. Gage de réussite, on souhaite de surcroît faire en sorte que les résidents actuels apprivoisent cette nouvelle diversité et apprennent à en être fiers.

À Granby, pôle d'accueil majeur de la Montérégie Est, plus de 91 nationalités coexistent maintenant paisiblement dans la région. « On a un taux de rétention de 91 %, indique Joanne Ouellette, directrice de *Solidarité ethnique régionale de la Yamaska* (SERY), un organisme local incontournable en matière d'immigration. On reçoit environ 400 personnes annuellement. On est dans les chanceux en immigration. La réussite tient beaucoup à la convivialité de l'accueil », ajoute-t-elle.

La ville de Granby, cœur de la MRC de la Haute-Yamaska, présente un contexte bien différent de celui de l'agglomération de Longueuil. Les pre-

miers besoins pour un organisme voué à l'accueil de communautés culturelles se sont seulement faits sentir au début des années 90. C'est en 1992 que SERY fait son apparition à Granby. Depuis ses débuts, l'organisme offre des services pour l'accueil, l'information, l'orientation, l'interprétariat, l'entraide familiale et l'insertion scolaire et en emploi des néo-Granbyens. De l'organisation de rencontres d'écoute à celle d'ateliers ouverts à tous en passant par les visites à domicile, l'organisme est très présent auprès de la communauté et y joue un rôle d'animation.

En vue de faciliter l'intégration de sa clientèle dans la communauté, SERY investit beaucoup d'énergie à susciter, à travers différentes activités, un rapprochement interculturel. « Il y a toujours de la sensibilisation à faire. Parce que peu de gens ont vécu des rapports avec des personnes immigrantes et, que ça soit les industries, les personnes âgées ou les institutions de santé, c'est important pour nous que tous apprennent à connaître les gens des communautés culturelles et vice-versa », explique Joanne Ouellette.

L'organisme bénéficie d'un soutien remarquable de la part de gens de la communauté qui ont donné 3 000 heures de leur temps l'année dernière. Cette implication n'est sans doute pas étrangère à la valorisation de la participation communautaire en contexte régional. « Les gens sont curieux et il y a plein de choses qu'ils peuvent faire. Beaucoup démontrent une belle ouverture. Nous ne sommes pas dans une dynamique où il y a « l'immigrant » et la « personne-ressource ». On dit qu'ils font partie de la famille de Granby. D'ailleurs, on entend de plus en plus dire que ces nouvelles couleurs vont bien à la ville. Les personnes immigrantes apportent beaucoup plus à notre société que leur vécu et leurs problèmes », assure-t-elle.

Est-ce que ça fonctionne? Plus qu'on ne l'imagine. SERY organise régulièrement des soirées thématiques fréquentées par des centaines de Granbyens, anciens et nouveaux. Des photographies prises lors d'une conférence sur le Mali montrent d'ailleurs plusieurs de ces derniers s'abandonnant à l'expérience, tous vêtus de boubous colorés! Plusieurs personnes immigrantes consultées rapportent que la création de liens avec des familles locales constitue pour elles une clé de voûte dans le cadre de leur établissement.



FÊTE DE NOËL ORGANISÉE PAR SERY

Les travailleurs agricoles migrants ou la difficulté d'accéder à ses droits

PAR MAUD EMMANUELLE LABESSE
COMITÉ DE RÉDACTION

Zone agricole majeure, la Montérégie est aussi la région québécoise qui reçoit le plus de travailleurs saisonniers migrants. Les champs de Saint-Rémi et de plusieurs autres localités rurales sont labourés et moissonnés par des gens venus d'Amérique centrale ou des Caraïbes. En 2008, leur nombre était de 6 400 au Québec dont 2 000 en Montérégie.

Existant depuis plusieurs décennies, ce fait migratoire est tout aussi méconnu que son importance pour le fonctionnement de l'industrie agro-alimentaire. Il permet à la fois aux pays hôtes de disposer d'une main-d'œuvre diligente à bas prix et aux pays d'origine de profiter des sous envoyés par leurs ressortissants à leur famille.

Le travail agricole migrant vise à combler des besoins temporaires, mais semble de plus en plus utilisé pour des besoins permanents. « La durée de leur séjour varie entre 4 et 24 mois », affirme Andrea Galvez, coordinatrice du Centre d'appui aux travailleurs agricoles migrants de Saint-Rémi. Durant cette période, les travailleurs sont au champ 70 heures par semaine dans des conditions que les gens d'ici refuseraient.

« La vulnérabilité des travailleurs migrants tient principalement du fait qu'ils manquent d'information. Personne ne leur explique leurs droits et ils ne savent pas à quoi servent les montants prélevés sur leur rémunération. Ça mène souvent à la non-déclaration d'accidents de travail ou de maladies, explique Andrea Galvez. Les travailleurs croient que s'ils cessent de travailler, ils n'auront plus d'argent pour vivre et leur famille non plus. » En effet, il est difficile de concevoir qu'un travailleur qui ne parle qu'espagnol puisse parvenir à faire une réclamation à la Commission de la santé et de la sécurité au travail alors qu'il en ignore l'existence et qu'il redoute un rapatriement forcé.

« Dans les contrats de travail type, l'employeur peut rapatrier un employé pour n'importe quelle raison valide... et les raisons invoquées sont très élastiques, poursuit-elle. Ils sont souvent dans un avion 24 heures après leur congédiement. C'est alors impossible de les informer des recours envisageables. » La difficulté ne réside donc pas dans les droits conférés sur papier aux travailleurs agricoles mais plutôt dans l'accès efficace à ceux-ci. Déficiente, la structure d'accueil les abandonne au bon vouloir des employeurs.

C'est en réaction à cette situation que le Centre d'appui de Saint-Rémi est apparu en 2004, financé par le syndicat des Travailleurs de l'alimentation et du commerce qui compte 350 000 membres au Canada. La mission du Centre comporte trois volets : accompagner les travailleurs au quotidien, prodiguer de l'information aux travailleurs mais aussi à la société québécoise et exercer des pressions sur les institutions gouvernementales afin qu'elles rectifient les failles des programmes du travail saisonnier.

« Chaque fois qu'on intervient, on informe le requérant des conséquences éventuelles. L'employeur peut ne pas renouveler le contrat l'année suivante. On est toujours dans la même logique de la recherche du moins pire des maux », reconnaît Andrea Galvez.

Outre ceci, des fermiers qui se sentent menacés par le Centre pratiquent des manœuvres d'intimidation à l'égard de leurs employés, du Centre et des gens qui l'appuient, complexifiant le contact entre ce dernier et sa population cible.

En guise de filet de sécurité sociale, les travailleurs agricoles migrants ne disposent finalement que de l'aide d'organismes sous-financés. Fâcheux constat pour ces travailleurs qui paient des cotisations et des impôts comme tout autre salarié.

La Vallée-du-Haut-Saint-Laurent : nouveaux quartiers, nouvelles façons de faire

La Vallée-du-Haut-Saint-Laurent est une région en plein essor, tout comme sa population, d'ailleurs, qui semble croître de façon fulgurante dans deux des cinq MRC du territoire : Roussillon et Vaudreuil-Soulanges. La proportion de personnes immigrantes y est notable, y atteignant près de 10 %.

Une myriade de considérations attire les familles immigrantes dans la région selon Andreas Bischoff, directeur de Sphère multiculturelle, un organisme de Vaudreuil-Soulanges voué à l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants. « Les personnes immigrantes qui viennent s'installer dans ces régions limitrophes de l'île de Montréal sont attirées par une combinaison de facteurs : la qualité de vie, le coût de la vie moindre qu'en métropole, des emplois intéressants, car il y existe une pénurie de main-d'œuvre multisectorielle, et la proximité de Montréal où l'on trouve des biens, des services ainsi que des réseaux familiaux et informels de plusieurs communautés culturelles », explique Andreas Bischoff.

À Vaudreuil-Soulanges, le nombre et la diversité des nouveaux résidents d'origine étrangère ont appelé plusieurs organisations de la MRC à créer une structure d'accueil et d'intégration à leur intention. C'est ainsi qu'au

printemps 2007, Sphère multiculturelle voit le jour. L'organisme se démarque par une démarche territoriale inclusive. « Nous intégrons dans notre approche autant les personnes issues des communautés culturelles que les personnes issues de la culture dominante. C'est justement via une dynamique interculturelle basée sur des échanges égaux et continus entre tous que nous pouvons contrer les barrières qui limitent l'intégration des personnes étrangères tout en maximisant leur apport au développement socioéconomique du territoire. Nous pensons que les personnes issues de la culture dominante sont partie prenante de ce que nous concevons comme la diversité du territoire », explique le directeur de l'organisme.

Autant destinée à la population qu'aux organisations, l'offre de services de Sphère multiculturelle est tout aussi globalisante que sa vision. « Dans cette stratégie, ce sont tous les membres d'une famille de nouveaux arrivants et tous les aspects de la vie (emploi, santé, éducation, participation citoyenne) qui sont pris en compte. L'organisme est la porte d'entrée d'un réseau de partenaires. Le nouvel arrivant a accès, par un accompagnement personnalisé, à un continuum de services intégrés et adaptés à ses besoins. Nous tentons de multiplier les lieux de mise en valeur et de reconnaissance de leurs savoirs. Cette approche « multiportes » offre de nouvelles possibilités aux nouveaux arrivants de s'intégrer à la communauté

d'accueil, poursuit Andreas Bischoff. Des incidents mineurs surviennent à l'occasion dû à une méconnaissance des autres cultures et de l'incompréhension mutuelle, mais la plupart des gens de Vaudreuil-Soulanges sont heureux de voir leur communauté se diversifier et s'ouvrir sur le monde.»

Le partenariat : une force commune

Bref, des communautés s'organisent en vue de développer leurs potentiels en invitant et en intégrant des personnes immigrantes. À travers toute la Montérégie, les stratégies employées partagent l'atout de la concertation transversale. De fait, cette mobilisation au cœur identitaire interpelle une pluralité d'acteurs d'un même territoire. Ceux-ci harmonisent leurs actions à travers leur secteur d'activité respectif, et cette cohésion est sans doute à l'origine des avancées qui sont faites. Dans les trois territoires, les CRÉ ont conclu des ententes avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale afin d'avoir plus de moyens pour supporter la réalisation d'initiatives locales, elles-mêmes issues de démarches concertées.

Le Forum-2020 illustre très bien cette volonté intersectorielle dans la MRC des Maskoutains. Fondé conjointement par la Ville de St-Hyacinthe, la MRC des Maskoutains, la Chambre de commerce et de l'industrie, le CÉGEP, la commission scolaire, le CSSS, la Table de concertation jeunesse maskoutaine et le Centre local de développement (CLD), le Forum-2020 a réuni 125 intervenants de la MRC pour élaborer un plan d'action en vue de contrer le ralentissement démographique. Les actions structurantes qui en ont émergé ne sont pas la responsabilité de l'un ou l'autre des partenaires, mais bien le fruit d'un effort collectif. La cohésion des acteurs et le caractère local de la démarche allouent à celle-ci une force indéniable qu'un seul intervenant n'aurait pu acquérir seul. De fait, les axes d'intervention cernés sont aussi diversifiés que les partenaires, allant du développement d'une nouvelle offre résidentielle à l'adaptation des services dans les municipalités rurales en passant par l'augmentation de l'offre du transport collectif.

Des embûches nationales pour l'intégration locale

Les initiatives montréalaises connaissent toutefois des difficultés. Grand nombre d'entre elles proviennent du niveau national, et les communautés doivent composer avec des contraintes sur lesquelles elles ont peu ou pas d'impact. La reconnaissance des acquis et des compétences, notamment par les ordres professionnels, en est un exemple éloquent. Le taux de chômage dans certaines communautés culturelles est trois fois plus élevé que le taux de chômage national et cela, malgré un taux de scolarisation notable. Ceci ne facilite pas le rapport des nouveaux arrivants avec la société d'accueil puisqu'être en marge du monde de l'emploi mine leur capacité de participer socialement.

Par ailleurs, il est important d'augmenter la représentativité des communautés culturelles au sein des institutions et de la fonction publique parce que le sens de l'appartenance est lié de près à la représentation dans les institutions. « On est dans une ville où l'on avoisine les 45 % de population d'origine immigrante. Or, il n'y a aucun immigrant à la ville de Brossard. Comment pensez-vous que les gens vont se sentir représentés? Moi, je ne me sens pas Brossardois! », s'exclame Nouredine Belhocine, originaire d'Algérie.

Somme toute, les services publics nécessitent plus de ressources afin de mieux jouer leur rôle de véhicules d'insertion sociale. C'est un défi de taille que de s'adapter à la nouvelle diversité que présente leur clientèle et que devrait présenter leur personnel. Ces ajustements sont autant comman-

dés par un devoir d'efficience que par des considérations de justice et de cohésion sociales. Il en va de même pour les cours de francisation dont le niveau ne permet pas toujours aux nouveaux arrivants de participer pleinement à la société, et cela, autant dans le volet de la vie de communauté que dans celui de l'emploi.

Outre ceci, il est difficile d'envisager que la politique de régionalisation de l'immigration instaurée atteigne ses objectifs tant et aussi longtemps qu'elle ne sera pas jumelée à une politique de développement tant régionale que rurale. Si les micro-économies ne sont encouragées dans nos milieux ruraux, ceux-ci continueront de se dégarner de leurs habitants traditionnels. Comme ces derniers, les personnes immigrantes refusent d'habiter des espaces dévitalisés où la qualité de vie est défallante.

Au demeurant, mener des campagnes de sensibilisation tant à l'échelle locale que nationale sur les mesures et les visées des politiques d'immigration pourrait réduire la méconnaissance qu'en a la population. Subséquemment, cela diminuerait la discrimination raciale, obstacle aigu au rapprochement interculturel.

L'intégration de personnes venues d'autres horizons culturels est décidément un processus complexe et changeant. Les territoires de la Montérégie s'y ouvrent doucement, à leur façon. « Mesurer le niveau d'intégration est toujours très complexe, car nous devons prendre en compte l'intégration économique et sociale. De plus, ce qui est perçu comme une intégration réussie par certains ne l'est pas du tout pour d'autres », avance Andreas Bischoff. Ceci dit, les jeunes Montérégiens d'origine immigrée sont probablement le symbole le plus tangible de la réussite des stratégies d'intégration élaborées par les milieux. Étant socialisés dans deux systèmes culturels, ces jeunes se recomposent une identité culturelle inédite, tout comme les collectivités qui les ont accueillis. Bien qu'ils revendiquent une appartenance au pays d'origine de leurs parents, la quasi-totalité affirme une appartenance au Québec ainsi qu'au territoire où ils ont grandi. Ce rapport positif se traduit principalement par le « retour » qu'ils y effectuent en nombre non-négligeable après avoir quitté pour poursuivre leurs études. Les conditions d'enracinement pour ces jeunes et pour leurs parents sont les mêmes que pour les autres Québécois : emploi et qualité de vie. Après tout, nul ne désire vivre dans un isolement social et culturel.

Enfin, les chemins à emprunter pour réussir l'accueil et l'intégration de communautés culturelles sont bien moins étrangers aux Québécois qu'ils peuvent le sembler. De fait, la venue d'immigrants dans nos communautés nous incite à réfléchir sur des questions qui nous préoccupent indéniablement de leur présence : nos façons d'occuper le territoire et l'identité que nous voulons à la fois protéger et faire évoluer. ■



CONFÉRENCE SUR LE MALI ORGANISÉE PAR SERY

La réussite scolaire et l'alphabétisme en Montérégie, c'est l'affaire de tous

PAR DANIELLE LAURENDEAU
COLLABORATION SPÉCIALE

La situation est préoccupante. Le taux de sortie sans diplôme ni qualification au secondaire du réseau public du Québec évolue peu depuis quinze ans. Il se situe à près de 30% pour l'année 2006-2007. Ce taux provincial cache toutefois une grande disparité régionale. Ainsi au Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui fait figure de pionnier en matière de lutte concertée contre le décrochage scolaire (les partenaires sociaux s'y sont mobilisés dès les années 1990), le taux de décrochage a chuté de dix points et est aujourd'hui deux fois plus faible que celui de l'ensemble du Québec¹. Le secret du « miracle saguenéen »² semble bien être la concertation des acteurs sociaux locaux autour d'une problématique commune. L'exemple inspire comme en fait foi la tenue des premières *Journées interrégionales sur la persévérance scolaire et la réussite éducative* (30 et 31 octobre 2008) auxquelles ont participé plus de 380 décideurs du Québec et de ses régions (représentants du milieu de l'éducation, gens d'affaires, élus, intervenants en santé et dans le secteur communautaire)³. Lors de cet événement, le principe d'une approche régionale a été affirmé clairement : « La bataille contre le décrochage scolaire ne passe pas par une stratégie nationale. Chaque région doit mettre sur pied sa propre recette, adaptée à son milieu »⁴.

Quatorze régions du Québec ont à ce jour mis sur pied des instances régionales fonctionnant comme autant de pivot de l'action interordres et intersectorielle dans la lutte au décrochage scolaire⁵. Parmi elles, la Montérégie, où l'idée d'une entente de concertation a émergé dans la foulée des États généraux sur l'éducation de 1996. Cette mobilisation précoce de la Montérégie peut surprendre puisque l'immensité de la région ne favorise pas le sentiment d'appartenance. La Montérégie est en cela bien différente du Saguenay, région « modèle » en ce qui concerne la lutte concertée au décrochage scolaire. On sait que plus le territoire est petit, plus les publics visés se sentent concernés par les actions menées. Or la Montérégie englobe quatorze MRC, sans compter Longueuil, et compte neuf commissions scolaires francophones (quand d'autres régions

Comité Lutte au décrochage scolaire

PAR NATHALIE GRENIER
CDC HAUT-RICHELIEU-ROUVILLE

En 2005, la Table de concertation en périnatalité de la MRC du Haut-Richelieu a mis de l'avant, en collaboration avec la Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu, un processus d'États généraux sur la lutte à la pauvreté ayant pour thème « La lutte à la pauvreté, certains en parlent, d'autres agissent. Et vous! ». Cet exercice aura pour but de déterminer, en multisectorialité, les problématiques sur lesquelles il faudra travailler tous ensemble afin de diminuer les effets de la pauvreté sur notre territoire. Ainsi, au terme de l'année suivante, un Sommet sur la lutte à la pauvreté réunissant les acteurs des différents milieux – communautaire, coopératif, petite enfance, éducation, municipal, pastorale sociale, politique, emploi Québec, santé et citoyens – a lieu et permet de déterminer collectivement deux pistes d'actions à travailler soit la lutte au décrochage scolaire et le logement social.

Dès 2007, les partenaires se concertent et mettent en place un comité de suivi pour chacune de ces pistes d'actions. Rapidement, le comité lutte au décrochage scolaire se démarque en réunissant une panoplie de partenaires, on sent que le milieu est interpellé par l'importance d'unir ses efforts afin d'assurer une meilleure qualité de vie à nos pairs. Ainsi, le comité est formé des représentants des milieux suivants : Centre local d'emploi, centre de la petite enfance, MRC du Haut-Richelieu,

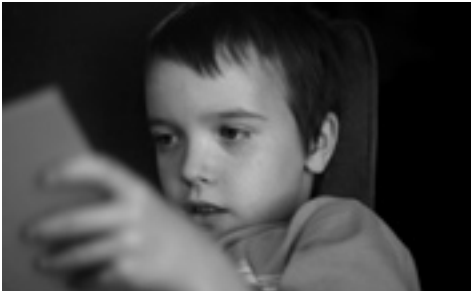
Commission scolaire, CEGEP, CSSS, CLD, Pastorale sociale, CDC HRR, deux organismes en employabilité, COFFRE et Virage Carrefour jeunesse emploi, un organisme famille, Famille à cœur, un organisme oeuvrant auprès des jeunes mères monoparentales, Jeunes mères en action, un organisme oeuvrant auprès des enfants, Mouvement SEM (Sensibilisation pour une enfance meilleure) et la liste ne cesse de s'allonger puisque d'une rencontre à l'autre, des partenaires se greffent au comité.

Comment aborder un sujet aussi vaste que l'est celui du phénomène de décrochage scolaire? Voilà la première question à laquelle le comité a été confronté dès le départ. Rapidement nous avons constaté qu'il s'agit d'un sujet qui a de multiples causes. Avant de se lancer tête première, le comité a pris la décision de répertorier les multiples actions mises de l'avant sur son territoire afin de contrer le décrochage scolaire. Pour ce faire, il a interrogé l'ensemble des services tant communautaires que scolaires touchant les enfants de 0 à l'âge adulte. Après quoi il a remis les données à une consultante externe qui elle aura à en faire l'analyse dans le but d'élaborer un plan d'action qui nous permettra de mettre de l'avant les actions les plus propices à l'éradication du décrochage scolaire dans notre MRC.

Nous sommes bien loin d'enrayer ce phénomène trop présent sur notre territoire, mais nous avons compris une chose très importante, c'est qu'en unissant nos forces, en mettant nos efforts ensemble, nous avons de bien meilleures chances de réussite. Il faut cesser de travailler en silo et ainsi se donner la chance de rebâtir nos communautés. ■

comptent seulement trois ou quatre MRC et commissions scolaires). Les acteurs locaux parlent volontiers de Montérégies multiples. S'ils évoquent un sentiment d'appartenance, c'est à

l'échelle locale ou à celle de l'une des Conférences régionales des élus (CRÉ) qui scindent la Montérégie en trois entités territoriales. Parfois, la réalité vécue détermine même un sentiment



d'appartenance plus fort hors de la région. Par exemple, les jeunes qui fréquentent la *Boîte à lettre de Longueuil*, un groupe populaire d'alphabétisation oeuvrant auprès des 16-25 ans, ont leurs affinités avec des groupes de Montréal.

Il n'empêche que la concertation répond à un besoin en Montérégie. L'*Entente spécifique pour favoriser la réussite scolaire* – que coordonne le comité *Réussite Montérégie* – a été signée trois fois depuis 2002 pour une période à chaque fois plus longue : un an, trois ans et maintenant cinq ans (jusqu'en 2012). Elle regroupe une trentaine de partenaires : direction régionale du MELS, commissions scolaires, universités, Forum jeunesse, Emploi-Québec, gens d'affaire, CRÉ. Certes, Madame Pascale Vincelette, coordonnatrice de *Réussite Montérégie*, admet une certaine lourdeur de l'appareil, mais elle ne compte plus les bienfaits de la concertation. « Tous les paliers, provinciaux, régionaux et locaux, doivent poser action », affirme Madame Vincelette. Des actions qui ne sont pas de même nature selon leur échelle : plus structurantes au niveau régional, plus souples et plus fines au niveau local. L'important réside dans leur complémentarité. En ce sens, l'immensité du territoire montréalais, qui pourrait sembler *a priori* un handicap, devient un atout selon Madame Vincelette.

Si l'on se contente des statistiques, les résultats de la lutte au décrochage scolaire en Montérégie semblent minces. Le taux de sorties sans diplôme ni qualification y reste relativement stable. Il faut cependant noter qu'il augmente dans l'ensemble du Québec. En 2006-2007, la Montérégie, après avoir affiché des taux plus élevés, rejoignait donc le taux de décrochage de l'ensemble de la province⁶. Les impacts de la concertation pour la réussite éducative se mesurent toutefois autrement. Les signataires de *Réussite Montérégie* peuvent se féliciter d'avoir atteint en bonne partie les deux premiers grands objectifs fixés : promouvoir et valoriser la persévérance scolaire et mobiliser les milieux socioéconomiques et les employeurs à leur rôle dans la réussite scolaire et la qualification des jeunes⁷. En se fixant ces

Conciliation études-travail des maskoutains : de la concertation à la coopération

PAR BENOÎT BOUFFARD, CSSS RICHELIEU-YAMASKA

ET NADINE VIAU, COOPÉRATIVE ÉTUDES-TRAVAIL, CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MASKOUTAIN

Certaines recherches montrent que travailler plus de 15 heures par semaine peut nuire grandement à la persévérance scolaire d'un étudiant. C'est pourquoi, un comité a été mis en place afin d'élaborer un projet offrant un équilibre entre le besoin de main-d'œuvre des entreprises et des étudiants à la recherche d'un emploi, et ce, sans pour autant compromettre leurs études.

« Seul on va vite, mais ensemble on va loin »

C'est sur ce *leitmotiv* que localement, dans la MRC des Maskoutains, nous avons orienté les travaux il y a maintenant quatre ans à la Table de concertation Jeunesse maskoutaine (TCJM). Depuis un moment, on observait un désengagement des jeunes (décrochage social) et un manque de coordination des projets jeunesse sur le territoire. Par la volonté d'améliorer la situation, la TCJM a amorcé une planification stratégique en consultant les jeunes et les partenaires, ce qui marqua le début d'un long chantier de réflexion. Alors que la TCJM priorisait dans ses axes d'intervention le volet conciliation famille-études-travail et la participation citoyenne, le Forum Jeunesse Montérégie Est proposait une enveloppe budgétaire dédiée aux jeunes. Deux projets de la MRC ont émergé selon ces axes prioritaires :

- Média jeunesse (Ado Branché Maska : <http://abm.cssh.qc.ca>), afin d'offrir une plate-forme multimédia aux jeunes du territoire.
- La Coopérative de solidarité, pour faire du défi de la conciliation études-travail un projet gagnant-gagnant à la fois pour les étudiants et les employeurs, mais qui vise aussi à faire prendre conscience d'une réalité qui relève d'une responsabilité sociale où tous les acteurs du milieu y ont une place.

Nous souhaitons que la coopérative devienne un espace démocratique d'appartenance où toute une communauté se préoccupe de l'éducation et de la diplomation de notre relève locale. Pour ce faire, une enquête est présentement en cours auprès de 3 252 élèves et 600 entreprises de la région pour avoir un portrait réel de la conciliation études-travail chez les 15-25 ans et connaître la dynamique vécue au quotidien par les employeurs de la région.

C'est le Carrefour jeunesse-emploi qui est fiduciaire et promoteur du projet de démarrage de la Coopérative de solidarité, en collaboration avec un comité de gestion bien présent et soutenu par la Coopérative de développement régionale de la Montérégie.

« Ça prend tout un village pour éduquer un enfant »

Ce proverbe africain résume bien l'esprit avec lequel *Réussite Montérégie* aborde le travail sur le décrochage depuis sa mise en place il y a maintenant sept ans. L'un des principes de l'organisme est le travail intersectoriel et interordre auprès des jeunes afin de les encourager à la persévérance vers l'obtention d'un diplôme. Cette instance offre un rayonnement régional et un soutien local. C'est une valeur sûre qui profite à tous et chacun. Cette approche est essentielle et louable lorsque les projets émanent d'une base locale et que nous souhaitons que les « acteurs du village » s'approprient la démarche avec notre relève. Nous nous retrouvons souvent devant des situations où les partenaires (les parents, les chefs d'entreprise, les directions d'école, les coordinations de loisir, les intervenants sociaux, etc.) tentent tous de régler un même problème, mais à leur façon et dans leur champ d'action. L'intention d'un projet comme celui de la coopérative de solidarité est d'arrimer à la fois les actions posées par chacun et profiter des liens indéniables entre les projets en chantier afin de bonifier une offre de service existante et répondre aux besoins des jeunes avec et pour eux. ■

Soutenir les mères-étudiantes

PAR MARTINE POULIN

JEUNES MÈRES EN ACTION

En 2000, le Centre d'Orientation et de Formation pour Femmes en Recherche d'Emploi (COFFRE), avec plusieurs partenaires du milieu, a souhaité mettre en place des services pour répondre aux besoins des jeunes mères monoparentales de la région. C'est ainsi qu'un comité provisoire a été formé et que trois volets d'intervention ont été ciblés : un centre de jour (lieu d'accueil, d'entraide et de support), un projet de logements sociaux et la mise en place de services pour l'insertion sociale, scolaire et professionnelle.

Trois ans plus tard, avec l'effort et la persévérance du COFFRE et des partenaires du milieu – dont le Carrefour Jeunesse Emploi St-Jean/Iberville et le CSSS Haut-Richelieu/Rouville – l'organisme Jeunes mères en action a vu le jour. Sa principale mission : contribuer à l'amélioration des conditions de vie de jeunes femmes et de leurs enfants. Le centre de jour accueille aujourd'hui des mères de moins de trente ans avec leurs enfants qui désirent réaliser un projet de vie. Elles ont la possibilité de participer gratuitement à des ateliers, des conférences, des rencontres traitant de divers sujets. Elles sont accompagnées dans leurs démarches en vue d'une réinsertion scolaire ou professionnelle.

Puis, c'est en janvier 2007, avec l'aide du Groupe Alternative Logement, ainsi que plusieurs partenaires et bailleurs de fonds – la Société d'Habitation du Québec : programme AccèsLogis, la ville de St-Jean-sur-Richelieu, le Centre financier du Haut-Richelieu, la caisse Desjardins Sieur d'Iberville, le Conseil économique du Haut-Richelieu (CLD), la table de concertation en périnatalité du Haut-Richelieu – que la construction des 24 logements destinés aux jeunes mères monoparentales a débuté.

Et à l'automne 2007, les premières mères emménageaient dans la maison Dorimène-Desjardins où elles allaient voir leurs rêves se concrétiser. Elles peuvent concilier leur rôle de mère et d'étudiante tout en bénéficiant d'un logement à moindre coût (25% de leurs revenus). Plusieurs d'entre elles terminent un 5e secondaire, d'autres fréquentent le collège ou l'université. Elles se retrouvent dans un milieu de vie stimulant où l'entraide et la solidarité font partie de leur quotidien. Elles donnent de leur temps pour s'impliquer sur différents comités (journal, popote, environnement, santé, social, etc.) et l'organisation d'activités. Elles ont l'opportunité de bâtir ensemble un avenir meilleur pour elles et leurs enfants. Sur place, une responsable de la vie communautaire accompagne, soutient, informe, réfère, motive et valorise les mères. Pour simplifier les contraintes du quotidien, les mères bénéficient d'une place à contribution réduite à la Garderie Frisbi et compagnie, construite à même l'immeuble.

Il est important de souligner tout le travail qui se fait pour favoriser le maintien du projet d'études chez les mères. Nous n'étions pas seuls à croire au potentiel de ces jeunes femmes. C'est grâce à une étroite collaboration entre les différents intervenants – la commission scolaire des Hautes-Rivières, le Carrefour Jeunesse-Emploi St-Jean/Iberville, le Coffre, le Centre local d'Emploi, le Centre de santé et des services sociaux du H-R/Rouville, etc. – que nous pouvons accompagner et soutenir les *mères-étudiantes* dans les différentes embûches qu'elles rencontrent. C'est ensemble que nous pouvons diminuer les facteurs de risque qui pourraient amener les mères à abandonner leur projet.

Déjà plus d'un an passé et plusieurs de nos objectifs sont atteints! Nous voyons des mères motivées, épanouies et impliquées autant dans leur milieu de vie que dans leurs études. Elles croient en un avenir meilleur, acceptent de relever le défi d'obtenir un diplôme tout en sachant qu'elles peuvent compter sur notre appui! ■



objectifs premiers, *Réussite Montérégie* se positionne d'emblée au cœur du courant réflexif actuel sur la problématique de la lutte au décrochage scolaire ainsi résumé par le professeur Antoine Baby de la faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval: «[...] ce qui s'est présenté d'abord comme une problématique proprement scolaire est en réalité un problème de société que seule une solution de société, c'est-à-dire une solution globale et intégrée, peut régler»⁸. Cette prise de conscience, nombre d'acteurs préoccupés par les questions d'éducation l'appelaient, et l'appellent encore, de tous leurs vœux: «Il est temps de faire exploser l'idée selon laquelle l'éducation serait seulement l'affaire de l'école», affirme Monsieur Éric Demers du Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ). À l'heure d'aujourd'hui, en Montérégie, Madame Vincelette se félicite de voir la lutte au décrochage devenir l'affaire de tous. Elle

Livre-moi une histoire : quand lire rime avec santé

PAR FRANCE LAFRENIÈRE, CSSS RICHELIEU-YAMASKA-CLSC DE LA MRC-D'ACTON ET CAROLE BESSETTE, RESSOURCES-FEMMES DE LA RÉGION D'ACTON

Fermez vos yeux et laissez-vous porter par vos souvenirs d'enfance. Rappelez-vous comment le livre est arrivé dans votre vie. Quelles sont vos sensations, vos émotions ou vos premiers souvenirs? Êtes-vous seul ou avec quelqu'un? Est-ce agréable ou désagréable?

La région d'Acton fait face à un taux élevé de décrochage et à un niveau de scolarité sous la moyenne provinciale. Comment faire, dans ce contexte, pour que le livre devienne un moyen de développement des compétences parentales des parents et de renforcement du lien qui les unit à leur enfant? En 2005, les membres de la *Table de concertation intersectorielle famille 0-5 ans* de la région ont imaginé une manière d'aborder l'éveil à la lecture dans le cadre d'objectifs liés à la prévention de la santé et visant à contrer le décrochage social des parents.

Le projet *Livre-moi une histoire* c'est une cinquantaine de valises thématiques contenant de magnifiques livres de conte, des marionnettes, une doudou et des sacs pour les prêts. Elles sont à la disposition des organisations qui offrent des services aux familles de la région.

Mais ne vous méprenez pas! Il ne s'agit pas d'une simple bibliothèque. Comme nous avons constaté que le livre fait très peu partie de la vie de beaucoup de parents, il s'agit plutôt de les inviter à participer à des ateliers de sensibilisation pour apprivoiser la lecture, ouvrir leur cœur d'enfant et ne pas avoir peur de jouer des voix ou des rôles.

Les enfants sont aussi amenés à participer à des activités de conte avec ou sans leurs parents, dans les milieux de garde, scolaires ou de santé et de services sociaux. Puis, s'ils le désirent, les enfants ou les parents peuvent faire un prêt à la fin de l'activité. Aucun frais d'abonnement ou de retard ne leur sera facturé. L'objectif : qu'ils puissent vivre ensemble un moment de plaisir et de rêve. ■

figure désormais au rang des priorités exprimées à l'échelle de cette vaste région. Elle est inscrite, par exemple, dans les plans quinquennaux des CRÉ.

À la *Boîte à lettre de Longueuil* (BÂL), groupe populaire d'alphabétisation actif depuis plus de 25 ans auprès des jeunes montréalais, on affirme haut et fort que les causes de l'analphabétisme sont multiples et que ses conséquences affectent tout le corps social. Le décrochage scolaire ébranle l'estime de soi du jeune décrocheur et l'équilibre des familles, il est aussi un obstacle à l'insertion professionnelle. Il peut aller jusqu'à entraîner le décrochage social. Nous ne pouvons, collectivement, accepter un tel gaspillage de la force d'avenir que représente notre jeunesse. Les jeunes qui fréquentent la BÂL ont souvent passé dix ans sur les bancs d'école, dans des classes spécialisées. Ils en sont sortis sans diplôme, mais avec les étiquettes qu'on leur a accolées et qu'ils ont fini par intégrer. L'analphabétisme n'est souvent qu'une partie des problèmes qu'ils rencontrent. Pour les intervenantes de la BÂL, ces jeunes ne sont pas tant des décrocheurs que des « décrochés » du système scolaire. L'action menée auprès d'eux par la BÂL est innovante. Les intervenantes se sont aperçues qu'une approche conventionnelle d'apprentissage donnait des résultats peu satisfaisants auprès des jeunes dont l'estime de soi avait été fortement ébranlée. Elles ont alors repensé leurs pratiques en mettant la recherche et la réflexion au cœur de leur action. Avec le soutien de l'Université du Québec à Montréal, elles ont développé une approche de recherche-action-formation qui déboucha sur de nouvelles pratiques autour de l'autobiographie⁹. Depuis, leurs voix s'élèvent souvent, discordan-



tes, face aux discours dominant dans le réseau scolaire. Elles défendent la notion d'appropriation de la lecture et de l'écriture (plutôt que d'apprentissage), laquelle tient compte de l'individu, de l'espace social dans lequel il évolue et de ses contacts avec l'écrit et donne une vision du rapport à l'écrit plus juste que celle qui consiste à évaluer le retard d'apprentissage¹⁰.

Pour le professeur Baby, c'est en bonne partie la recherche sur la réussite éducative – et son pendant négatif – que l'on doit l'ouverture (pas toujours facile) de l'école aux initiatives extra-scolaires en matière de lutte au décrochage. Il nomme « éco-

logique » la conception nouvelle voulant que l'école ne puisse accomplir sa mission en vase clos, mais doive s'ouvrir au milieu¹¹. L'arrimage entre la recherche et la pratique, admirablement illustré à la BÂL, ne va pourtant pas de soi. On sait la difficulté pour les praticiens, agissant souvent dans l'urgence, d'accéder aux résultats de la recherche. Ils manquent d'outils concrets leur permettant de s'approprier ces résultats et n'ont pas le temps de les concevoir¹².

L'importance de l'arrimage recherche-intervention prend désormais aussi une place prépondérante au sein de *Réussite Montréal*. À l'époque

Ça vaut le Détour !

PAR COLETTE FRAPPIER

COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS

Aider les élèves dont la réussite éducative semble être sérieusement compromise, voilà la mission que s'est donnée la Commission scolaire des Trois-Lacs en créant les programmes *Détour* et *Petit Détour*.

Le programme *Détour* existe depuis une quinzaine d'années mais il a été revu et corrigé il y a environ quatre ans. Il accueille des élèves du premier cycle du secondaire manifestant des difficultés de comportement, et manifestant souvent de multiples problématiques de troubles d'apprentissage, de toxicomanie et d'attitudes dangereuses pour les autres ou pour eux-mêmes. *Détour* offre aux jeunes pour qui plusieurs mesures ont déjà échoué, une alternative dans un nouveau cadre d'intervention.

Dans ce programme, les jeunes sont complètement retirés de leur milieu scolaire habituel pour un temps indéterminé. L'approche privilégiée tente à réduire les comportements difficilement tolérables et à accroître les comportements positifs, les habiletés, la résolution de problèmes et à mobiliser ou à former les parents.

Outre l'objectif de contrer le décrochage scolaire, le programme *Détour* vise à développer le plein potentiel des jeunes quelles que soient leurs difficultés. Trois différents séjours sont offerts. Un court séjour de trois à cinq jours offre une solution de remplacement à la suspension, lors duquel le jeune bénéficie de l'encadrement d'intervenants. Le séjour transitoire de trois à six mois lui permet de récupérer les retards et d'être outillé pour le retour à l'école. Enfin, un séjour prolongé lui évite le décrochage de l'école tout en permettant sa réadaptation pour une insertion à la formation à l'emploi.

Pour atteindre les objectifs visés et mener ces jeunes à la réussite, une équipe multidisciplinaire, composée de deux orthopédagogues,

d'une psychoéducatrice, d'une éducatrice spécialisée, encadre les jeunes dès leur arrivée, afin qu'un enseignement individualisé et adapté à leurs besoins et à leurs limites, leur soit offert.

Le Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges qui offre la présence d'une agente de relations humaines et d'une infirmière clinicienne à *Détour*, est un partenaire de premier plan. L'organisme *La Station*, venant en aide aux jeunes de la région, démontre également l'engagement du milieu communautaire. Par ailleurs, la contribution des entreprises de la région qui proposent des milieux d'exploration professionnelle est essentielle.

Un programme qui fait des petits : *Petit Détour* pour les élèves du primaire

Le centre *Petit Détour* accueille des élèves du primaire qui éprouvent des problèmes de comportement. Comme *Détour*, le programme est offert dans un établissement distinct qui n'accueille que les élèves admis à cette classe transitoire. Tout au long du séjour, l'orthopédagogue de *Petit Détour* assure un enseignement en étroite collaboration avec l'enseignant régulier de l'élève. Une équipe multidisciplinaire prend en charge l'élève tout comme à *Détour*. Cependant, la réintégration se fait de façon graduelle. « Auparavant, la majorité des enfants aux prises avec de tels comportements étaient dirigés directement vers des écoles spécialisées de Montréal. Aujourd'hui, grâce à leur passage à *Petit détour*, la plupart des enfants peuvent réintégrer le milieu scolaire régulier », explique Marie-Claire Gosselin, coordonnatrice des programmes *Détour* et *Petit Détour* à la Commission scolaire des Trois-Lacs.

Les résultats positifs de ces programmes permettent de diminuer le décrochage, d'éviter la délinquance de rue et de favoriser la qualification des jeunes. La Commission scolaire des Trois-Lacs est très fière des retombées réelles de *Détour* et de *Petit Détour* dans le milieu. ■

de la signature de la première entente de concertation pour la réussite scolaire (2002-2003), la région montréalaise rencontrait une pénurie de main d'œuvre. La stratégie adoptée par *Réussite Montréal* consista alors à encourager les étudiants du secondaire à se diplômer pour intégrer le marché de l'emploi montréalais qui avait besoin d'eux. Aujourd'hui, alors qu'une troisième entente vient d'être signée, *Réussite Montréal* s'écarte de l'approche de type action-réaction pour se concentrer sur la recherche des causes diversifiées du décrochage scolaire. Son troisième grand objectif s'énonce comme suit: il s'agit d'améliorer la compréhension des causes différenciées du décrochage scolaire et des facteurs de persévérance scolaire pour outiller les milieux et engendrer des interventions plus adaptées¹³. *Réussite Montréal* publie à cet effet un document détaillé intitulé *Statistiques sur la persévérance et la réussite scolaires en Montréal*¹⁴ qui a

pour but de guider les acteurs dans le choix des actions qu'ils mènent sur le terrain. Dans l'avenir, *Réussite Montréal* entend développer encore davantage le pôle recherche et lance l'idée d'une chaire de recherche en Montréal. Ce souci de lier recherche et expérience, souci partagé par la BÂL et d'autres groupes d'alphabétisation de la Rive-Sud¹⁵, fait de la Montréal, selon Monsieur Éric Demers du Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ), une région particulièrement porteuse en matière de lutte au décrochage scolaire. ■

¹ MELS Portraits statistiques de l'éducation par région 2006.

² Clairandré Cauchy, « Lutte contre le décrochage scolaire - Reproduire le miracle saguenéen à l'échelle du Québec », *Le Devoir*, le jeudi 30 octobre 2008.

³ Instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative. www.perseverancescolaire.com

⁴ Daphnée Dion-Viens, « Décrochage scolaire : à chaque région sa stratégie », *Le Soleil*, 01 novembre 2008.

⁵ Instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative. www.perseverancescolaire.com

⁶ *Réussite Montréal*. www.reussitemontreal.ca

⁷ Ibid.

⁸ Conférence donnée le 21 février 2007 lors des Journées de réflexion du CRÉVALE (organisme analogue à Réussite Montréal pour la région de Lanaudière).

⁹ Danielle Desmarais, avec la collaboration de Louise Audet et autres, *L'alphabétisation en question*, Collection Éducation, Outremont, Québec, 2003, 264 p.

¹⁰ Lettre ouverte à Mme Courchesne, ministre de l'éducation, 3 juin 2008. boitealettres.ca

¹¹ Conférence du 21 février 2007.

¹² Des organismes de transfert, tels le Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ) le Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES) et le Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur (CAPRES) se sont investis de la mission de faire le lien entre les chercheurs et les praticiens.

¹³ *Réussite Montréal*. www.reussitemontreal.ca

¹⁴ L'édition 2008 est en ligne sur le site www.reussitemontreal.ca

¹⁵ Dans le contexte actuel où les actions auprès des jeunes se multiplient, encadrées par le MELS et le système scolaire, quatre groupes d'alphabétisme de la Rive-Sud viennent de se regrouper avec l'appui de la députée de Taillon Madame Marie Malavoy pour faire entendre leur voix. boitealettres.ca

La culture en région : par et pour la population

PAR **MANON LEROUX**
COLLABORATION SPÉCIALE

Avec la disparition du monde rural tel qu'on le connaissait, mais aussi de l'image que l'on s'en faisait, la culture hors des métropoles a été profondément modifiée. «Auparavant, on avait coutume de considérer que la vie culturelle en région s'appuyait sur des activités traditionnelles à caractère local ou rural, ou encore sur la dépendance avec les métropoles culturelles [qui diffusaient certaines productions par des tournées]¹». Si la culture existait en région, c'était soit sous une forme dénigrée par les élites (musique et danse traditionnelles), soit sous la forme que voulait lui donner le clergé ou, encore, comme une excroissance lucrative de la métropole (tournées). Ces représentations ont longtemps persisté.



Art communautaire, art salulaire

En 2001, à Granby, une artiste visuelle, Francine Charland, réalise une murale au Chalet des patineurs du parc Daniel-Johnson. Sa particularité : c'est une œuvre collective, réalisée avec des jeunes de 18 à 30 ans en réinsertion sociale et professionnelle. Cette collaboration, qui pourrait n'être qu'une heureuse exception dans le parcours d'une artiste, est en fait la première d'une longue série, le résultat tangible de son intérêt grandissant et affirmé pour une forme d'intervention mieux connue dans le monde anglo-saxon : l'art communautaire ou le *community art*.

Un peu partout au Canada, aux États-Unis et ailleurs, l'art communautaire fleurit par les mains d'artistes engagés. S'il met parfois en mouvement une communauté entière (un quartier, un village), il est plus souvent le fait de «communautés» déshéritées : personnes pauvres, sans-abri, personnes souffrant de maladies mentales, mères monoparentales, jeunes décrocheurs... On peut définir ainsi sa philosophie : en utilisant l'art comme véhicule, aider à développer l'estime de soi, la créativité, les habiletés fondamentales et l'apprentissage.

L'Atelier 19 de Granby, selon Hélène Dion, présidente du Conseil d'administration de l'organisme, poursuit le même but : faire de l'art un outil de connaissance de soi, de ressourcement et de développement social. Les participants doivent d'abord entrer en rapport avec eux-mêmes, à travers l'art, puis aller vers l'autre. L'Atelier se veut un laboratoire d'exploration et d'observation de l'art comme levier social.

D'initiateur à ses débuts, l'Atelier 19 devient de plus en plus partenaire de projets qu'on lui propose. L'efficacité de son action, ainsi que les nombreux liens tissés avec d'autres intervenants des milieux de l'éducation, communautaire ou municipal, lui valent ce rôle particulier. Depuis 2006, l'organisme est officiellement reconnu comme entreprise d'économie sociale.

Les activités courantes comprennent des ateliers en art et en créativité, de la formation, ainsi que l'organisation d'un événement artistique annuel, «Célébrons la Terre», réalisé avec le soutien de jeunes marginalisés et d'une équipe de bénévoles. En 2009, une trentaine d'étudiants du Cégep feront un travail de fin de programme autour de la promotion de l'événement, tenu en avril.

Les projets ponctuels les plus courants sont des murales ou des œuvres collectives. C'est la façon rêvée de donner l'occasion à des personnes qui éprouvent des difficultés d'intégration sociale, scolaire ou professionnelle de «contribuer à un projet plus grand que soi» en expérimentant la co-création et la collaboration. Par exemple, en 2002, un groupe de jeunes et Mme Charland ont embelli l'intérieur d'une banque alimentaire à l'aide d'œuvres d'art. Pour son 150^e anniversaire de fondation en 2009, la Ville de Granby a commandé à l'Atelier la réalisation, toujours avec des jeunes, d'une grande murale rappelant son histoire, projet auquel s'est greffé un groupe d'étudiants en arts plastiques de secondaire 5.

Les liens avec la commission scolaire, la municipalité, le Centre de santé et de services sociaux (CSSS) et les organismes communautaires se renforcent constamment et favorisent l'émergence de projets novateurs centrés sur l'expression artistique.

En acquérant des techniques, en apprenant à se servir d'outils, à se connaître soi-même, les participants peuvent ensuite faire plus facilement des choix en lien avec leurs intérêts et leurs aptitudes. Si la création peut être un exutoire, elle peut aussi, selon Mme Dion, permettre d'observer son propre cheminement créateur, d'en dégager les mécanismes, les problèmes et les solutions, et d'utiliser ensuite ces acquis pour surmonter les obstacles de la vie. ■

Le développement des nouvelles technologies de communication et tout ce qu'elles permettent, l'arrivée des néo-ruraux, le développement d'activités non agricoles, les mouvements de préservation des milieux naturels et des paysages et l'explosion du tourisme ont profondément modifié la région. Aujourd'hui, le « régional » peut être synonyme de création autant que de tradition et s'ancre profondément, contrairement à la culture métropolitaine, dans un territoire et sa population.

Les acteurs de la culture en région

Au Québec, les premières politiques culturelles remontent à la création, en 1961, du ministère des Affaires culturelles; mais ce n'est qu'à la fin des années 1970 que des politiques de régionalisation ont été lentement mises en place, et de façon fort variable selon les secteurs. Les directions régionales du ministère de la Culture et des Communications (MCC) se sont établies progressivement à partir de 1969. Quant aux Conseils régionaux de la culture qui sont une création du MCC, ils sont formés de représentants des milieux culturels régionaux et leur rôle dépend pour beaucoup du dynamisme régional. Le MCC est également responsable du programme *Villes et villages d'art et de patrimoine* qui affecte, depuis 1998, de jeunes intervenants en patrimoine ou en culture dans les municipalités et les municipalités régionales de comté (MRC) qui en font la demande. Ces agents voient leur rôle modelé par les besoins du milieu. Les municipalités se sont toujours préoccupées de culture, mais ont traditionnellement restreint leur champ d'action aux bibliothèques, au loisir culturel et au patrimoine. Les arts, sauf exception, sont souvent laissés de côté. Les Conférences régionales des élus (CRÉ), entité récente, sont aussi appelées à jouer un rôle de soutien à la culture.

Le principal point de rencontre des gouvernements aujourd'hui, ce sont les Ententes de développement culturel (EDC), conclues entre le Ministère et une CRÉ. Ces ententes apparaissent au cours d'un long processus de réflexion qui aboutit souvent à l'adoption d'une Politique culturelle municipale.

Au-delà de la politique, sur le terrain, les acteurs à l'origine des initiatives culturelles sont soit des artistes créateurs, soit des entrepreneurs culturels. Selon Harvey et Fortin, « bon nombre de manifestations [sont] au départ le fait d'une seule personne qui a cru en une idée, l'a défendue, développée et souvent portée à bout de bras ». Il en va ainsi de la majorité des festivals et symposiums (voir *Branches, racines et musique*). Si cette impulsion de départ réussit à perdurer à l'étape de la mise en œuvre, le relais est pris par les ressources du milieu. Et quand vient le temps de la diffusion, la presse, la radio et la télévision locales font largement leur part. Souvent, ces médias sont davantage intéressés à remplir le rôle de collaborateurs à la diffusion plutôt qu'à critiquer, car « ils participent eux aussi à la dynamique identitaire et communautaire ».

La culture en région : un effort concerté

Au cœur d'une population petite ou disséminée, le public de toute activité culturelle est réduit. Pour plusieurs, la solution réside dans l'arrimage au réseau touristique et aux besoins de sa clientèle. Mais peu d'initiatives culturelles régionales peuvent naître et prospérer en s'appuyant principalement sur ce public; le réseau muséal et historique semble être le seul à pouvoir le faire - et encore.

Les entreprises culturelles doivent donc leur existence, leur succès et leur survie à un effort concerté d'acteurs régionaux et de la population. Pour les événements majeurs, c'est l'ensemble des ressources du milieu qui est mis à contribution - milieu scolaire, municipalités, organismes publics et

Branches, racines et musique

« Dans la plupart des régions du Québec, l'absence d'un fort bassin de population et la dispersion sur un vaste territoire créent en retour des conditions propices à l'action individuelle. Il est en effet courant de voir certains individus se transformer en entrepreneurs culturels. » Ce sont là les propos de Fernand Harvey et Andrée Fortin, spécialistes de la culture en région (*La nouvelle culture régionale*, IQRC, 1995). C'est

aussi ce que l'on découvre en discutant avec quelqu'un comme Gordon Furey, hommes d'affaires et ancien chef pompier à la retraite et musicien amateur, l'organisateur du festival Branches et racines (*Branches & Roots*) d'Ormstown, village situé dans la MRC du Haut-Saint-Laurent.



C'est l'amour de la musique, et le plaisir d'en jouer et d'en écouter ensemble, qui est à l'origine du festival, rien de plus. Devant la profusion de talents musicaux de la région, M. Furey et son ami Wolfgang Cater ont eu envie, en 2001, de donner une occasion de plus à tous ces gens de se produire. Bluegrass, folk, blues, country, jazz : la palette est à la fois large et pointue. À l'honneur, les musiciens locaux, auxquels se joignent de plus en plus d'autres artistes canadiens. Le bassin local de musiciens de niveau professionnel est large, mais peu vivent de leur art.

Chaque été pendant deux jours, le terrain de la Foire agricole d'Ormstown accueille gracieusement musiciens et visiteurs de Branches et racines. Une équipe entièrement composée de bénévoles, y compris les organisateurs, fait bon accueil à un public de 400 à 500 personnes. Le festival est petit, et il compte le rester. Ses partenaires sont fidèles : le Conseil municipal et le service d'incendie (les anciens collègues de M. Furey) apportent leur contribution, ainsi que quelques commerces locaux. Le budget est complété par les frais d'entrée des festivaliers. Grâce à ces contributions, les musiciens sont bien rémunérés.

À l'été 2009, le festival en sera à sa huitième édition. L'enthousiasme des gens du coin ne se dément pas d'une année à l'autre; la renommée du festival grandit et attire des spectateurs de l'Ontario et des États-Unis. Les racines locales restent fortes. En 2008, un hommage a été rendu au musicien local de country Cece Gibbons, toujours actif à plus de 90 ans! Le goût de la population pour la musique, et le désir des musiciens de jouer plus souvent, réveillés par le festival, ont fait bouler de neige : pendant l'année, Gordon Furey et Wolfgang Cater organisent maintenant des concerts, une fois par mois. Ces concerts ont lieu dans le United Church Hall, et attirent de 60 à 75 personnes - pas si mal pour un village de 3650 habitants! Ces concerts mensuels ne se restreignent pas aux styles de musique du festival, mais combinent tous les goûts. Selon M. Furey, la demande est telle qu'on pourrait en présenter un à chaque semaine, et il y aurait assez de musiciens dans la région pour remplir pareille programmation. Ce qui empêche cette expansion, c'est tout simplement le fait que toutes les personnes impliquées travaillent bénévolement et que, par la force des choses, il y a des limites à se démenter! La récompense symbolique, dans ce cas-ci, est toutefois grande : une contribution directe à la qualité de vie des habitants du Haut-Saint-Laurent. ■

Le musée dans la rue

L'action culturelle est un concept né du désir de mettre la culture au service de l'épanouissement personnel ou communautaire. À Salaberry-de-Valleyfield, ancienne capitale industrielle du coton, aujourd'hui aux prises avec la désindustrialisation, la pauvreté et les vicissitudes qui l'accompagnent, des intervenants ont osé pousser très loin l'idée.

En 2005, Michel Vallée est déjà depuis quelques années le directeur du Musée de société des Deux-Rives, musée dédié à l'histoire régionale industrielle. L'institution est sans domicile fixe et expose dans divers lieux, dont le dernier, l'ancienne usine de la *Montreal Cotton*, commence à ressembler à un chez-soi, après cinq ans d'accueil. Mais rien n'est acquis, et cette année-là, le musée perd ces précieux locaux. Il faut donc réfléchir vite.

À cette époque, Michel Vallée se familiarise avec le concept de la muséologie d'intervention sociale, qui utilise le musée comme outil de développement dans la société. Lorsque l'organisme communautaire *Partenaires pour la revitalisation des anciens quartiers* (PRAQ) l'approche pour une collaboration en matière d'employabilité, les ingrédients sont donc déjà sur la table pour un cocktail explosif. Dès le départ, la combinaison inusitée organisme communautaire / organisme culturel donne des nuits blanches à plusieurs : est-ce encore de la muséologie? Qu'est-ce que la culture vient faire dans l'intervention sociale? L'inspiration vient directement des besoins du milieu : « Quand une ville vit quotidiennement avec la faim et la violence, nous devons penser la culture autrement », dit M. Vallée. Le groupe social ciblé : les jeunes décrocheurs. En travaillant d'arrache-pied, le Musée convainc un à un ses partenaires habituels : d'abord son C.A., puis le Conseil municipal. Reste à convaincre ceux qui tiennent les cordons de la bourse, Service Canada. Mission accomplie : en 2006, une première cohorte de dix jeunes de 15 à 25 ans se présente au musée pour une expérience exceptionnelle : six mois d'ateliers de formation, de visites, de création, entourés de professionnels du milieu culturel. Apprendre des techniques, connaître son milieu,

se connaître soi-même, voir du beau : ce sont pas moins de 75 partenaires divers qui offrent temps ou matériel gratuit pour explorer tout cela. Ces jeunes aux parcours divers et rudes ont en commun une estime de soi atrophiée et aussi, en général, un fort préjugé contre la culture.

Les buts du projet sont nombreux : faire en sorte que le jeune puisse se servir de la culture comme d'une bouée de sauvetage (« La culture sera toujours là pour toi! »); faire de la médiation culturelle entre les générations, et brasser la cage de la communauté en abordant des sujets difficiles; amener les jeunes à créer un projet qu'ils mèneront à terme, et qui sera un « plus » pour la communauté; et comme le Musée s'ancre dans le milieu et l'histoire, induire un sentiment de fierté et d'appartenance au milieu. Trois années, trois expositions présentées en des lieux éclatés : d'abord, la vision qu'ont les jeunes de leur milieu, expo tenue au centre commercial, lieu de rencontre des jeunes et des personnes âgées. L'année suivante, la rencontre des jeunes avec des personnes faisant l'objet de préjugés, exposition extérieure accompagnée d'un livre. En 2008, une exposition et des cartes postales, outils des jeunes pour convaincre la communauté de mettre de côté les guerres de clochers et de s'unir.

Les résultats sont probants : outre les nombreux prix remportés par le Musée pour sa vision audacieuse, on dénombre 26 des 30 jeunes qui ont trouvé leur place à l'école ou sur le marché du travail. Plusieurs d'entre eux sont devenus bénévoles au PRAQ ou au Musée. Le projet a donné lieu à une belle implication citoyenne, et on dit même qu'un rapprochement intergénérationnel se produit : les personnages âgés ont moins peur des « jeunes » et, dans les parcs ou les centres d'achat, ils échangent.

En 2009, avec une nouvelle directrice et un lieu fixe (une ancienne église), le Musée bouillonne de projets pour des nouvelles clientèles. Grâce à un partenariat inédit et à beaucoup d'audace, le musée à la rue s'est retrouvé... dans la rue. ■

privés. « L'esprit communautaire qu'on retrouve surtout à l'échelle locale fournit aux activités culturelles régionales un terreau fertile fait de bénévolat et de convivialité qui facilite leur ancrage dans le milieu² ». Force est de constater que le sentiment d'appartenance et une identité collective forte sont à la fois à l'origine du succès des initiatives, et en sont le plus beau résultat. S'ensuivent une amélioration de la qualité de vie et l'attraction ou la rétention des habitants d'une localité.

Limites et défis

On s'en doute, faire vivre la culture en région n'est pas toujours une sinécure. Dans une étude sur les retombées socio-économiques d'entreprises culturelles d'économie sociale de la MRC Brome-Missisquoi, Myriam Simard, chercheure à l'Institut national de recherche scientifique (INRS), identifie certains des défis auxquels font face ces entreprises.

Si le bénévolat est une chose admirable, c'est une ressource fragile qu'il faut ménager. Le manque de personnel permanent finit souvent par peser lourd sur les petites entreprises, où les tâches quotidiennes peuvent accaparer tout le temps disponible et compromettre la vision à

long terme. La relève peut aussi être un problème, alors que les animateurs d'une entreprise sont souvent ses membres fondateurs, dont l'enthousiasme est difficilement égalable. Des difficultés d'ordre culturel surgissent aussi : certaines populations hésitent à fréquenter les lieux de diffusion, par gêne ou par méconnaissance des arts. La sensibilisation et l'éducation sont donc primordiales pour assurer un bon contact avec la population, mais cette mission demeure non reconnue par la plupart des programmes d'aide financière. Nul besoin de s'étendre sur la maigreur des moyens financiers, accentuée par le fait que souvent les programmes de subvention, calqués sur des modèles urbains, répondent mal aux besoins ruraux. Parmi les réalités rurales qui empêchent parfois les entreprises de profiter d'une aide précieuse, il y a la question des statuts « amateur / professionnel ». Selon Guy Bellavance, chercheur à l'INRS, les objectifs du MCC sont axés sur le professionnel et non l'amateur. Ils laissent donc « peu de place à ce qui apparaît comme une priorité pour nombre de villes ». Les chorales, les troupes de théâtre amateurs, les peintres amateurs ont été laissés de côté. L'ancien ministère des Affaires culturelles avait une section « Loisir culturel », aujourd'hui disparue. L'importance d'appuyer le loisir culturel a été sous-estimée.

Un ancrage essentiel dans la communauté

Comme nous l'avons vu, l'existence des entreprises culturelles en région est étroitement liée à une certaine assise populaire. Ce nécessaire ancrage dans la communauté s'étend au-delà des ressources humaines et du public consommateur. En effet, la nature et la forme même de l'entreprise doivent être judicieusement choisies. Andrée Fortin, à l'édition 2008 du congrès de l'ACFAS, a fait ressortir l'importance de cet ancrage, naturel ou fruit d'un effort conscient, du projet dans la communauté. Ainsi, les projets les plus solides et les plus susceptibles de contribuer à l'identité collective et à la qualité de vie sont ceux qui allient projet culturel bien ancré et appel à la mémoire locale (voir *Le musée dans la rue*). Mais l'appel à la mémoire n'est pas suffisant, et peut même se retourner contre sa population s'il la condamne à devenir figée dans le pittoresque. Un projet sans lien avec la mémoire locale, une pure création dans un créneau particulier,

peut également être un succès si ses organisateurs ont à cœur de séduire la population et de l'« embarquer » dans son aventure. Il faut toutefois laisser un peu de temps aux jeunes entreprises pour rallier la population (Voir les Vieux métiers).

En bref, lorsqu'une initiative culturelle régionale s'ancre fortement dans la communauté, c'est au plan social et identitaire, davantage qu'économique, que se font sentir le plus fortement ses effets. Si le tourisme culturel est une manne qui peut contribuer à « sauver » un village ou à redonner une vigueur à la région, il n'est pas l'ingrédient de base à partir duquel on bâtit la vie locale et l'identité régionale. ■

¹ Harvey et Fortin, *La nouvelle culture régionale*, 1995

² Harvey et Fortin, *La nouvelle culture régionale*, 1995

Les Vieux métiers : la transmission du geste

« Les Vieux métiers – les métiers vivants ». C'est ainsi, en osant employer un mot de nos jours souvent péjoratif et en le retournant comme un gant, que se présente la Corporation des vieux métiers de Longueuil. Car c'est bien ce à quoi aspire la Corporation : faire vivre les métiers anciens.

C'est grâce à Christiane Bertrand, une visionnaire amoureuse de ces métiers en voie de disparition qui, autrefois, étaient aussi indispensables que l'informaticien d'aujourd'hui, qu'est née la Corporation. La Corporation a d'abord vu le jour sur le bord du Richelieu, à Saint-Antoine plus précisément. Au moment de l'élaboration de sa politique culturelle, en 2001, la Ville de Longueuil a eu vent de cet organisme original et l'a invité à s'établir sur ses terres. C'est là un phénomène trop rare et un échange de bons services particulièrement fructueux : la ville intègre un organisme à sa nouvelle identité culturelle en redéfinition, et celui-ci reçoit l'appui financier de celle-là.

Au départ, comme l'explique la directrice générale de l'organisme Nicole Deutsch, Mme Bertrand a voulu rassembler des artisans capables de faire la démonstration d'un savoir-faire ancien. La mission première était de faire connaître et de perpétuer ces savoirs en péril, d'y intéresser les nouvelles générations. À la transmission s'ajoutent aussi des missions de collection, et bien sûr de regroupement de plus de 200 artisans québécois, précieux dépositaires de ces métiers. Si l'on connaît encore le luthier, le potier et le forgeron, on peut facilement ignorer l'existence des métiers comme le fondeur de cuillères, la fileuse, le cordier, le chaumier ou le tonnelier!

Le Festival Métiers & Traditions de Longueuil, événement gratuit tenu annuellement en septembre, a été le premier outil de diffusion des savoir-faire anciens. Trois jours de festivités et de démonstrations par des artisans costumés, le festival permet à un public de tous âges de voir l'artisan à l'œuvre. La corporation offre aussi un service d'animation : si une municipalité ou un musée désire tenir une activité spéciale et faire une démonstration de savoir-faire anciens, elle les met en contact avec les artisans. L'École des Vieux métiers est certainement la contribution la plus originale de l'organisme. Depuis 2003, tout l'été et même à l'automne, des ateliers d'un jour ou deux sont offerts à toute personne désireuse d'apprendre les bases de ces métiers. Ainsi, à cha-



VIEUX MÉTIERS DE LONGUEUIL

que été, il est maintenant possible d'apprendre, entre autres, à construire un four à pain, à tisser une ceinture fléchée, à fabriquer un sifflet à partir d'une branche d'arbre, à fabriquer tapis nattés ou paniers ou à rempailler une chaise!

L'organisme à but non lucratif fait aussi du placement d'artisans. Elle devient la référence pour les besoins du public : on s'adresse à elle pour avoir accès aux services d'un artisan de métier ancien. C'est par ce service et par les multiples occasions de se faire connaître et de transmettre leur savoir-faire à d'autres qu'est né le sentiment d'appartenance et de « grande famille » qui prévaut au sein de la corporation. Des artisans de partout au Québec, autrefois [plus] isolés, sont maintenant valorisés et gagnent en crédibilité.

La Corporation des Vieux métiers est un bel exemple d'un organisme à vocation nationale qui aurait pu s'installer dans la métropole, mais qui a tout intérêt à rester branché sur une région et sur la ruralité, tout en profitant du bassin de population montréalaise. Peut-être est-ce là un des atouts d'une région limitrophe comme la Montérégie : le meilleur des deux mondes. ■

Le développement durable et la mobilisation citoyenne en Montérégie : vers l'atteinte d'une meilleure qualité de vie

PAR MARIE-ÉLAINE GUAY
COLLABORATION SPÉCIALE

La Montérégie, région administrative du Québec à la fois agricole et urbaine, présente des problématiques et défis environnementaux qui sont communs aux différentes municipalités qu'elle abrite. Ce dynamique bassin régional est considéré comme un pionnier dans la mise en œuvre d'Agendas 21L, ces outils de

travail stratégiques de développement durable (DD) qui orientent la prise de décision au niveau environnemental, social et économique¹. Ainsi, depuis 2005, quatre Agendas 21L ont vu le jour en Montérégie : Sorel-Tracy, Beloeil, Très-Saint-Rédempteur et St-Basile-le-Grand. Des municipalités d'ici, visionnaires et encadrées par des

experts du DD, se sont engagées à assurer une qualité de vie satisfaisante pour tous les citoyens aujourd'hui et dans le futur, et à impliquer les acteurs de DD dans des projets mobilisateurs qui dévoilent un sentiment d'appartenance au territoire et à la communauté.

Centre d'interprétation des énergies renouvelables : le cercle VERTueux d'un projet collectif

PAR PIERRE-OLIVIER LABART
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT
AU CŒUR DE LA MONTÉRÉGIE

Comment un terrain mal drainé peut-il se transformer en un projet éducatif, collectif et d'envergure nationale ? L'idée peut sembler farfelue, mais la Fondation Jeunesse de Richelieu a su taire les sceptiques avec brio. Voici la belle histoire du Centre d'Interprétation des Énergies renouvelables (CIER) dans la municipalité d'environ 5200 âmes de Richelieu en Montérégie.

L'histoire débute par un élément déclencheur. À la moindre averse, la cour de l'école primaire de Richelieu se saturait d'eau, privant ainsi les enfants de profiter pleinement de leur moment de récréation. Il n'en fallut pas plus pour que des parents, des enseignants, des gens d'affaires et des représentants de la communauté se rassemblent afin de trouver des solutions à ce problème. C'est ainsi que la Fondation Jeunesse de Richelieu (FJR) fut créée en 2006 ayant pour mission commune avec l'école primaire de type « vert Bruntland » de favoriser la réussite éducative des élèves de Richelieu dans une optique de développement durable.

Revampier la cour d'école avec des nouveaux modules de jeux est essentiel, mais dans la tête du président de la FJR, M. Claude Gauthier, se brossait l'idée d'un deuxième projet tout à fait unique en son genre. Ce visionnaire avait

imaginé un laboratoire d'exploration scientifique qui intégrerait les équipements d'une turbine éolienne, d'un capteur solaire, d'un système géothermique, d'un toit végétal, d'une station météorologique, d'un récupérateur d'eau de pluie, d'une toilette à compost ainsi qu'une serre. Des caméras situées à l'intérieur comme à l'extérieur permettraient aux jeunes et moins jeunes d'ici et d'ailleurs de visualiser via Internet toutes les caractéristiques du centre. De plus, les enseignants pourraient développer des activités pédagogiques en lien avec le projet et des ponts intergénérationnels seraient créés entre les bénévoles de la serre et les plus jeunes. En somme, le projet était socialement rentable, il ne restait plus qu'à rassembler les ressources du milieu pour qu'il se réalise concrètement !

Un premier noyau a agit comme effet de levier au démarrage du projet. L'ouverture d'esprit de la Commission scolaire, de la caisse populaire Desjardins, de la Ville de Richelieu ainsi que des élus de la MRC de Rouville via le fonds du pacte rural a donné le premier souffle qui a permis à la FJR de rallier jusqu'à aujourd'hui plus de 100 autres partenaires et plus de 200 bénévoles.



CENTRE D'INTERPRÉTATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

PHOTO: FONDATION JEUNESSE DE RICHELIEU

Cette mobilisation communautaire derrière le projet du CIER a également une portée nationale avec l'ajout de personnalités publiques comme l'astronaute Steve McLean, le biologiste David Suzuki et l'explorateur Bernard Voyer qui ont prêté leurs noms à l'une ou l'autre des composantes du centre d'interprétation.

Le Centre d'interprétation des énergies renouvelables est le fruit d'un sentiment d'appartenance fort du milieu. Porté par le leadership de son président, la FJR a rassemblé les forces vives du milieu autour d'un projet structurant et porteur pour les générations actuelles et à venir. C'est ainsi que d'un élément déclencheur à un autre, un terrain mal drainé se transforma en un cercle vertueux d'un projet collectif. ■

Beloeil veut développer un sentiment de fierté avec sa nouvelle stratégie de DD

PAR MARIE-ÉLAINE GUAY
COLLABORATION SPÉCIALE

Beloeil est un territoire particulier où les espaces agricoles et urbains cohabitent. De ce fait, on remarque que les secteurs boisés se font rares. De cette problématique est née en 2004 une volonté politique de doter la ville d'une planification stratégique ayant la particularité d'être chapeautée par des principes de DD. « Beloeil avait besoin d'un outil de travail adapté à sa réalité et à la vision de ses dirigeants désireux de servir de modèle », précise Mme Vallières, directrice générale de la municipalité. Le CREM et sa campagne de promotion pour l'adoption d'un Agenda 21L ont alors trouvé preneur au sein des leaders politiques désireux de prendre des actions pour sensibiliser leurs citoyens au DD. C'est en août 2008 que le plan d'action fut déposé à la ville, suite à la mise sur pied de groupes de discussion et de consultations publiques. Des organismes communautaires et des représentants de la sphère économique et environnementale, ainsi que des employés municipaux ont été consultés pour l'analyse des forces et faiblesses de la ville.

Pour rejoindre l'opinion de ces gens, des sondages Internet et des rencontres ont eu lieu. Les consultations publiques pour l'élaboration du plan d'action ont connu une participation décrite comme faible par la directrice de la municipalité. Toutefois, grâce à une quarantaine de personnes présentes sur les lieux, des tables rondes ont pu être créées, les quatre grandes orientations de DD développées ont été mises à l'épreuve et les séances d'idéation ont porté fruit.

L'Agenda 21L de Beloeil nommé « Vision stratégique en DD » cherche à créer un sentiment de fierté au sein de la communauté. Par des actions comme la plantation massive ou la promotion de mesures de réduction

des îlots de chaleurs urbains qui ont un impact sur la qualité de l'air et la santé des plus vulnérables, Beloeil tente de prêcher par l'exemple. La participation citoyenne est souvent attribuable aux personnes déjà mobilisées au sein de divers organismes (environnemental ou communautaire). « Lors des *focus group*, les personnes ciblées invitées sont impliquées socialement. Ainsi, le sentiment d'appartenance au territoire se fait ressentir par leur vision, leurs actions, leurs dires » explique Mme Vallières. Le défi consiste alors à rejoindre le citoyen qui n'est pas mobilisé et à développer son sentiment d'appartenance. Mme Vallières évoque à titre d'exemple le besoin de solliciter « le jeune de Beloeil » parti étudier ailleurs afin qu'il revienne travailler et vivre dans la ville où il a grandi, car son attachement à cette dernière et les projets s'y développant sont à l'image de ses valeurs et lui assure un bien-être à long terme.

« L'un des objectifs de 2009 est de retravailler à l'interne, avec les employés et les élus, avec la Chambre de commerce, les organismes communautaire et éventuellement la population pour faire connaître les actions prises. On cherche à obtenir des lettres d'engagement et des déclarations symboliques pour inciter les élus et les commerçants d'agir dans le sens du DD ». Puisque le pouvoir est renouvelé aux quatre ans, l'importance de maintenir et de propager la vision de l'équipe permanente de direction et de la véhiculer aux employés de la municipalité (cols bleus et cols blancs par exemple) est essentielle pour conserver un leadership en matière de DD et des avancements. « L'important c'est de demeurer en contact avec la population pour y chercher des idées, des appuis et de nouveaux citoyens avertis et prêt à s'impliquer, et ce de quelles que façons de ce soit », tel sont les souhaits de dirigeants comme Mme Vallières, désireuse de voir des changements positifs au sein de sa communauté. ■

PHOTO : FONDATION JEUNESSE DE RICHELIEU



CENTRE D'INTERPRÉTATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

La Montérégie : un laboratoire de DD

En 2000, Le Conseil régional de l'environnement de la Montérégie (CREM) ajoute à sa mission initiale la promotion et la mise en œuvre du vaste projet du développement durable. Devant d'importantes problématiques telles que l'étalement urbain, le déboisement, la préservation des milieux humides, le transport intra-régional ou la sauvegarde de patrimoines régionaux, le CREM met de l'avant les Agendas 21L auprès des municipalités. « Un des premiers défis du DD est la transmission de l'information, la sensibilisation des décideurs et le changement des mentalités, déclare Mme Rousselle, Directrice générale du CREM. C'est surprenant de voir à quel point les gens confondent environnement et DD, tant au Québec qu'en Europe ». Avec les Agendas 21L, le CREM espère harmoniser les prises de décision des acteurs de DD en Montérégie et faire émerger une pensée régionale.

Un Agenda 21L pour revitaliser le noyau villageois de Très-Saint-Rédempteur

PAR MARIE-ÉLAINE GUAY
COLLABORATION SPÉCIALE

Très-Saint-Rédempteur est une petite localité à vocation résidentielle, agricole, équestre et récréo-touristique qui a débuté en janvier dernier sa démarche vers l'adoption d'un Agenda 21L. L'initiative de la directrice générale de la municipalité, Mme Couët, provient du désir ardent de revitaliser le noyau villageois. Au lendemain des célébrations du 125^e anniversaire et de la fusion des paroisses en 2006, «la période était charnière» dit-elle. L'objectif de conserver le patrimoine religieux était un enjeu de premier ordre pour ce territoire dont le village peu fréquenté n'existait qu'à travers quelques bâtiments clés tels qu'une coopérative, un ancien magasin général, une église et un presbytère, et quelques événements ponctuels. La COOP et la municipalité ont alors soumis un projet laboratoire au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire en lien avec l'implantation d'un plan particulier d'urbanisme pour permettre au village situé sur une zone agricole de se développer et de «revivre».

Grâce, entre autres, à l'obtention de subventions publiques du Fonds Vert, la municipalité a pu recourir aux services du CREM pour développer sa «carte de destination» et mettre en action des projets mobilisateurs de DD (projet touristique, services de proximité, reboisement, création de points d'eau, autres), et ainsi être en mesure de tisser des liens sociaux plus solides au sein du territoire qui signale une augmentation de 20% de sa population depuis 2006 grâce à des initiatives telles que la mise sur pied d'un réseau Internet Haute Vitesse par la COOP Csur. La démarche vers l'adoption d'un Agenda 21L fut accueillie très favorablement sur le territoire. L'administration de la ville et le comité de pilotage composé de conseillers municipaux, bénévoles et responsable de la COOP ont été les premiers enrôlés dans l'aventure. Grâce à leur vision, leur pro-activité et la mobilisation de moyens, ils espèrent faire davantage d'événements publics informatifs et rassemblements au village pour permettre les rencontres et les échanges entre citoyens, ce qui s'avère très stimulant pour les acteurs impliqués dans la démarche. Les gens sont enthousiastes et le désir de mobilisation est perceptible, croit Mme Couët.

En provenance de différents milieux, des jeunes familles, des représentants agricoles, des commerçants, des artistes et de simples citoyens-



résidents furent consultés sur différents enjeux reliés au territoire. «Les éléments de perception obtenus auprès des participants servent à dresser un portrait plus juste du territoire et de la communauté dans son ensemble», explique Thomas Gallenne, chargé de projet et urbaniste au CREM. Il est intéressant de voir qu'avec ce processus, des projets émergent et peuvent arriver à mobiliser les gens, et ce, en peu de temps, ce qui constitue un avantage non négligeable des consultations publiques. Mme Couët remarque que le citoyen s'implique davantage lorsqu'il est invité à participer au processus de prise de décision impliquant des projets qui cherchent à améliorer sa qualité de vie et celle de ceux qui cultivent les mêmes valeurs que lui. La sollicitation de l'intérêt commun incite la participation citoyenne et peut provoquer un effet d'entraînement des autres acteurs du DD. «La consultation crée aussi le sentiment d'appartenance» précise la directrice générale qui a observé l'implication de nouveaux résidents dans le projet d'Agenda 21L. D'un autre côté, la mobilisation et la participation des citoyens au DD dépend des gens, de leurs efforts et du temps qu'ils veulent bien y consacrer. L'ignorance, le manque d'intérêt et une vision réduite des problématiques sont des obstacles perceptibles au processus qui demande une communication féroce en provenance des leaders de DD. «Il ne faut pas lâcher, suivre nos objectifs, informer, consulter et écouter les gens, bref, il faut tout faire pour embarquer le plus de monde possible dans notre aventure» déclare l'initiatrice du projet.

Ainsi, pas à pas, Très-Saint-Rédempteur entreprend plusieurs démarches pour arriver à ses fins et pousse ses actions auprès de différents organismes pour s'assurer soutien et financement. La petite ville peut être fière de ses avancées : un vrai laboratoire de DD est en branle! ■

Agenda 21L: Une organisation, des leaders convaincus et un projet mobilisateur

Le CREM

Au Québec, les Agendas 21L se sont majoritairement développés en Montérégie. Pourquoi? Mme Rousselle pose l'hypothèse «d'une culture et d'un esprit peut-être plus éveillés, particulièrement chez certaines têtes dirigeantes des municipalités de la Montérégie, région relativement scolarisée du Québec. Peut-être est-ce un amal-

game de sensibilisation, de vision, d'ouverture, d'attachement profond à des patrimoines bâtis et naturels que les gens veulent préserver». Un sentiment d'appartenance «sous-montérégien» est définitivement palpable. Pour Mme Couët et Mme Vallières, respectivement directrice générale des municipalités de Très-Saint-Rédempteur et de Beloeil, le CREM est à la source du succès des Agendas 21L en Montérégie. Grâce à leur soutien et à l'établissement d'un climat de confiance, des stratégies de DD voient le jour et

peuvent se développer. Les partenariats proposés par le CREM avec des universités, des experts et des organismes communautaires ont fait de certaines villes, tel que Très-Saint-Rédempteur, de réels laboratoires de DD. Contrairement à beaucoup de régions au Québec, «le CREM s'est concentré sur la concertation et l'éducation dans la promotion et l'implantation du DD et la protection de l'environnement. Il a délaissé les projets de terrains au profit des organismes environnementaux locaux», explique sa directrice.



A21L DE SOREL-TRACY

Des leaders visionnaires

Les stratégies de développement durable impliquent la mise en place d'une nouvelle forme de gouvernance très différente de celle actuellement en place au Québec. Elles se butent alors à plusieurs obstacles tels que le manque de connaissance, les craintes envers les processus participatifs, le partage du pouvoir ou la difficulté à mobiliser la population (désillusion face aux politiques). Ainsi, la volonté politique doit être forte et soutenue pour mener à terme un grand projet stratégique de DD tel qu'un Agenda 21L. L'action collective responsable, le développement d'une vision d'avenir commune et partagée, l'application de la pensée transversale ou la sensibilisation continue incite un changement dans la façon de penser du citoyen et des décideurs. Dans les cas observés en Montérégie, les acteurs municipaux impliqués dans l'aventure font du projet leur cheval de bataille. Les initiatives de développement durable en Montérégie, à ne pas confondre avec la simple mobilisation pour l'environnement, sont issues d'un acharnement politique et d'une vision qui se transmettent par des projets mobilisateurs impliquant citoyens et acteurs de DD qui adhèrent à une vision plus globale des enjeux qui les touchent, de près comme de loin.

Un projet mobilisateur pour impliquer le citoyen

Les groupes de discussion et les consultations publiques mettent en valeur la participation citoyenne et le désir d'implication du citoyen dans des projets de DD. Dans le cas de Sorel-Tracy, « il est évident que le citoyen impliqué dans les décisions participe d'une façon plus intéressante et surtout plus active » tranche M^{me} Rousselle. Parce que ce qui mobilise les gens en général, malgré la présence perceptible d'un

sentiment d'appartenance au territoire, « c'est l'aspect environnemental et le « pas dans ma cour » ». Toutefois, le sentiment d'appartenance à une communauté est un vecteur important dans le processus d'adoption d'un Agenda 21L : en fait, « il est essentiel, il est le pouvoir derrière le changement » nous révèle-t-elle. C'est pourquoi les premiers interpellés dans la démarche de l'Agenda 21L sont les volontaires, soit ceux qui sont déjà mobilisés et qui ont l'habitude du volontariat, explique Thomas Gallenne, chargé de projet et urbaniste au CREM. La participation citoyenne dépend aussi de plusieurs facteurs, dont un majeur : le temps. La gouvernance dans une perspective de DD (démocratie participative) doit s'adapter et mettre en place un *bureau du temps*, pour reprendre le concept utilisé par ce dernier qui implique la réorganisation « des rythmes de la ville autour des rythmes des citoyens ». Ainsi, le défi est non seulement de vendre le projet de DD aux citoyens, mais aussi de s'adapter aux réalités quotidiennes de ces derniers pour s'assurer un pourcentage d'implication.

Enjeux de DD et espoirs en Montérégie

Ainsi, les dimensions environnementale, économique et sociale du DD sont interpellées dans les prises de décisions, d'où l'importance de la communication et la consultation. « L'habitude de l'information, de la consultation publique et de la concertation devrait finir par faire comprendre aux citoyens que rien n'est parfait et qu'il faut faire des concessions pour implanter le DD, vivre en meilleure harmonie et ce, avec la santé et avec de meilleures conditions sociales » explique Mme Rousselle. L'intégration de la dimension sociale du DD comme axe d'intervention est aussi un défi qui force les initiateurs d'Agenda 21L à s'intéresser aux enjeux tels que le vieillissement de la population, l'égalité des chances et la reconnais-

sance des acquis, pour ne donner que quelques exemples. C'est un des chevaux de bataille du CREM que de sensibiliser davantage les décideurs à impliquer cette dimension dans leur stratégie de DD.

Des projets porteurs de changements et désireux d'améliorer la qualité de vie des citoyens ont reçu appuis et reconnaissance en Montérégie¹. D'un point de vue environnemental, des agriculteurs de Longueuil aux prises avec des problèmes d'étalement urbain repoussant les terres agricoles et humides ont adopté des pratiques saines telles que la pose de brise-vents et l'application du semis direct. De plus, certains problèmes de déboisement sont en voie d'être résolus à Beloeil et à Très-Saint-Rédempteur grâce aux actions communautaires et municipales de reboisement. D'un point de vue social, des objectifs clairs et chiffrés ainsi que des alternatives (ex : taxis communautaires) face aux problématiques de transport interrégional reliées au vieillissement de la population ont été posés à Beloeil. De son côté, la conservation du patrimoine et la maintenance d'une communauté vivante sont mise de l'avant via l'organisation d'événements publics dans Vieux Beloeil (spectacles) et dans le village de Très-Saint-Rédempteur. Dans la même veine sociale, Sorel-Tracy a consulté les enfants avant d'établir les grandes lignes de la construction d'un terrain de jeu pour enfants, une décision qui va dans le sens du DD. D'un point de vue économique, Sorel-Tracy est en voie de reconvertir l'économie régionale vers le tourisme vert et l'industrie environnementale. Ainsi, pour ne nommer que quelques initiatives prises dans les municipalités de la Montérégie, les signes d'amélioration de la qualité de vie des citoyens et les projets de DD en branle sont encourageants.

Le DD est l'affaire de tous. C'est pourquoi l'adoption d'Agendas 21L en Montérégie est un signe prometteur pour le DD et la cohésion sociale dans cette région. C'est ainsi qu'avec des petits pas encourageants, le grand projet du DD peut espérer progresser et percer comme pensée dominante dans un monde qui doit s'adapter aux nouveaux défis. On peut dire que la mobilisation citoyenne et les projets rassembleurs sont des incontournables dans cette approche stratégique qui promet une qualité de vie meilleure pour tous. ■

¹ À ce sujet, voir Mélanie Chabot (sous la coordination de), « Le côté vert du social », Revue Développement social, vol. 9, no.2, novembre 2008.

² À ce sujet, voir sur le site du CREM : Prix Conscience, en ligne : <http://www.crem.qc.ca/index.php?sr=Prix%20excellence>

Le transport collectif à l'échelle montréalaise

PAR CLAIRE BRAULT

DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DE LA MONTRÉGIE

Le transport joue un rôle majeur dans l'accès aux services, facilite la participation sociale et constitue souvent une condition préalable à l'éducation et à l'emploi¹. Il figure parmi les biens et services essentiels au même titre que la nourriture et le logement.

Domination de la voiture

Que ce soit en milieu rural, en banlieue ou en ville, l'automobile est le mode de déplacement prédominant en Montérégie. Depuis la seconde moitié du 20^e siècle, la popularité croissante de l'automobile s'est faite au détriment du développement du transport collectif. Tel un cercle vicieux, cette popularité a contribué à la création de nouveaux développements résidentiels, toujours plus éloignés des centres urbains, cet étalement



Le transport collectif sur la bonne voie

PAR JULIE LANGEVIN

SERVICE DE TRANSPORT ADAPTÉ ET COLLECTIF DE LA MRC BROME-MISSISQUOI

Brome-Missisquoi est situé à la limite des grandes régions administratives de la Montérégie et des Cantons de l'Est. Son territoire est vaste, voire le plus vaste de la Montérégie. Mais avec une population de 47 209 habitants – dont 32 227 concentrés dans cinq pôles importants – étalée sur 1 552 km², la densité de cette même population reste faible (30 hab./km²). Ainsi, sur ce vaste territoire, l'absence de transport collectif constitue un frein évident au développement local, qu'il soit social ou économique.

La problématique ayant été identifiée par les différents intervenants sociaux et économiques de la région depuis la fin des années 1990, plusieurs projets visant à y remédier ont depuis été lancés. En 2005, la MRC mettait sur pied un projet-pilote qui consistait à utiliser les places disponibles sur les circuits du transport adapté l'Auto-Amie. Or, ce projet ne répondait pas aux besoins puisqu'il était difficile de trouver des jumelages, les transports adaptés étant pour la plupart occasionnels. En 2007, la MRC a donc mis sur pied des circuits réguliers en direction de la ville-centre de Cowansville. Bien que l'ensemble du territoire était desservi et ce, une fois par semaine, ce nouveau service ne répondait toujours pas aux besoins de déplacement d'une bonne partie de la population.

Le colloque régional « Ensemble vers le transport collectif » – qui s'est tenu en avril 2007 et qui a réuni plusieurs intervenants du domaine du transport, des groupes communautaires, des élus municipaux, de même que des représentants d'autres associations de transport collectif du Québec – a permis d'identifier bon nombre de solutions, notamment en regard de la promotion du service auprès de la population et de la bonification de l'offre de service.

C'est ainsi que depuis 2008, la MRC a pris compétence du service de transport adapté. Ayant une vision globale des besoins de son territoire et étant maintenant à la barre du transport adapté et collectif, il est maintenant plus facile pour la MRC de poser des actions concrètes comme l'arrimage des divers services. Désormais, la MRC offre à l'ensemble de sa population des circuits en direction de la ville-centre de Cowansville et ce, du lundi au vendredi, deux fois par jour, qu'il y ait ou non un jumelage avec le transport adapté. Ce service fonctionne sur réservation, de façon à éviter des transports inutiles et ainsi minimiser les coûts. À la fin de 2008, après une dizaine de mois d'opération des circuits, le transport collectif a réalisé plus de 2 000 déplacements. Par ailleurs, la MRC appuie désormais le transport par covoiturage étant membre du « Réseau de covoiturage » opéré par « Covoiturage Montréal inc. ». Cela, c'est sans compter que d'autres projets sont en cours, comme le développement de lignes de transport vers les villes avoisinantes afin de donner accès à divers services : études, recherche d'emploi, etc.

L'amélioration de la desserte en transport collectif sur l'ensemble du territoire de la MRC de Brome-Missisquoi vise plusieurs priorités d'intervention régionales, dont celles qui ont été ciblées par les membres du comité des partenaires de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale; on pense à la lutte au décrochage social et scolaire, par exemple, ou à l'accès aux services. Pas étonnant donc que la MRC Brome-Missisquoi puisse compter sur des appuis de taille dans sa communauté, notamment celui de la CDC, le CAR et le Cégep de Granby, pour ne nommer que ceux-ci. Ces appuis démontrent combien cette initiative est rassembleuse pour notre milieu. ■

Le transport collectif dans l'agglomération de Longueuil : six enjeux incontournables

PAR VALÉRIE GAGNIER

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRANSPORT
DE LA VILLE DE LONGUEUIL

L'agglomération de Longueuil couvre une superficie de 275 km² et comprend une population de près de 390 000 personnes, ce qui en fait la troisième en importance au Québec. Située sur la rive sud du Saint-Laurent, l'agglomération est l'une des principales composantes de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). L'agglomération de Montréal, la ville de Laval et 70 autres municipalités complètent le territoire de la CMM pour une population totale de 3,8 millions de personnes.

L'agglomération dispose d'un service de transport collectif dispensé localement par le Réseau de transport de Longueuil (RTL) et, à l'échelle métropolitaine, par l'Agence métropolitaine de transport (AMT). Reliés à l'île de Montréal par quatre ponts, ses infrastructures et équipements de transport collectif comprennent : une ligne de métro (Ligne 4); une ligne de train de banlieue (Montréal/Mont-Saint-Hilaire); un réseau d'autobus (75 lignes d'autobus, 12 lignes de taxis collectifs, 47 lignes de transport scolaire); des voies réservées (25,6 km dont la plus importante est située sur le pont Champlain); cinq terminus sur son territoire (Brossard-Panama, Brossard-Chevrier, De Montarville, De Montagne et Longueuil); huit stationnements incitatifs (comportant au total 6 571 places).

Les grands axes de déplacement en transport collectif mènent principalement au centre-ville de Montréal via la voie réservée du pont Champlain (16 400 déplacements quotidiens); via le terminus Longueuil, avec la station de métro Longueuil - Université-de-Sherbrooke (17 600) et via la gare centrale par le train de banlieue (3 100).

Six principaux enjeux, tous issus du Plan stratégique 2003-2013 du Réseau de transport de Longueuil, se dégagent en matière de transport collectif. Compte tenu que les tendances lourdes observées par le ministère des Transports du Québec en ce qui a trait au transport collectif sont plutôt défavorables, le premier enjeu consiste à tout mettre en œuvre pour en maintenir la part modale. Considérant que les déplacements de Longueuil vers Montréal pour la période de pointe du matin représentent une part de 94 % en transport collectif et de 84 % en transport automobile, le second enjeu repose sur la nécessité d'améliorer les liens interrives et d'en assurer la fiabilité. À ce chapitre, il est impératif de réaliser un mode de transport lourd (SLR) dans l'axe du pont

Champlain, plutôt que de maintenir le lien fragile actuel que constitue une voie réservée aux autobus à contresens, et aussi de prolonger la Ligne 4 du métro, mise en opération il y a déjà plus de quatre décennies.

Un autre enjeu consiste à mieux desservir la population interne de l'agglomération vers les principaux pôles d'activités. Pour ce faire, on doit faciliter les liaisons nord-sud, de Boucherville à Brossard en provenance des boulevards De Montagne, Jacques-Cartier et Taschereau, et limiter les impacts de la forte barrière physique que constituent la double emprise de la voie ferrée du CN et la route 116 qui sépare l'agglomération en son centre géographique. Les liaisons internes sur le territoire de l'agglomération sont en constante évolution alors que les lignes d'autobus desservent plutôt les liaisons est-ouest (Montréal/Rive-sud) via les terminus Brossard-Panama, Centre-ville ou Longueuil.

Toutes les études de perspectives de population pour l'ensemble du Québec le confirment, et l'agglomération de Longueuil n'y fait pas exception, notre population est vieillissante. Un autre enjeu est donc celui d'adapter les services, les infrastructures et les véhicules de transport collectif à ce nouveau profil de clientèle, en ne perdant pas de vue qu'évidemment le transport adapté sera davantage sollicité. Par ailleurs, les relations entre le transport et la planification du territoire sont complexes et réciproques. Les choix urbains déterminent à court terme la demande en transport alors que les réseaux influencent à long terme les choix de localisation. L'arrimage entre la planification du territoire et le transport constitue donc un enjeu majeur dans la recherche de véritables alternatives à l'automobile.

Un dernier enjeu qui, dans une certaine mesure, chapeaute les précédents, est de s'assurer d'un financement stable et approprié pour le transport collectif. Un financement déficient compromet non seulement les efforts déployés pour maintenir le niveau de service actuel, mais également tous les efforts déployés par les différentes autorités organisatrices de transport pour accroître et fidéliser la clientèle aux différents modes de transport collectif.

La grande majorité des autorités organisatrices de transport collectif ont la préoccupation de se doter d'une vision en transport en commun locale et métropolitaine, et l'agglomération de Longueuil n'y échappe pas non plus; elle est d'ailleurs à élaborer son premier Plan de mobilité et de transport. ■

urbain créant ainsi la banlieue². Caractérisée par des zones de grande superficie, à fonction unique (résidentielle, commerciale ou industrielle) et de faible densité, difficile à desservir par le transport collectif, la banlieue incitait donc à l'usage excessif de la voiture³.

Le transport collectif en Montérégie : une mesure trop peu développée

En 2002, le transport en commun couvrait seulement 30 % du territoire montréalais⁴, une part importante de ces services ayant surtout été déve-

loppée en fonction de la desserte vers Montréal⁵. Quant au milieu rural, il reste peu desservi par le transport en commun. Il constitue pourtant 77 % du territoire total de la Montérégie⁶.

Cette prédominance de la voiture (66 %) et l'augmentation constante de son utilisation ont fini par inquiéter la directrice de santé publique de la Montérégie⁷. Car nombreuses en sont les conséquences : difficulté d'accès au transport pour une partie de la population, impacts sur la santé physique

«Un monde à notre mesure» dans la grande région maskoutaine

PAR MICHELINE MARTEL
MRC DES MASKOUTAINS

La MRC des Maskoutains regroupe, sur une vaste superficie de 1310 km², 17 municipalités qui totalisent 82 478 habitants, dont 64 % dans la ville-centre, Saint-Hyacinthe. Sur un si grand territoire, la capacité de déplacement des résidents revêt une importance particulière. C'est pourquoi la MRC œuvre constamment à développer son offre de transport collectif régional, afin d'offrir à la population des moyens de transport efficaces qui répondent à des besoins concrets et contribuer, par le fait même, à contrer la baisse démographique.

C'est ainsi qu'en mars 2006, la MRC a mis sur pied son service de transport collectif régional en offrant les places disponibles dans les véhicules de transport adapté. Ce service offre certaines plages horaires garanties ainsi que des plages optionnelles selon les possibilités. L'utilisation de ce transport par autobus connaît une popularité croissante et s'améliore d'année en année.

Cependant, constatant que les horaires de ce service ne convenaient pas à tous les besoins de la population, particulièrement les étudiants et les travailleurs, la MRC s'est penchée sur cette problématique. Suite à une analyse de la situation, un service de covoiturage a donc été lancé en novembre 2008.

Accessible par l'entremise du site maskovoiturage.com, le service de covoiturage de la MRC constitue un moyen intelligent de se déplacer, autant économique et pratique qu'écologique, en plus de contribuer au développement durable de la région.

Ce nouveau service permettra d'accroître concrètement les possibilités de transport et ainsi de combler plusieurs besoins. Le site a été spécialement configuré selon les demandes de la MRC, afin de fournir à ses utilisateurs un outil facile à utiliser, performant et sécuritaire.

et sociale et impacts sur l'environnement, pour ne nommer que ceux-ci. D'abord, les difficultés liées au transport affectent particulièrement les personnes à faible revenu ou sans emploi, les jeunes, les aînés et les personnes souffrant d'incapacité physique ou mentale. L'absence ou l'insuffisance de moyens de transport peuvent entraîner, entre autres, des difficultés d'accès aux services, de recrutement de la main-d'œuvre non spécialisée, d'isolement et la détérioration de la santé physique et mentale des personnes.

L'utilisation prédominante de la voiture exerce aussi de nombreuses contraintes sur l'environnement naturel. Les secteurs du transport et de l'industrie sont, pratiquement à part égale, responsables de plus des deux tiers des émissions totales de gaz à effet de serre (GES)⁸. Dans la grande région de Montréal en incluant les couronnes nord et sud⁹, la contribution des émissions locales au *smog* est aussi en partie attribuable au trans-



port. Pour utiliser le service et afin d'assurer une meilleure sécurité, les personnes sont tenues de s'inscrire selon les règles d'utilisation prescrites par la MRC. Précisons que les lieux d'embarquement ou de débarquement doivent être situés dans l'une des 17 municipalités du territoire, et ce dans le but de maintenir le caractère régional du service.

Pour compléter le tout, en collaboration avec la CRÉ Montérégie-Est, la MRC réalisera cette année une étude de développement qui permettra d'établir un plan d'action adapté à la réalité des besoins «famille-travail-études» en matière de transport.

Ainsi, la MRC demeure présente et active dans ce secteur-clé pour atteindre l'objectif constant d'offrir «un monde à notre mesure» dans la grande région maskoutaine. ■

port¹⁰. Or, on le sait, les principaux polluants gazeux de l'air¹¹, pour la plupart des GES, contribuent au réchauffement climatique. Mais la pollution de l'air est aussi responsable de nombreux problèmes respiratoires et cardiovasculaires. Elle touche l'ensemble de la population et, de façon plus particulière, les individus vulnérables. Elle peut aussi entraver le développement du système respiratoire des enfants, avec pour résultat des effets préjudiciables persistants sur leur santé respiratoire¹².

Intervenir pour prévenir : accroître l'offre de transport collectif en Montérégie

Le vaste territoire de la Montérégie et la faible densité de population dans certaines zones présentent un défi particulier en ce qui a trait au développement d'un service de transport en commun adéquat pour la population. Or, considérant l'importance du développement du transport collectif comme alternative à la réduction de la pollution atmosphérique, ainsi que

Repenser les transports pour les familles

PAR FRANCE MOREAU, CENTRE 1,2,3 GO!

AVEC LA COLLABORATION D'INITIATIVE 1,2,3 GO! LONGUEUIL ET
DE LA CDC DE LONGUEUIL

Longueuil est riche de ses commerces, de ses institutions publiques et de ses groupes communautaires. Les familles qui les fréquentent apprécient la plus value qu'ajoutent ces organisations à la qualité de leur vie. « *L'accessibilité aux services est indispensable. Et l'accessibilité géographique à ces services, un must!* », affirment des intervenants de l'agglomération de Longueuil.

Après avoir effectué une analyse géomatique qui a démontré que le Réseau de transport de Longueuil (RTL) desservait adéquatement les ressources de l'arrondissement, l'Initiative 1,2,3 GO! Longueuil et son Comité Transport continuent d'innover et s'appliquent à jeter les bases d'un projet-pilote qui permettra aux parents de quartiers ciblés de se véhiculer vers les ressources du milieu. Trouver des moyens de transport adaptés aux besoins des familles, voilà ce qui rallie des parents, des citoyens et des organismes qui ont en commun une quête du changement qui soit à la fois sociale, verte et très contemporaine.

Un ticket pour les familles

Des milliers de jeunes parents ont choisi de s'établir à Longueuil. Dans certains quartiers, on dénombre une forte proportion de familles avec marmots de moins de 6 ans. Il ne faut donc pas s'étonner que plusieurs organisations soient attentives aux réalités des jeunes foyers, notamment en matière de transport. Sensibles à leurs particularités, des collaborations entre organisations ont été établies afin de trouver des solutions répondant aux besoins spécifiques des familles.

Au gré des opportunités, parents, élus, fonctionnaires et professionnels du milieu communautaire se sont regroupés et ont piloté des dossiers

« transport et familles avec tout-petits ». Ces coalitions ont poussé leur réflexion à l'aide d'études, notamment celle réalisée au comité CONPARLE FAMILLE. Les besoins du milieu, les actions menées par ces regroupements et l'expertise qu'ils ont développée ont entre autres servi lors de la rédaction du *Plan de développement social et communautaire de la Ville de Longueuil* (2006) et de la *Politique familiale de Longueuil* (2006) qui ont identifié un volet « accessibilité aux services et transport des jeunes familles » au nombre des enjeux sociaux et communautaires à considérer.

Les avancées en matière de transport adapté aux familles reviennent à différents leaders. Mais toujours, l'Initiative 1,2,3 GO! Longueuil a assuré la continuité. Ainsi, en 2003, l'Initiative et la Table de la Petite Enfance de l'Arrondissement du Vieux-Longueuil déployaient le projet *Du transport pour mes trésors*. En 2005, des parents, soutenus par le CLSC Longueuil-Ouest et par l'Initiative, approchaient le Réseau de transport de Longueuil (RTL) afin que des usagers, accompagnés de bambins, puissent laisser les tout-petits assis dans leurs poussettes, une fois à bord des autobus. Ce projet, appelé Bébés Bus, a d'ailleurs été salué par le Prix *Action municipale et famille*. Printemps 2008, *Poussette et astuces en autobus!* un carnet pratique conçu par et pour des parents en collaboration avec le Centre 1,2,3 GO! et les trois sociétés de transports desservant la région métropolitaine, a été distribué gratuitement sur la Rive-Sud par l'Initiative et le RTL.

La détermination du Comité Transport Longueuil se communique. Du fait de leurs représentations auprès de décideurs, des parents longueillois bénéficient de mesures qui facilitent leurs déplacements. Motivé, le comité mentionne que ses projets futurs s'inscrivent dans la continuité de ce qui les anime: une préoccupation de type « ISO FAMILLE » pour les transports collectifs! ■



son rôle déterminant quant à la santé des individus, la Direction de santé publique a pris divers engagements. Car pour sa directrice, Jocelyne Sauvé, « Il est important de se préoccuper du problème de transport dans la région, de prendre action et de faire des choix durables qui auront un impact favorable sur la santé des générations actuelles et futures¹³ ». C'est ainsi que dans son rapport sur les environnements physiques sains et sécuritaires, elle s'est, en effet, engagée à soutenir les différentes instances de la région concernées par le développement de politiques de transport collectif et actif. Elle appelle les sociétés de transport de la région à mettre en œuvre des alternatives intéressantes et efficaces à l'automobile pour les citoyens. Elle encourage aussi les entreprises privées à faire la promotion du transport actif et du covoiturage et à implanter des programmes incitatifs dans les milieux de travail. Par ailleurs, dans son rapport sur les environnements sociaux solidaires, la Direction de santé publique s'est aussi engagée à promouvoir, auprès de ses partenaires régionaux, l'action sur les déterminants sociaux de la santé, notamment celui du transport. Elle rappelle qu'un système de transport adéquat devrait faciliter l'accès aux services, aux établissements d'enseignement, aux milieux de travail et aux

« Faire route ensemble » : Projet pilote sur le transport collectif dans Vaudreuil-Soulanges

PAR RICHARD DUBOIS

SERVICE DES COMMUNICATIONS DES MUNICIPALITÉS

MEMBRES DE TRANSPORT SOLEIL

C'est en décembre dernier que la MRC de Vaudreuil-Soulanges associée en partenariat avec Transport Soleil, organisme de transport adapté et transporteur officiel mandaté au projet, ont procédé conjointement au lancement officiel d'un projet pilote d'une durée d'un an lié à l'amélioration de l'offre de transport collectif dans Vaudreuil-Soulanges. Issue de vastes consultations et de concertations régionales menées au cours de l'année 2008 auprès des instances politiques, sociales et communautaires du milieu, ce projet pilote vise à mettre à profit l'un des modes de transport existants, le transport adapté, afin d'optimiser l'utilisation de la flotte de véhicules et de répondre à certains besoins de mobilité générale de la part de clientèles spécifiques. Ce service vise donc à assurer la mobilité de la population rurale, des personnes âgées, des jeunes, des personnes à faible revenu, etc., en tenant compte de la capacité limitée de payer de certaines clientèles. Comme l'exprimait le préfet de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, M. Gilles Farand, « Ce service de transport adapté et collectif permet de puiser dans nos ressources existantes en maximisant l'offre. Dernièrement, notre région s'est dotée d'une politique de développement sociale durable. L'un des axes à privilégier implique directement le transport au service de notre collectivité. Notre population souhaite ce virage vers un transport collectif durable ».

Ainsi, les citoyens des 16 municipalités de la MRC membres de Transport Soleil – Hudson, Île-Perrot, Les Cèdres, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Pincourt, Pointe-des-Cascades, Pointe-Fortune, Rigaud, Saint-Clet, Sainte-Marthe, Terrasse-Vaudreuil, Saint-Lazare, Sainte-Justine-de-Newton, Très-Saint-Rédempteur, Vaudreuil-Dorion et Vaudreuil-sur-le-Lac – pourront se prévaloir de cette desserte, moyennant un

coût de 3,50 \$ par aller simple et selon les places disponibles à bord des quatre minibus affectés au projet.

Pour accéder au service, les usagers devront communiquer au moins 24 heures à l'avance auprès du service à la clientèle de Transport Soleil en indiquant leur demande de transport. Après avoir complété un court questionnaire, l'opérateur confirmera alors le trajet selon la disponibilité des places en identifiant un lieu d'embarquement, préalablement désigné dans chacune des municipalités. ■



activités favorisant le développement de saines habitudes de vie (loisirs, marché d'alimentation, etc.), tout en encourageant le transport actif (marche, vélo, etc.) et la réduction de la pollution atmosphérique.

Pour Jocelyne Sauvé, le transport collectif constitue une responsabilité individuelle, mais aussi collective puisque les décideurs des différents paliers de gouvernements, les sociétés de transports et les entreprises de la région ont aussi un rôle important à jouer¹⁴. Et bien que beaucoup reste à faire, la situation évolue. Plusieurs MRC en Montérégie ont récemment réalisé divers projets de transport collectif par la mise en commun de services de transport scolaire ou adapté, le taxibus, le transport collectif intermunicipal, le covoiturage, les mesures incitatives au transport collectif (stationnement incitatif, crédit), l'auto-partage, le transport accompagnement, le transport actif, etc. Des petits pas, mais dans la bonne direction et, surtout, avec le bon moyen de transport! ■

¹ Direction de santé publique (2007). Rapport de la directrice de santé publique 2007 – Pour des communautés en santé : des environnements sociaux solidaires, ASSS de la Montérégie, 56 p.

² Ibid.

³ Ministère des Transports du Québec (2001). Vers un plan de transport de la Montérégie : diagnostic et orientations, (s. l.), 254 p.

⁴ DSP (2007). Op. cit.

⁵ Ministère des Transports du Québec (2001). Op. cit.

⁶ DSP (2007). Op. cit.

⁷ Communiqué « Toujours plus de voitures en Montérégie » Longueuil, le 19 septembre 2006

⁸ N. King et autres (2005). Les impacts du transport sur la santé publique : Rapport synthèse, [s.l.], Direction de santé publique de Montréal, ADRLSSSS Montréal, vol. 8, no 3, octobre, p. 1 – 8.

⁹ La couronne sud de Montréal correspond à environ 71 % de la population montréalaise répartie dans 57 municipalités et une réserve indienne. La Rive-Sud immédiate de Montréal correspond aux territoires de Longueuil (incluant Saint-Hubert, Le Moyne et Greenfield Park), Brossard, Saint-Lambert et Boucherville.

¹⁰ DSP (2006). Rapport de la directrice de santé publique 2006 – Des environnements physiques sains et sécuritaires : éléments clés pour la santé des communautés, ASSS de la Montérégie, 82p.

¹¹ Le Dioxyde de soufre, dioxyde d'azote, monoxyde de carbone, ozone ainsi que les particules fines respirables

¹² DSP (2006). Op. cit.

¹³ DSP (2007). Op. cit.

¹⁴ Communiqué « Toujours plus de voitures en Montérégie », Op. cit.

Lutte contre la pauvreté dans la perspective de l'action territoriale : des enjeux transversaux, des solutions spécifiques, des défis communs

PAR LISE SAINT-GERMAIN
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Les pratiques sociales de lutte contre la pauvreté au Québec se sont beaucoup modifiées en filigrane des transformations des modes d'intervention étatiques, institutionnels et communautaires. Ils renvoient à un changement de paradigme, qu'on le qualifie de nouvelle forme de gouvernance partagée, de partenariat institu-

tionnalisé ou encore de nouveau modèle de développement¹. C'est au tournant des années 1980, devant l'insuffisance des politiques sectorielles de lutte contre la pauvreté, que se sont développés de manière informelle (dans l'action sociale) et formelle (par la mise en place de programmes gouvernementaux) ces nouveaux modes d'inter-

«L'usage parfois ambigu de notions floues et polysémiques comme celles de territoire et de pauvreté, peut parfois faire croire à des acteurs aux intérêts très variés qu'ils entretiennent un apparent consensus sur les cadres de leurs actions collectives tout en autorisant dans le même temps l'investissement de sens bien différents.»

(Barbier et Galatanu, 2004:5)

Le plan de développement social et communautaire de Longueuil

PAR MARYSE DROUIN
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE DE LONGUEUIL

Suite à la grande réorganisation municipale au Québec (2002), les villes fusionnées visées par la loi 170, dont la nouvelle Ville de Longueuil, devaient se doter d'un plan de développement social et communautaire (PDSC).

Ayant eu vent de cette nouvelle disposition législative, le milieu communautaire s'est alors mobilisé sous l'initiative de deux regroupements multisectoriels, soit le Regroupement des organismes communautaires de quatre municipalités (ROC 4M) et la Corporation de développement communautaire de Longueuil (CDC Longueuil). Tout au long de cette démarche, ils en ont seront les piliers. Une première rencontre d'information est demandée au comité de transition qui présidait alors à la création de la nouvelle Ville. Les troupes s'organisent. Tous s'entendent pour dire que ce moment unique permettra de doter le territoire d'une vision commune de développement social et communautaire. Pourquoi une telle action de concertation? Après un bref sondage effectué auprès des membres des différents regroupements, nous sommes à même de constater toutes les inégalités et l'absence de politiques sociales et communautaires dans les villes. Pour certaines municipalités, les organismes communautaires sont vus comme un mal nécessaire. Pour d'autres, ils font partie du tissu social. Certains sont reconnus et soutenus; d'autres sont sans filet. Pourtant, tous ces organismes sont confrontés à des situations de pauvreté et d'exclusion sociale vécues par une partie de la population. Ils travaillent à améliorer la qualité de vie des personnes, à leur donner des moyens de se prendre en main pour changer leur situation. Mais dans certains milieux, cette réalité demeure cachée.

Le mouvement communautaire organise différentes rencontres d'information qui se tiendront en jumelant des arrondissements. Les frontières physiques s'effacent. La fébrilité s'installe. Des enjeux



POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, VILLE DE LONGUEUIL

communs se dessinent. Le 9 avril 2003, une rencontre historique de réflexion est organisée par le milieu communautaire avec le soutien de la Ville de Longueuil. Une centaine de personnes de plusieurs organismes du milieu provenant de tous les arrondissements de la Ville y assistent, ainsi que quelques représentants municipaux. À partir de ce moment, un groupe de travail conjoint est mis sur pied. Il est composé, à part égale, d'élus municipaux, de représentants d'organismes communautaires et de représentants municipaux.

Tout le milieu communautaire s'est donc investi dans cette démarche qui s'est soldée en juin 2005 par l'adoption du Plan de développement social par la Ville de Longueuil. Malheureusement, le démembrement de la Ville, suite au référendum de juin 2004, a eu des répercussions sur sa mise en œuvre. Les représentants municipaux des territoires défusionnés se sont retirés de la démarche. Seule la Ville de Longueuil, maintenant constituée des anciennes villes de Greenfield Park, Le Moyne, Longueuil et Saint-Hubert, a continué d'y travailler. Le plan de développement social et communautaire se relève difficilement. À ce jour, seulement neuf actions et projets ont été réalisés, alors qu'une trentaine sont en cours. Mais l'administration municipale promet que l'année 2009 sera celle du plan de développement social et communautaire. C'est donc à suivre. ■



vention autour de la notion de territorialisation de l'intervention publique et communautaire.

Dans le cadre de ces transformations, s'est déployée la perspective des approches territoriales intégrées. On la retrouve avec quelques nuances dans plusieurs visions du développement: développement social, développement économique communautaire, économie sociale, développement local, développement durable et revitalisation urbaine intégrée. Ces approches visent à la fois à agir sur les capacités des individus, celles des organisations, celles des collectivités et des milieux de vie en même temps. On parle d'approche territoriale parce qu'elles s'ancrent dans des territoires précis, mais on parle aussi d'approches intégrées, c'est-à-dire qui se veulent concertées, intersectorielles, multisectorielles, multiréseaux². Elles incluent tant les acteurs institutionnels, communautaires, publics, que les citoyens directement concernés par les questions de pauvreté. De nouveaux acteurs privés comme les grandes fondations y sont aussi partie prenante et de plus en plus actifs au chapitre des orientations des politiques publiques et des interventions stratégiques territoriales et de concertation.

Si on associe aujourd'hui de plus en plus la lutte contre la pauvreté à la notion d'approche territoriale intégrée (ATI) c'est bien parce que celle-ci reflète, d'une part, le caractère intrinsèque des dynamiques territoriales dans lesquelles elles se déploient et, d'autre part, les modes de gouvernance à partir desquelles elles

Toute une communauté pour soutenir Martin!

PAR GUYLAINE VACHON
CSSS RICHELIEU-YAMASKA

Martin 12 ans, vit à Saint-Jean-Baptiste, un petit village en milieu rural de près de 3 000 habitants. Sa mère et son père travaillent dans une usine d'abatage de volailles et comme les 62 % de la population de cette municipalité âgée entre 35 à 44 ans, ses parents ne détiennent pas de certificat d'études secondaires.

En ce 12 mai 2000, Martin s'embête et il pense à son futur look : jeans, camisole blanche et tête rasée. Il est un « king » puisqu'il a été initié à la drogue lors du débarquement de l'autobus du secondaire. Sa motivation scolaire est assez faible et comme beaucoup de ses amis, il sera dirigé vers des voies alternatives de cheminement pour son secondaire I. La fierté de sa gang: des actes de délinquance entraînant des bris aux propriétés publiques et privées évalués à 10 000 dollars.

La Table sociocommunautaire de Saint-Jean-Baptiste a été instaurée, il y a huit ans, alors que la directrice de l'école primaire de l'Amitié constatait qu'un fort pourcentage des élèves redoublaient. Au même moment en 2001, le CLSC des Patriotes agrandissait son territoire en accueillant la municipalité de Saint-Jean-Baptiste, la plus défavorisée de ses douze municipalités.

L'organisatrice communautaire du CLSC et la directrice de l'école ont identifié des besoins et ont entrepris de sensibiliser les organismes siégeant à l'extérieur de Saint-Jean-Baptiste à venir se mobiliser pour trouver des solutions aux problèmes des jeunes.

La municipalité et quatorze organismes de la région des Patriotes se sont mobilisés depuis 2001 afin de créer un réseau de soutien pour la communauté de Saint-Jean-Baptiste. Les membres de la Table sociocommunautaire de Saint-Jean-Baptiste ont fait le bilan des différentes problématiques du milieu et ont trouvé des actions en réponse aux besoins des jeunes et des familles.

La prévention des dépendances, du décrochage scolaire et de la violence est au cœur des préoccupations. On s'entend pour commencer par les plus jeunes, l'important étant d'agir dès la petite enfance et le primaire afin de faire vivre tôt, dans la vie d'un enfant et de ses parents, l'expérience du succès. Le continuum de services est analysé : besoins de base, services offerts et ressources disponibles. Le constat est préoccupant et en même temps motivant.

En agissant sur les conditions environnementales, sociales, culturelles et politiques, les jeunes de Saint-Jean-Baptiste ont maintenant les opportunités de développer leur estime de soi *via* des loisirs et du sport. La stimulation et le dépistage des jeunes enfants depuis l'arrivée du Centre de la Petite Enfance préparent ceux-ci à une meilleure intégration scolaire. Les nouveaux services offerts à la population ont grandement amélioré le climat dans la cour d'école, le sentiment d'appartenance et la réussite scolaire des jeunes.

La mobilisation de la communauté de Saint-Jean-Baptiste s'appuie maintenant sur le sentiment d'appartenance et sa force de se prendre en main. Le développement économique de la ville est maintenant en meilleure santé avec le nouveau projet de construction domiciliaire. Les nouvelles familles arrivent à Saint-Jean-Baptiste en constatant la qualité de leur école, des loisirs et des services pour les petits. L'engagement des différents acteurs et la teneur de leur implication tant au plan des ressources humaines que financières, ont permis des actions concrètes porteuses de résultats tangibles.

Martin a maintenant 20 ans. Il ne s'embête plus, il rêve de devenir mécanicien. Il vient de s'inscrire au tout nouveau service d'éducation des adultes. ■

se construisent. Ainsi plusieurs notions clés y sont associées: partenariat, concertation, mobilisation, communauté, intersectorialité, stratégie de gouvernance, actions locales. Ces approches ont induit un changement de paradigme dans notre manière d'appréhender

les problèmes de pauvreté et dans notre manière de les solutionner. N'appartiennent plus à un seul groupe d'acteurs, le discours et l'action sur les problèmes de pauvreté. Les acteurs nouveaux qui sont dorénavant entrés dans l'arène (fondations, entreprises, secteur parapublic, élus locaux)

Un premier plan régional de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale pour la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

PAR ÉRIC CORBEIL

CRÉ VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT

La Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (CRÉ) lançait, le 3 février dernier, son tout premier plan régional de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, issu d'une étroite collaboration avec le Forum jeunesse Vallée-du-Haut-Saint-Laurent et les membres de sa Commission de Développement social, Égalité et Cohésion, instance consultative au sein de la CRÉ.

La priorité d'action retenue par la CRÉ sera de soutenir des interventions locales et régionales liées à la mobilisation des communautés. À cette fin, l'Approche territoriale intégrée (ATI) a été choisie en tant que moyen privilégié pour atteindre les objectifs régionaux, puisqu'elle vise l'engagement de tous les groupes de la société pour faire reculer la pauvreté et favoriser l'inclusion de l'ensemble de la population.

On souligne à la CRÉ que cette démarche agit tel un complément aux autres initiatives sur le territoire. Elle exige l'implication des élus et de tous les acteurs socioéconomiques, mais surtout des citoyens qui composent la communauté. Selon les responsables de la démarche ATI, il s'agit d'une excellente opportunité de se doter d'outils pour combattre la pauvreté partout dans la région en agissant localement.

Les objectifs de l'ATI visent à renforcer les communautés vulnérables et à améliorer les conditions de vie de leurs citoyens, notamment chez les jeunes de 35 ans et moins. Le Forum jeunesse a tenu à se

joindre à l'aventure, justement parce que celle-ci place l'individu au cœur de l'amélioration de ses propres conditions de vie. Dès avril, l'ensemble des MRC devrait avoir déposé leur projet jeunesse et déjà, les initiatives mises de l'avant permettent de croire que les réalisations seront porteuses de changements positifs pour les jeunes desservis par le Forum jeunesse sur le territoire.

Suite à l'analyse de la situation actuelle et d'une tournée auprès des cinq MRC de la région, quatre priorités régionales ont été dégagées : le transport collectif, le logement social, la sécurité alimentaire et le capital social. On insiste pour dire à la CRÉ qu'il revient à chaque comité territorial en développement social, dans chacune des MRC, d'identifier les projets et les promoteurs les plus urgents à soutenir pour chacun de leur territoire. À la *Commission de Développement social, Égalité et Cohésion*, on souligne en gras le vœu de ne pas recommencer le travail qui a déjà été effectué localement.

La présente démarche de lutte à la pauvreté a été mise de l'avant par la CRÉ suite à la conclusion d'une entente administrative entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la Direction de la Santé publique de l'Agence de la Santé et des Services sociaux de la Montérégie et le Forum Jeunesse de la VHSL. Elle permettra ainsi à la communauté de répondre à des besoins tant locaux que régionaux, de renforcer ses capacités communautaires et d'acquiescer un contrôle sur ses conditions de vie. ■

entrent en relation avec les acteurs plus traditionnellement voués aux questions de lutte contre la pauvreté (communautaires, institutionnels), dans des dynamiques qui obligent à revisiter les frontières entre l'action publique et privée³.

Ces nouvelles dynamiques soulèvent plusieurs niveaux de complexité et d'enjeux de l'action territorialisée, surtout quand elle concerne la mise en œuvre des solutions pour lutter contre la pauvreté : l'arrimage entre la diversité des représentations sociales concernant la notion de territoire (vécu, administratif, physique, social, symbolique); l'arrimage entre des conceptions très différenciées de la pauvreté (pauvreté sociale, pauvreté territoriale, pauvreté économique et matérielle, pauvreté en emploi, pauvreté hors emploi, etc.) selon que l'on vit dans une région ou une autre, voire même dans une région spécifique d'une grande région; l'arrimage entre les logiques d'intervention publique, communautaire, institutionnelle (logique de droit, d'insertion, logique de gouvernance, logique de normalisation, logique de participation) l'arrimage entre les multiples visions du développement territorial et les priorités d'intervention qui y sont associées au travers les modes, les



priorités et les enjeux de gouvernance (développement intégré, durable, social, communautaire, économique).

Ces multiples niveaux font parfois contorsion à la mise en place d'interventions visant la lutte

contre la pauvreté. Par exemple, arrimer les différents territoires administratifs des institutions peut parfois s'avérer un défi de taille pour développer un projet en sécurité alimentaire, ou régler un problème de transport. D'abord parce

La Table des partenaires communautaires en développement social du Bassin de Chambly

PAR MAUD EMMANUELLE LABESSE
COMITÉ DE RÉDACTION

Qui a dit que l'efficience devait être le fruit d'une longue expérience? La Table des partenaires communautaires en développement social du Bassin de Chambly démontre habilement qu'on fait beaucoup en peu de temps avec une vision, de la solidarité, de la détermination et... des têtes dirigeantes.

Décidemment, les projets de cette Table ne sont pas à la remorque de longs processus administratifs. Non seulement réunit-elle les secteurs communautaire, de l'emploi, de la santé, du logement, de l'éducation et de la politique municipale, provinciale et fédérale, mais chacun d'entre eux est bien représenté. De fait, les membres de la table ont un pouvoir décisionnel qui donne une portée surprenante à la concertation qui s'y déploie.

L'aventure a commencé lorsque Michel Martel, directeur d'un organisme communautaire, a proposé à des collègues d'amorcer une réflexion collective sur le développement du territoire afin de s'arrimer les uns aux autres pour éviter de dédoubler les actions et de dissiper ainsi les ressources disponibles.

Ces nouveaux alliés ont ensuite présenté à Denis Lavoie, maire de Chambly, un diagnostic minutieux de la situation de pauvreté et d'exclusion sociale dans la population du Bassin de Chambly. Le maire s'est immédiatement senti interpellé : « Comme pouvoir public, mon rôle est d'écouter les demandes et d'accompagner mes concitoyens dans leurs démarches pour y répondre. Quand j'ai vu le milieu mobilisé, je me suis engagé à aller chercher d'autres pouvoirs politiques. J'ai alors persuadé les sept autres maires des municipalités des secteurs du Bassin de Chambly et hors Bassin de Chambly, le directeur du Centre de santé et de services sociaux (CSSS), la présidente de la Commission scolaire, le directeur du Centre local d'emploi (CLE) et ainsi de suite. »

Au bout de deux ans d'orchestration, la table de concertation a vu le jour en février 2008. « Aujourd'hui, ça fonctionne très bien. On fait confiance à l'expertise des gens du milieu qui repèrent les besoins et notre rôle à nous, les élus, c'est de dénicher des fonds pour les supporter », s'enthousiasme Denis Lavoie. Les voix s'élevant du terrain se rendent directement aux oreilles des élus sans avoir le temps de devenir diffuses. « Les élus n'ont pas de temps à perdre alors s'ils sont assis à cette Table, c'est pour prendre des décisions! », assure Michel Martel.

De plus, grâce à une formule démocratique originale, les citoyens ne sont pas exclus de l'assemblée générale de la Table. En effet, en étant membres des conseils d'administration des organismes communautaires participants, les citoyens peuvent se faire élire à la Table. Du coup, ils y acquièrent un droit de vote, au même titre que les membres présents à titre professionnel.

La Table adoptera sous peu son plan d'action d'une durée de trois ans. Issues d'un consensus de tous les organismes communautaires, les priorités ciblées par le plan engageant chacun d'entre eux au même degré même si ces dernières ne sont pas de leur ressort. « Le choix des projets défendus se fait collectivement de sorte que les membres en sont solidaires même si ce n'était pas leur position de départ », explique Denis Lavoie.

Et quelles sont ces priorités? La consolidation de l'offre de services, l'appauvrissement et l'exclusion sociale, l'entraide alimentaire, le soutien aux femmes et aux hommes en difficulté, le soutien à la famille et à l'enfance, le décrochage scolaire, les personnes handicapées, l'emploi, le transport collectif, la toxicomanie et le logement social. Plusieurs projets sont déjà en gestation, notamment une clinique jeunesse et un nouveau trajet de transport collectif. Tout bien considéré, on peut dire qu'il y a véritablement une ligne de partage entre le secteur du Bassin de Chambly et le secteur hors Bassin de Chambly... ■

que ces interventions impliquent plusieurs institutions et ministères, il est parfois difficile de faire converger ces différents territoires administratifs. Le CSSS, la Commission scolaire, Santé Canada, Emploi Québec, non seulement n'agissent pas sur les mêmes territoires administratifs et géographiques mais ils ont des objectifs, finalités et priorités populationnelles bien différents. S'ajoutent à cela, les territoires des organismes communautaires, ceux des élus et puis les citoyens, pour qui tous ces territoires ne font pas vraiment sens à leurs besoins et à leur sentiment d'appartenance; nous voilà avec un tableau d'une complexité désarmante. Bien que ces problématiques (sécurité alimentaire et transport) soient transversales, qu'on les retrouve partout au Québec, dans toutes les régions, les solutions qui sont mises de l'avant sont bien différentes d'un territoire à l'autre, selon que le leadership est porté par un acteur ou un autre (institution, ville, fon-

dations, groupe communautaire), selon le type de concertation et la dynamique partenariale entre les divers secteurs, selon les traditions qui sont privilégiées dans les logiques d'action territoriales (entrepreneuriale, services de proximité, logique de droits et de revendication, etc.) selon la dynamique intrarégionale (répartition des ressources, pôle de gouvernance, attraction économique, etc.). Les solutions ne pourront pas être les mêmes si le besoin se présente dans une région éloignée, dans une petite ville ou dans un quartier urbain à forte densité de population. Ainsi, dans un milieu donné, la solution au problème de sécurité alimentaire passera par la mise en place d'une épicerie communautaire et, pour un autre milieu, par la sensibilisation aux saines habitudes de vie et le développement de services de proximité, alors que là où il existe davantage de ressources, la solution sera celle d'une gestion concertée de la distribution alimentaire.

C'est dans l'espace des interfaces entre ces différents mondes, entre toutes ces logiques, dans des territoires donnés qui ont leur propre histoire, que se construisent des solutions nouvelles et novatrices. Ces interstices sont aussi des occasions de médiation entre les différentes logiques d'action qui permettent l'espace d'innovation pour produire l'action. Que ce soit dans un projet de sécurité alimentaire, un plan de revitalisation urbaine, une stratégie pour lutter contre le décrochage social ou scolaire, un plan de mobilisation des familles, un projet qui vise l'équité entre hommes et femmes, il y aura dans le cadre d'une stratégie concertée de lutte contre la pauvreté la rencontre des interfaces. Cette rencontre pose le défi de sortir de sa propre logique pour conjuguer avec celle des autres, de passer du discours intersectoriel à une approche concrète de mise en œuvre. Dans cette perspective, les acteurs sont confrontés à leur propre perspective et position. Comment

L'agglomération de Longueuil à l'heure de la revitalisation urbaine intégrée

PAR PIERRE MONTREUIL
VILLE DE LONGUEUIL

L'agglomération de Longueuil, de concert avec des partenaires ministériels (le ministère des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation du territoire), institutionnels, communautaires et socioéconomique, a amorcé une démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI). La formule est à la fois simple et complexe. Simple dans sa forme : diagnostic, plan d'action, participation citoyenne, mise en œuvre; extrêmement complexe dans les contenus : dévitalisation, pauvreté, exclusion sociale, infrastructures vieillissantes, etc. Une entente de partenariat d'une durée de 3 ans a été conclue en mars 2008 dont l'une des composantes majeure est l'identification d'un territoire d'intervention présentant des signes tangibles de dévitalisation. Mais voilà, le territoire dévitalisé est trop grand, surtout trop peuplé (plus de 130 000 personnes). On pourrait sans doute mettre au point une stratégie de revitalisation urbaine, mais sa mise en œuvre poserait de colossales difficultés logistiques et financières. Il faut donc subdiviser ce territoire et faire des choix.

Le territoire en question compte 11 subdivisions naturelles relativement fortes et structurées. Pour ce qui est de l'implication du milieu et de la participation citoyenne, pas question de réinventer la roue. Vingt-huit (28) tables de concertation sectorielles et intersectorielles œuvrent sur le territoire, ce qui constituent une provision d'expertises plus que suffisante pour nourrir à satiété une réflexion sur la revitalisation d'un milieu.

Mais comment choisir? Deux paramètres ont été retenus par l'agglomération et ses partenaires : l'état de dévitalisation des 11 territoires – en quelque sorte les besoins – et la capacité des communautés locales de s'engager efficacement dans une démarche de RUI. L'analyse des données statistiques a permis de saisir des différences entre les territoires, mais force est de reconnaître qu'à une ou deux exceptions près, ce qui différencie les territoires les uns des autres relève de la nuance. Tous les milieux identifiés sont porteurs de problématiques sociales et économiques difficiles, voire inquiétantes, qui perdurent – dans certains cas depuis plusieurs décennies. Il est toutefois important de mentionner que certains milieux ont bénéficié d'investissements structurants au cours des dernières années et il en fut tenu compte.



UNE ZONE DU RUI DE LONGUEUIL

À ces réalités statistiques s'ajoute la petite histoire, porteuse de crises identitaires comme à Le Moyne, ville fusionnée à St-Lambert puis « *défusionnée* » et « *refusionnée* », par choix cette fois, à Longueuil au début des années 2000. S'ajoutent aussi certaines transformations en profondeur de la société québécoise, comme la présence de plus en plus significative des nouveaux arrivants qui ont refaçonné certains milieux.

Une démarche de RUI s'étend généralement sur une période de dix ans, parfois cinq. La réaliser dans un délai de trois ans suppose des acteurs locaux déjà mobilisés ou facilement mobilisables, un leadership reconnu et une volonté politique claire. Les territoires retenus se distinguent par une infrastructure communautaire vigoureuse, par la présence de leaders naturels établis, par l'action d'hommes et de femmes politiques convaincus, donc convaincants, de la pertinence de la RUI; le tout selon un dosage qui, inévitablement, varie d'un territoire à l'autre. Bref, des paramètres et un dosage qui contribuent à forger les identités locales. ■

se définissent-ils? Dans la croisée des logiques, le défi est de passer d'un modèle intersectoriel à un modèle d'action transversale. Dans cette perspective, il s'avère judicieux de définir sa position comme acteur. Comment se définit-on? Des fournisseurs de services, des bâtisseurs, des agents de développement, des mobilisateurs? Quelle culture l'action? Entrepreneuriale, innovation, service, droits sociaux?

L'enjeu est-il d'autant plus grand pour les personnes qui vivent les situations de pauvreté? Quelle position occupent-elles dans cet échiquier? Quels choix possibles pour elles?

Comment s'assurer de leur réelle participation à la mise en œuvre des actions qui les concernent directement par les stratégies orchestrées collectivement? C'est pourquoi il apparaît important que ce type d'approche conduise le plus près possible à un type de leadership partagé, où les acteurs du terrain qui ont la plus grande proximité avec les personnes en situation de pauvreté participent au processus d'orientation et de planification des actions territoriales de lutte contre la pauvreté, de manière à produire une réciprocité des influences⁴ et ainsi participer non seulement à la coproduction de l'action mais aussi coproduction du sens, de la stratégie

et de l'orientation. Il en va d'une meilleure distribution des opportunités d'accès au bien-être. Pour développer la capacité des personnes de prendre du pouvoir sur leur condition de vie, il faut leur en donner la « *capabilité* », c'est-à-dire, la capacité réelle de choisir ce qui est bon pour leur bien-être⁵. Le défi est dans la capacité collective de gérer les tensions et les conflits et de les transformer en nouvelles actions, solutions et innovations sans tomber dans le piège du localisme et en réinvestissant la réflexion sur la notion de responsabilité publique dans la lutte contre la pauvreté⁶.

➡ p.57

Lutte à la pauvreté : La concertation pour orienter l'action !

PAR CLAIRE MAILHOT
CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ) MONTÉRÉGIE EST

Depuis un an, la CRÉ Montérégie Est mobilise le milieu afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur son territoire. En effet, issue de la volonté des partenaires socioéconomiques, cette concertation intersectorielle découle de l'entente régionale portant sur l'approche territoriale intégrée (ATI), laquelle vise à mobiliser les ressources régionales disponibles en soutien à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Pour assurer le bon fonctionnement de la démarche ATI, deux comités ont été mis en place par la CRÉ Montérégie Est. D'abord, un comité de gestion dont le rôle est de veiller au volet administratif de l'entente. Il est composé des six organismes signataires de l'entente, soit la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Montérégie Est, l'Agence d'Emploi-Québec, la Direction de la santé publique de la Montérégie, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), la Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu-Rouville et le Forum jeunesse Montérégie Est.

Puis, un comité des partenaires de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dont les membres, en plus d'être mandatés pour faire le lien avec les concertations locales dans les neuf territoires de MRC, agissent comme spécialistes du terrain dans l'élaboration des travaux. Il est composé des membres du comité de gestion, mais aussi de plusieurs représentants sociocommunautaires du milieu. On y retrouve ainsi les organismes qui

côtoient les personnes vulnérables, les centres de santé et de services sociaux (CSSS), les corporations de développement communautaire (CDC), ainsi que la Table régionale des organismes communautaires en santé et services sociaux (TROC-M).

Au cours de la première année, les travaux ont permis l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'action régional 2008-2011 qui a pour but de soutenir le développement de conditions de vie équitables pour l'ensemble de la population de la Montérégie Est. De ce plan, le comité a identifié six priorités d'intervention régionales : le décrochage social et scolaire, le logement, le transport, la sécurité alimentaire, l'emploi et l'accès aux services.

Ces priorités régionales ont servi à identifier les paramètres d'un appel de projets ciblés. Une enveloppe financière de 250 000 \$ a été rendue disponible afin de soutenir des projets concertés de lutte contre la pauvreté et l'exclusion issus des concertations locales. Cet appel de projets est présentement en cours sur le territoire.

Jusqu'à présent, les travaux ont permis de définir le besoin, soit : le « qui », le « quoi » et le « où ». Nous sommes actuellement à finaliser le « pourquoi » des priorités et le « comment » en identifiant des pistes d'actions ainsi que les collaborations souhaitées, notamment avec les municipalités. Ceci permettra d'accroître la cohérence de l'action et d'apporter des solutions innovantes aux problèmes complexes liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale en Montérégie Est. ■



← p.56

Pour en savoir plus :

Éric Cédiey (2004). « Action positive et approche intégrée, deux approches opposées? ». Les cahiers du CRDSU, no 39. Hiver 2003-2004.

Christian Jetté (2008). *Les organismes communautaires et la transformation de l'État providence- Trois décennies de construction des politiques publiques dans le domaine de la santé et des services sociaux*. Collection Pratiques et politiques sociales. PUQ. 422 pages.

Pierre-Joseph Ulysse, Lise St-Germain, F. Lesemann (2007). *Initiatives locales de lutte contre la pauvreté par le développement social intégré*. Pour le compte du Réseau québécois en développement social. Groupe interdisciplinaire de recherche sur emploi, pauvreté et protection sociale (GIREPS- UDM), Groupe de recherche sur les transformations du travail, des âges et des politiques sociales (TRANSPOL-INRS). Montréal. 198 pages.

Pierre-Joseph Ulysse et F. Lesemann (2007). *Lutte contre la pauvreté, territorialité et développement social intégré, Le cas de Trois-Rivières, Ste-Foy, PUQ*, 168 p. ■

¹ Benoit Lévesque (2007). *La gouvernance partagée et un partenariat institutionnalisé pour la prise en charge des services d'intérêt général*. Cahier du CRISES. Collection « Études théoriques » no ET0701. 33 pages.

² Gérard Divay, PJ Hamel, Rose Damaris, Anne-Marie Séguin, Gilles Sénécal (2004). *Projet pilote de revitalisation urbaine intégrée*. Démarche d'évaluation. 249 pages.

³ Pierre-Joseph Ulysse (2008). *Lutte contre la pauvreté et mobilisation territoriale. Les défis de l'action concertée*, ACFAS, 2008. 23 pages.

⁴ Pierre-Joseph Ulysse (2008). *op. cit.*

⁵ Sen Amartya (1999). *Repenser les inégalités*. Paris, Seuil, 280 pages.

⁶ Pierre-Joseph Ulysse (2008). *op. cit.*

« L'économie sociale m'apparaît comme un secteur où les entreprises fonctionnent selon plusieurs des principes mis de l'avant pour favoriser un développement durable. »

Entretien avec Nathalie Normandeau, vice-première ministre et ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

PAR **DANIÈLE AVELINE**
COMITÉ DE RÉDACTION

Le 2 novembre dernier, la vice-première ministre et ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, Nathalie Normandeau, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exploitation, Raymond Bachand et le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes et des Affaires autochtones, Benoît Pelletier, présentaient le Plan d'action gouvernemental *Économie sociale, pour des communautés plus solidaires*. Au moment de son lancement, la ministre Normandeau affirmait que dans le contexte présent de perturbation des marchés financiers, ce type d'économie est de plus en plus pertinent de par sa stabilité et sa durabilité; d'où l'importance de mieux la soutenir. *Développement social* a souhaité en savoir plus.

Développement social: Le gouvernement rendait public, en novembre 2008, le Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif. En tant que ministre responsable des régions et responsable de la coordination des interventions gouvernementales en matière d'économie sociale, comment pensez-vous que ce plan pourra donner aux acteurs du milieu des moyens concrets et adaptés à leur réalité afin d'accroître le dynamisme des régions?

Nathalie Normandeau: Dans un premier temps, il faut souligner toute l'importance des activités du secteur de l'économie sociale: au Québec, c'est 7 000 entreprises, 125 000 emplois et des retombées annuelles de plus de 17 milliards \$. Il importe donc de reconnaître la contribution de ce réseau à notre richesse collective et le *Plan d'action pour l'entrepreneuriat collectif* – qui est le résultat d'efforts concertés de neuf ministères à vocation économique et sociale – offre les moyens de poursuivre l'effort de nos partenaires sur le terrain pour répondre aux divers besoins des communautés.

D'abord, le plan d'action inclut la mise en place d'un groupe de travail prospectif sur l'économie sociale de demain pour le Québec. Ce groupe, composé des principaux intervenants gouvernementaux ainsi que des principaux acteurs et représentants du secteur, aura comme mandat d'identifier les pistes les plus opportunes de développement de l'économie sociale québécoise. Le développement de l'économie sociale pourrait passer, notamment, par des politiques d'achat préférentiel dans les administrations publiques et les municipalités par exemple. La mise en place de telles politiques pourrait favoriser le développement de marchés, ce qui pourrait générer le démarrage de nouvelles entreprises appelées à répondre à ces besoins nouveaux.



Par ailleurs, ce plan a rendu disponible une enveloppe de 16,7 millions \$ pour mettre de l'avant des actions qui soutiennent la mise en réseau des entreprises

d'économie sociale, des actions stratégiques en appui au développement de ces entreprises et des mesures particulières pour leur développement en région. Afin que ces actions soient adaptées aux réalités locales, un rôle accru sera donné aux acteurs locaux que sont les Conférences régionales des élus (CRÉ) et les Pôles régionaux d'économie sociale. Ce sont eux qui verront à la mise en œuvre des projets dans chacune des régions, et ce, par la conclusion d'ententes spécifiques. Car, c'est en agissant dans le respect des spécificités des régions et en s'adaptant aux priorités régionales que nous contribuerons à structurer davantage le secteur de l'économie sociale dans l'ensemble du Québec.

DS: Quels liens ces Pôles régionaux d'économie sociale auront-ils avec les Conférences régionales des élus?

NN: Dans la plupart des régions, les Pôles régionaux d'économie sociale ont déjà des liens étroits avec les CRÉ. Ces dernières seront signataires de la plupart des ententes de partenariat qui auront été signées entre les conseils régionaux d'économie sociale et le Chantier de l'économie sociale.

Les CRÉ seront donc les pivots des ententes spécifiques en économie sociale, la concertation des partenaires étant l'un de leurs principaux mandats. Chacune recevra une enveloppe de 50 000 \$ qui devra servir à accroître le soutien à l'action des pôles pour optimiser leurs actions de mise en réseau des entreprises d'économie sociale.

Les partenaires régionaux et locaux qui le désirent pourront participer eux aussi à cette entente pour contribuer à l'atteinte d'objectifs en matière de développement de l'économie sociale dans leur région.

DS: Les municipalités constituent-elles des partenaires pouvant jouer un rôle pour favoriser l'émergence d'entreprises d'économie sociale?

NN: Par la création des CRÉ, les élus municipaux se sont retrouvés au cœur de la planification du développement régional et de la concertation des acteurs régionaux. Et le projet d'autonomie régionale et municipale que



nous avons mis en place depuis 2004 – en transférant la responsabilité du développement local et du soutien à l'entrepreneuriat aux MRC qui doivent l'exercer par l'entremise d'un CLD – a aussi permis d'accorder un rôle accru aux élus locaux dans le développement de leur communauté.

Les municipalités peuvent prendre des mesures visant à favoriser le développement économique local selon la *Loi sur les compétences municipales*. Ainsi, elles contribuent annuellement au soutien du CLD, qui relève de la MRC, dont le mandat vise notamment le démarrage et le soutien d'entreprises d'économie sociale. Cela, c'est sans compter que les municipalités peuvent se tourner vers les entreprises d'économie sociale, qu'il s'agisse de coopératives ou d'organismes sans but lucratif, pour l'achat de biens et de services.

DS : À votre avis, existe-t-il des différences importantes dans le potentiel de développement des entreprises d'économie sociale qu'elles soient en milieu urbain ou en milieu rural?

NN : De par sa définition et ses caractéristiques, une entreprise d'économie sociale est mise sur pied pour répondre à un besoin d'une communauté ou d'un quartier et elle est le résultat d'une prise en charge collective en réponse à ce besoin. Que l'entreprise d'économie sociale soit située en milieu urbain ou rural, sa vocation reste la même : répondre à un besoin de sa communauté et favoriser la participation citoyenne. Ceci dit, il est clair que les caractéristiques du milieu, par exemple la densité de population et l'étendue du territoire, sont très différentes en milieu rural et en milieu urbain et que ces caractéristiques conditionnent les besoins des communautés qui y vivent, besoins auxquels les entreprises d'économie sociale visent à répondre avec l'adaptation requise. C'est d'ailleurs là une de leur grande force, cette capacité de s'adapter.

DS : Pensez-vous que le secteur de l'économie sociale peut contribuer à contrer les effets néfastes de la crise économique?

NN : Le Plan d'action pour l'entrepreneuriat collectif s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale du gouvernement du Québec pour faire face aux effets potentiels du ralentissement de l'économie mondiale. Celui-ci provoque des fermetures d'entreprises, des pertes d'emplois, et l'accès à certains biens et services pourrait s'avérer plus difficile pour un certain nombre de Québécois. Dans ce contexte, les entreprises regroupées au

sein de ces secteurs peuvent concourir à améliorer la qualité de vie des communautés puisqu'elles rendent disponibles des biens et des services importants pour le développement des communautés – services de garde, services d'aide domestique, entreprises de gestion des matières résiduelles, etc. Par ailleurs, en maintenant des emplois durables et de qualité au sein des communautés, les entreprises d'économie sociale représentent, sans conteste, une des voies pour contrer les effets du ralentissement économique.

DS : Dans ce contexte, diriez-vous que les entreprises d'économie sociale peuvent contribuer à la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale?

NN : Tout à fait. Car, en plus de rendre accessibles certains services, certaines entreprises visent la réinsertion de personnes éloignées du marché du travail en leur assurant la formation et l'encadrement nécessaires à l'apprentissage d'une occupation ou d'un métier pour lequel ces personnes ont de l'intérêt. Par ailleurs, la contribution de l'économie sociale à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a récemment fait l'objet d'une étude conduite par le Chantier de l'économie sociale et à laquelle le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et le MAMROT ont accepté de participer financièrement. Cette étude cible deux avenues potentielles : la pertinence et la faisabilité de mettre en place des mesures favorisant l'investissement privé dans la lutte à la pauvreté à travers l'économie sociale; le potentiel de l'utilisation du pouvoir d'achat des administrations publiques dans la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette étude a récemment été déposée au MESS et au MAMROT qui l'analyseront en collaboration principalement avec le ministère des Finances et le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Mais, au-delà de la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, l'économie sociale m'apparaît comme un secteur où les entreprises fonctionnent selon plusieurs des principes mis de l'avant pour favoriser un développement durable. D'ailleurs, certains grands principes qui ont guidé l'élaboration de la *Stratégie gouvernementale de développement durable* recoupent plusieurs objectifs qui guident l'action dans le secteur de l'économie sociale. Je pense ici à la participation et à l'engagement des citoyens et des groupes qui collaborent ensemble pour obtenir une vision concertée du développement et assurer sa durabilité, à l'équité et la solidarité sociale ou encore à l'efficacité économique dans le sens où l'économie doit être performante, porteuse d'innovations et favorable au progrès social. ■

La mondialisation ne marque pas la fin des territoires

PAR LOUIS FAVREAU

ALLIANCE DE RECHERCHE UNIVERSITÉ-COMMUNAUTÉ EN DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS (ARUC-ISDC)
ET ARUC-DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET COOPÉRATION (ARUC-DTC), UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS (UQO)



Avec le début du millénaire, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de la mondialisation. D'abord, sur le plan politique, les années 1990 ont marqué la réouverture d'une question fondamentale : « Quel rôle attribuer à l'ONU et à ses institutions politiques multilatérales (PNUD, UNESCO, OMS, OIT, etc.) ? » Ensuite, au plan économique, elles ont été marquées par la montée en puissance d'une finance internationale qui pilote désormais l'économie à l'échelle de la planète. Puis au plan culturel, une révolution technologique avec l'arrivée d'Internet qui se déploie aujourd'hui avec près d'un milliard d'abonnés et plus de 75 millions de sites. Bref, un tournant majeur de société de ce nouveau millénaire : le saut qualitatif et la simultanéité du nouveau souffle de la mondialisation sur ces trois registres.

Mais, contrairement à l'opinion courante, la mondialisation n'est pas un ensemble unique de processus. À côté, et même souvent contre la mondialisation néolibérale, se déploie, comme on le verra, un ensemble d'initiatives qui, sans constituer encore une force socioéconomique et sociopolitique à l'échelle mondiale, ont commencé à dépasser le stade des démarches exclusivement locales pour s'inscrire dans une mondialisation qui se veut démocratique et équitable.

Itinéraire du développement des communautés locales des années 60 à nos jours

Au cours de la décennie 1960-1970, le développement local, au Québec comme à l'échelle internationale, n'était pas très important tant du point de vue économique que social. La notion de « développement » renvoyait alors au « national » alors que le « local » restait perçu comme traditionnel (et donc plutôt comme un obstacle au développement). Le renforcement national des États se fit donc en grande partie aux dépens du « local ». On assiste plutôt à l'implantation de la grande entreprise privée ou publique, au déploiement de grands services publics nationalisés et à l'avènement de pôles de croissance sur les territoires par la constitution de capitales régionales. Dans cette mouvance, la démarche de « développement social » liée à la production des services de proximité, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé, et celle du « développement économique local » (soutien aux entreprises locales) étaient

séparées l'une de l'autre et considérées plutôt marginales.

L'approche du développement local telle qu'elle apparaît avec les années 1980-1990 diffère dans son contenu, ses dispositifs et ses acteurs : elle émane surtout de la « société civile » et de communautés locales qui contestent l'approche alors dominante du haut vers le bas. Elle remet en question les programmes publics mur à mur et l'absence de démocratisation d'un État marqué par la centralisation et la bureaucratisation de ses services. La proposition nouvelle est celle du développement par le bas, par la mobilisation des ressources individuelles et collectives des communautés. Si cette approche alternative donne lieu à des initiatives innovatrices tant en milieu rural qu'urbain, avec la généralisation de la crise de l'emploi à la grandeur des territoires, les acteurs locaux et leurs réseaux nationaux militeront de plus en plus en faveur d'un développement économique et social local concerté et généralisé.

Pendant plus d'une décennie (1990-2000), cette dernière approche de développement local concerté fera florès et sera de plus en plus reconnue par des États. Il donnera lieu à un virage vers de nouvelles politiques de décentralisation au sein des grandes institutions internationales de l'ONU. Avec cependant des orientations différentes selon qu'il s'agit de l'OIT, du PNUD et de l'OMS d'un côté ou de la Banque mondiale et du FMI de l'autre. Les contestataires de la génération antérieure, surtout des ONG, sont en quelque sorte reconnus, invités à siéger à des tables de concertation, conviés à se professionnaliser et obtenant graduellement un peu plus d'influence sur les politiques à mettre en œuvre.

Les réponses combinées de l'acteur public, de l'acteur privé et de l'acteur associatif (coopératives, syndicats, groupes de femmes, organisations communautaires de base, ONG, etc.), pour faire face aux nouveaux défis des communautés, a donc constitué une stratégie relativement importante de création de richesses en contexte de précarité tant au Québec qu'au plan international.

Plusieurs travaux de recherche en sciences sociales ont alors émergé pour invalider la thèse traditionnelle du développement économique et social

sensé dépendre quasi-exclusivement, soit des politiques macro-économiques de l'État, soit de l'internationalisation dérégulée des marchés. Entre ces deux registres de développement du « tout à l'État » ou du « tout au marché », s'est imposé progressivement un autre registre, celui du développement solidaire et durable des territoires, dans un contexte où le « social », l'« environnemental » et l'« économique » sont de moins en moins séparés comme c'était le cas de la période antérieure, celle de la période « développementiste ».

Développement des territoires : la face cachée de la mondialisation

Mondialisation néolibérale oblige, les retournements de conjoncture au plan international avec ses zones et ses périodes d'incertitude, ont appelé la logique territoriale : stratégie de mise en réseau des entreprises, plus grande place aux gouvernements locaux, approche associative et coopérative de développement local... L'action conjuguée de plusieurs acteurs locaux (municipalités, associations, ONG, coopératives et PME locales) caractérise ainsi une nouvelle tendance sur tous les continents au Sud comme au Nord. La société fragmentée par la crise paraît aujourd'hui plus qu'hier se reconstruire par le bas, à partir des communautés locales et des régions :

Dans cet univers déboussolé, l'économie-territoire apparaît comme une alternative de développement plus contrôlable que l'économie-monde. C'est sur le terrain local que les mutations sont les moins difficiles à maîtriser et les partenariats les plus faciles à susciter (Dommergues, 1988 : 26).

Le développement local : une alternative? Pas forcément!

Bref, l'approche du développement local, ça peut marcher partout. Est-ce une alternative à la mondialisation néolibérale? Pas forcément! Oui, dès lors que les multinationales ou les États nationaux ne contrôlent pas tout au plan local et régional. Non, car certaines expériences s'enlisent ou échouent ou ne décollent pas.

Face à l'offensive néolibérale, il existe donc une perspective de travail mise en œuvre par de nouveaux acteurs et de nouveaux dispositifs, des réseaux internationaux de développement local,

➡ p.61

Des outils innovants pour la prévention du suicide



PAR NATHALIE PERREAULT
COMITÉ DE RÉDACTION



ET PAR FRANÇOIS CHAGNON
CRISE, UQÀM

La mesure au soutien à l'innovation sociale du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) a pour objectif de mettre à la disposition de clientèles ciblées des résultats de recherches afin que ces résultats puissent être transférés et utilisés concrètement. La diffusion et la vulgarisation de ces résultats rendent disponibles et utilisables de nouveaux outils pour innover en matière de pratiques sociales.

Nous avons choisi dans ce présent article d'illustrer à l'aide d'un exemple concret la valorisation et le transfert de résultats de recherche. Pour ce faire, nous en avons sélectionné un à même les projets financés par le *Programme de soutien à la valorisation et au transfert* du MDEIE. Voilà donc pourquoi cet article est rédigé en collaboration avec le chercheur associé à ce même projet, monsieur François Chagnon, professeur au département de psychologie et directeur associé au CRISE à l'UQÀM.

Créé en 1997, le Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE) est un regroupement de chercheurs multidisciplinaires et associés à plusieurs milieux de pratique, afin de réunir en un seul lieu une structure de recherche dédiée à cette problématique sociale. L'approche partenariale qui teinte les activités du CRISE est basée sur la conviction que la prévention du suicide sera mieux desservie par l'application d'actions concertées, partagées et variées que par des moyens ponctuels et isolés. « Notre objectif premier est de contribuer à la diminution du suicide dans le monde et de comprendre davantage les enjeux liés à la question de l'euthanasie¹. »

Le projet *Application des connaissances scientifiques en prévention du suicide*

Le projet « *Application des connaissances scientifiques en prévention du suicide* » a été soutenu financièrement par le MDEIE et complété en 2008. Ce projet de valorisation et de transfert de connaissances visait à répondre à des besoins prioritaires d'accès à des connaissances, exprimés par les milieux de praticiens concernés par

la prévention du suicide.

Dans un premier temps, l'identification des besoins en matière de connaissances scientifiques prioritaires et la détermination des modalités à privilégier pour le transfert ont été effectuées. Ce sont plus de 80 décideurs à l'échelle du Québec, jouant un rôle décisif dans la planification des actions et de l'offre de services en matière de prévention du suicide, qui ont été interviewés (ministères, hôpitaux, CSSS, Centres de prévention du suicide, Centres jeunesse). De ces entretiens, les chercheurs du CRISE ont dégagé huit domaines prioritaires. Ils ont de plus convenu de la nécessité de traduire, dans des instruments accessibles, efficaces et pratiques, les connaissances scientifiques pertinentes pour soutenir la pratique en prévention du suicide.

Puis, l'efficacité des stratégies d'intervention sélectionnées a été analysée sur la base de la validité scientifique et de leur importance pour la pratique. Trois paramètres ont guidé le travail tout au long de la réalisation du projet de valorisation et de transfert : l'intégrité de la qualité scientifique des résultats utilisés, l'utilité pratique des résultats et la sécurité quant à l'intervention proposée. Enfin, les différentes stratégies proposées ont été classées selon quatre catégories soit : les stratégies efficaces, les stratégies prometteuses, les stratégies incertaines et les stratégies douteuses.

La réalisation de huit modules informationnels, accessibles sur le site du CRISE et conçus sur mesure selon les besoins des organismes concernés par la prévention du suicide, constitue le principal extrant de ce projet. Ces modules portent précisément sur les thématiques suivantes : 1) Le suicide chez les adolescents, 2) Le suicide chez les hommes, 3) Troubles mentaux et suicide, 4) Évaluer le potentiel suicidaire et gérer la crise suicidaire, 5) Traitement des personnes suicidaires, 6) La postvention, 7) Le suicide en grappe, 8) La prévention du suicide et les aînés.

Ce programme en ligne permet ainsi aux organismes de développer leurs connaissances en

prévention du suicide et favorise le repérage ainsi que l'application concrète de ces connaissances aux interventions des praticiens. Les modules de chacun des huit thèmes retenus reposent sur des connaissances scientifiques vulgarisées, les implications pour la pratique et les limites identifiées. Le tout fut conçu avec un souci de convivialité d'accès.

En plus de fournir un corpus de connaissances validées et accessibles, la réalisation du projet a aussi permis l'accompagnement des organismes dans l'appropriation de ces nouvelles connaissances. Une des retombées très importantes concerne le renforcement des liens de collaboration entre les chercheurs, les décideurs et les organismes dans l'application des connaissances scientifiques en prévention du suicide.

En conclusion

Bien que le domaine d'application des connaissances présenté sommairement soit pointu, il faut y puiser, au-delà de la pertinence des contenus produits, le cœur d'un processus gagnant qui mérite d'être dupliqué. Le transfert de connaissances scientifiques et de pratiques documentées ne peut que bénéficier à l'ensemble des personnes qui souhaitent mieux intervenir sur une réalité sociale.

Les bienfaits du transfert de connaissances ne sauraient s'opérationnaliser sans l'ouverture des milieux à de nouveaux paradigmes et sans non plus la capacité des agents de transfert à bien circonscrire les besoins et les réalités des milieux interpellés par le domaine d'étude.

Pour que les connaissances développées se concrétisent en innovation, il faut que celles-ci soient disponibles et vulgarisées pour les praticiens. C'est alors que devient possible leur appropriation, ce qui permet ensuite de modifier les pratiques et d'ainsi contribuer au développement social de la collectivité. Il s'agit là de l'objectif poursuivi par le MDEIE. ■

¹ <http://www.crise.ca/> (consulté le 15 janvier 2009)

➤ p.60

de commerce équitable, d'agriculteurs au service de la communauté dont le défi est de multiplier les échelles d'intervention (du local à l'international). Ceux qui sont engagés dans des actions

locales de longue durée doivent aujourd'hui plus qu'hier se projeter à l'échelle de la planète.

Pour en savoir plus :

Un ouvrage : A.-S. Fall, L. Favreau L. et G. Larose,

Le Sud et le Nord dans la mondialisation, quelles alternatives ?, PUQ, Sainte-Foy.

Un site en développement international : <http://www.uqo.ca/ries2001> ■

Sous le capot de la voiture informationnelle!

Les indicateurs socioterritoriaux, Perspectives et renouvellement, sous la direction de Gilles Sénécal, les Presses de l'Université Laval, 2007, 271 p.

PAR RÉAL BOISVERT
COMITÉ DE RÉDACTION



Le territoire a la cote. On ne compte plus le nombre de tableaux de bord, d'atlas, de grilles, de portraits, de profils, d'ouvrages savants ou de documents de vulgarisation qui se donnent la mission de le décrire, qui entendent mieux le connaître, qui prétendent en saisir l'évolution, voire même qui espèrent en rehausser l'intelligence.

Dans la foulée de l'intérêt grandissant manifesté à l'égard du territoire par les milieux de la recherche et par les administrations publiques, le collectif réuni autour de Gilles Sénécal nous propose une réflexion sur le territoire, sur les façons dont on le conçoit, le découpe et l'analyse, sur les moyens surtout que l'on retient pour le comprendre en vue de rendre notre vie meilleure. Ce livre arrive à point nommé. Enfin, en matière d'indicateurs territoriaux, un groupe d'auteurs osent ouvrir, pour un large public, le capot de la voiture informationnelle! Examinons la bête...

En tout premier lieu, les textes de Florent Joerin, de Pierre Rondier et de Patrick Herlan s'attardent à l'utilisation des mots et s'arrêtent à la construction des outils. Car le territoire est une réalité complexe, insistent-ils. On ne peut l'appréhender que par une approche systémique. Ce qui doit nous amener à réfléchir sur des questions comme les représentations mentales du territoire, ses différentes composantes et les relations que celles-ci entretiennent entre elles. C'est à partir de là qu'on peut construire un modèle ou un cadre d'analyse qui permettent d'en saisir la nature, l'état de développement et l'évolution. Cela va de soi.

Pas nécessairement pour tout le monde, nous disent Pierre J. Hamel, Jaël Mongeau et Nathalie Vachon. Prenons l'exemple du recensement canadien. Quoi de plus simple que le dénombrement de la population d'un territoire? Pourquoi s'encombrer d'un lourd appareil heuristique pour faire le décompte des individus qui l'habitent? Et pourtant... Qui sont les résidents d'un territoire? Que fait-on des sans-abris? Pourquoi

ne prend-on pas en compte la population des travailleurs, des étudiants, celle des malades, des flâneurs, des touristes ou des manifestants qui y transitent? Ainsi la population de l'arrondissement Ville-Marie à Montréal varie entre 74 800 et 400 000 résidents selon que l'on se fie aux données de Statistiques Canada ou suivant une estimation de la population présente aux heures les plus affairées de la journée. Cet écart n'est pas banal. Il questionne la finalité de l'exercice. À quoi sert le recensement, demandent les auteurs? À soutenir des flux financiers (péréquation) ou bien à documenter la préparation d'un plan d'évacuation en situation d'urgence? Un indicateur, ne sauraient-ils mieux dire, « n'est qu'un gros prisme qui donne une certaine image d'une portion limitée du spectre des possibles » (p.61).

Il en va de même pour d'autres indicateurs du recensement canadien. « On obtient des réponses qu'aux questions que l'on se pose » (p.62), nous dit-on encore. La façon dont on recueille l'information portant sur la langue ne nous informe que sur les compétences linguistiques des répondants et non pas sur leurs comportements réels. Les indicateurs portant sur les catégories professionnelles procèdent à l'édification d'une nomenclature intarissable de tous les métiers possibles et imaginables, mais ne nous disent rien sur le positionnement socio-économique et le rayonnement professionnel des personnes.

Mais il y a pire. Un indicateur peut aussi être l'objet d'une grossière manipulation idéologique. C'est le cas de tout ce qui touche à l'origine ethnique. Participant aux efforts de ce que d'aucuns désignent comme étant le *Nation Building*, les responsables du recensement ont réussi, au fil de manipulations successives des énoncés du questionnaire de recensement, à faire passer le pourcentage des personnes qui se disent d'origine ethnique canadienne de 0,3 % à 3,3 % entre 1986 et 1991, puis à 24,1 % en 1996, ensuite à 32 % en 2001. Au Québec en 2006, 60,1 % des répondants se déclaraient d'origine

ethnique canadienne. Formidable!

Après les questions de méthode, passons aux effets de quartiers et à l'image des lieux. Comment, par exemple, mesurer à l'échelle des territoires des phénomènes comme la désorganisation sociale ou, encore, quels sont les liens qu'entretiennent les espaces verts en milieu urbain avec la qualité de la vie? La réponse à ces questions est une démonstration éloquentes de la façon dont on procède pour opérationnaliser des concepts et les traduire en indicateurs.

Dans le cas de la désorganisation sociale, inspirée par les sociologues de l'École de Chicago, la littérature nous dit qu'une forte mobilité résidentielle et un faible niveau socio-économique vont de pair avec l'isolement des personnes, l'intégration sociale, la participation sociale et l'absence de valeurs communes. C'est dans un tel contexte que l'on retrouve en principe un faible contrôle social informel et une présence significative de la délinquance. Pour mesurer concrètement et rigoureusement ces choses-là, Éric Robitaille et Anne-Marie-Séguin proposent une batterie d'indicateurs assortis de leur définition, du type de données qui leur sont associées ainsi que des sources et des modes de cueillette qui leur donnent accès. *Un rêve...* disent-ils qui, s'il se concrétise, donnera le degré de désorganisation sociale des quartiers de la ville.

Dans cet esprit, il serait légitime de se demander, avec Amélie Dubé, si justement la présence des espaces verts ne contribuerait pas à pacifier d'une certaine façon les rapports sociaux des populations urbaines. Car, ces endroits ne se résument pas à atténuer le bruit, à purifier l'air, à tempérer la chaleur en période de canicule. Ils sont des lieux de socialisation et de rencontres. Parce qu'ils enjolivent les quartiers, ils contribuent à la fierté et au sentiment d'appartenance des résidents. Ils favorisent au surplus la relaxation, encouragent la pratique de l'exercice physique. Ils ont donc forcément un immense impact sur la vie en société. Mais il ne suffit pas pour le

prouver de compter le nombre de bancs publics et de mesurer la longueur des pistes cyclables. Il faut aussi créer des indices nouveaux, des informations originales qui accordent les perceptions et démontrent que même la beauté des paysages est indicatrice de la qualité de la vie.

Parlant d'innovation et de créativité, Gilles Sénécal n'est pas en reste. Sénécal s'intéresse à la mobilité des personnes. C'est elle, dit-il, qui conditionne la forme urbaine. C'est elle qui explique les mouvements de défavorisation et de relocalisation qui transforment la morphologie générale de la ville. Mais, ce mouvement ne se laisse pas saisir par un simple indicateur. Même pas par un tableau de bord. Cet outil est trop statique. Il ne pointe que des états, n'explique pas une dynamique. S'inspirant de la théorie des cordes empruntée à la physique, Sénécal suggère que la mobilité est à cette image. Elle est comme une corde vibrante, mince et fine, qui s'enroule et se déroule, s'allonge ou se rétrécit, qui agit non pas par bonds ou par sauts, mais continûment, animée par la liberté des individus et limitée par les conflits qui les opposent les uns aux autres. La mobilité et son déploiement filamenteux dans l'espace expliquent les cycles qui participent au démantèlement des quartiers industriels, au développement des banlieues, à l'implantation des immigrants, à l'arrivée de nouveaux ménages, à l'atterrissage forcé de ces derniers au cœur d'un processus de gentrification ou à leur vol plané au milieu

d'une opération de revitalisation intégrée. Les cordes se déploient sur des axes. Les axes sont plus ou moins agités par des flux dont l'ampleur annonce des changements de directions. À nous d'explorer les combinaisons et les arrangements possibles. À nous d'exploiter le potentiel paradigmatique de cette métaphore.

Au plan de l'état des lieux toujours, deux autres contributions doivent être soulignées. Celle de Sylvie Miaux d'abord qui propose l'adoption de

marqueurs de perception pour suivre le déplacement des corps dans l'espace. « *Le piéton ne fait pas que se déplacer, écrit-elle, il côtoie, partage, éprouve et revendique* », (p.184). En mettant au point des méthodes (entrevues, photos, vidéos)

des processus de mobilisation essentiellement calés sur deux bases, soit la solidité des réseaux et le travail incessant de traduction des acteurs. Négociations, échanges et discussions forcent des arrangements

partenariaux autour du principe de l'égalité des pouvoirs et de la co-construction de l'action à chaque étape de son déroulement. Pour évaluer ces processus, à l'instar de ce que Robitaille et Séguin font pour la désorganisation sociale, Bilodeau et Allard proposent un ensemble d'indicateurs s'insérant dans un système d'information incluant la dynamique de la participation et les arrangements de partenariat. Nul doute que cette instrumentation servira aux gestionnaires et aux intervenants soucieux d'engendrer « *des résultats proximaux usuels de couverture des populations cibles et des services rendus, et, à plus long terme, les résultats distaux comme l'amélioration de santé ou de l'état de développement social* », (p.231).

En terminant, il est heureux de savoir qu'en plus de la documentation traditionnelle, multiple et multiforme, sur le territoire, nous avons désormais en main un ouvrage qui prend ses distances face à cette documentation et qui propose des approches nouvelles en matière de connaissance des réalités territoriales. Toute cette information portant sur les territoires et les milieux de vie, sur-

tout si elle est co-construite par les acteurs du milieu, permettra assurément de rendre encore plus apparentes les inégalités sociales. Ce sont les populations locales qui en profiteront au premier chef. Cela les aidera assurément dans leurs efforts de mobilisation, leur permettant d'agir en toute connaissance de cause pour récupérer la part du bien commun qui leur revient. Avec ce livre, le développement social et le développement des communautés sont en voiture! ■

SOUS LA DIRECTION DE GILLES SÉNÉCAL

Les indicateurs socioterritoriaux

PERSPECTIVES ET RENOUVELLEMENT



qui dévoilent les logiques des déplacements, on contribuera à enrichir les diverses approches d'aménagement de la ville.

Une dernière contribution est proposée par Angèle Bilodeau et Denis Allard au regard des processus de développement social. Plus précisément, ces derniers s'intéressent aux indicateurs rendant compte de la mobilisation des communautés. La théorie de l'action en partenariat, disent-ils, est fort utile pour compren-

Clément Mercier, sous la dir. de Denis Bourque et avec la collaboration de Lise St-Germain (2009). **Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions d'actualisation.** Cahier de l'ARUC-ISDC.

L'Alliance de recherche université communauté – Innovation sociale et développement des communautés (ARUC-ISDC) présente un cahier de recherche qui aborde les enjeux et les problématiques du renouvellement démocratique des approches de développement des communautés par la participation citoyenne. Ce cahier s'inscrit dans le suivi d'un séminaire sur la participation citoyenne et le développement des communautés, tenu à l'initiative de la revue *Développement social* et de l'ARUC-ISDC le 4 avril 2008. L'auteur Clément Mercier, sous la direction de Denis Bourque et avec la collaboration de Lise St-Germain, investit les champs des pratiques de participation citoyenne dans le développement des communautés au sein des territoires locaux québécois. La démocratie, la société civile, la gouvernance et l'empowerment sont des concepts analysés et qui façonnent les relations entre les acteurs dans le développement social des communautés. Les défis de la participation citoyenne, l'appropriation par la communauté du développement et les acteurs qui y prennent part sont aussi des thèmes importants que ce cahier aborde. L'auteur réunit dans ce cahier une revue de la littérature ainsi que les propos des acteurs présents au séminaire tout en proposant une analyse des rôles que les citoyens, organismes communautaires et élus locaux peuvent jouer pour co-construire le développement des communautés.

Pour en savoir plus :

www.uqo.ca/aruc

www.inspq.qc.ca/DeveloppementSocial/default.asp

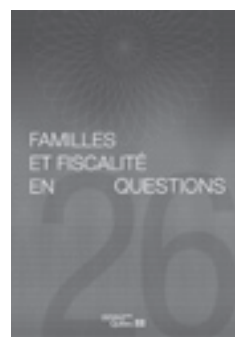
Louis Favreau, Lucie Fréchette et René Lachapelle (2008). **Coopération Nord-Sud et développement. Le défi de la réciprocité.** Collection Initiatives, Presses de l'Université du Québec, 196 pages.



De quelle manière les organisations québécoises de solidarité internationale travaillent-elles au développement social et à la lutte contre la pauvreté dans les communautés du Sud ? Cet ouvrage aborde de front les questions les plus cruciales de cette « autre » coopération : quelles ont été ses conditions d'émergence ? Quelles approches utilise-t-elle ? Son soutien favorise-t-il vraiment le développement des communautés au Sud ? Quelles sont les politiques publiques canadiennes en la matière ? Et surtout quelle est la contribution effective d'organisations québécoises au développement de communautés au Sud ?

Pour en savoir plus : www.uqo.ca/observer

Conseil de la famille et de l'enfance (2008). **Familles et fiscalité en 26 questions.** Québec, Conseil de la famille et de l'enfance. ET Conseil de la famille et de l'enfance (2008). **Familles et fiscalité : des remises en question.** Québec, Conseil de la famille et de l'enfance.



Quelle somme est allouée aux familles québécoises par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ? Quels sont les impacts de l'aide publique sur la situation financière des familles ? Est-ce que le soutien financier est alloué de façon équitable entre les familles ? Est-ce que les modalités d'application sont adaptées aux réalités familiales ?

Les deux nouvelles publications du Conseil de la famille et de l'enfance s'intéressent à ces questions. *Familles et fiscalité en 26 questions* constitue un document d'appropriation de l'information fiscale en lien avec les familles avec enfants. À partir des constats faits dans ce document, le Conseil formule des recommandations que l'on retrouve dans l'avis *Familles et fiscalité : des remises en question*.

Les deux nouvelles publications du Conseil de la famille et de l'enfance s'intéressent à ces questions. *Familles et fiscalité en 26 questions* constitue un document d'appropriation de l'information fiscale en lien avec les familles avec enfants. À partir des constats faits dans ce document, le Conseil formule des recommandations que l'on retrouve dans l'avis *Familles et fiscalité : des remises en question*.

Pour en savoir plus :

www.cfe.gouv.qc.ca/publications/autres.asp?categorie=1101105

www.cfe.gouv.qc.ca/publications/avis.asp?categorie=1101101

Conseil du statut de la femme (2008). **La constante progression des femmes – édition spéciale.** Québec, Conseil du statut de la femme, 27 p.



La constante progression des femmes – édition spéciale, éditée à l'occasion du 35^e anniversaire du Conseil du statut de la femme, relate l'évolution des droits des femmes dans divers secteurs.

Survol historique illustré, ce document unique montre comment les femmes s'y sont prises pour reconquérir leurs droits et avancer lentement vers une société égalitaire pour les femmes et les hommes.

L'histoire récente du Québec est pavée de combats qu'ont menés courageusement des militantes, guidées par leur idéal de justice et d'égalité, pour amener la reconnaissance des droits des femmes. Leur apport inestimable doit être gravé dans les mémoires et servir d'inspiration aux générations futures. C'est donc en guise de présent, pour souligner son 35^e anniversaire, que le Conseil offre aux Québécoises cette édition spéciale de *La constante progression des femmes*.

Pour en savoir plus : www.csf.gouv.qc.ca

Sous la direction de François Béland, André-Pierre Contandriopoulos, Amélie Quesnel-Vallée et Lionel Robert (2008). **Le privé dans la santé. Les discours et les faits.** Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 472 p.



Près de 40 ans après l'implantation d'un régime public et universel d'assurance maladie, le Québec voit renaître — sous des formes apparemment nouvelles et avec plus de force que jamais — le vieux débat sur la prestation et le financement privés des services de santé. À en croire certains discours, le système sera inéluctablement amené à faire une place de plus en plus grande au privé. On connaît les arguments : « Notre système est le seul à ne pas autoriser le financement privé » ; « Avec le vieillissement de la population, le financement public est insoutenable » ; « Le système

public ne peut pas s'offrir les nouveaux médicaments et les nouvelles technologies » ; « La mondialisation impose la privatisation »...

Ces arguments résistent-ils à l'examen ? Que nous enseigne l'expérience des autres pays ? Dans quelle mesure le système québécois fait-il figure d'exception ? Au-delà des discours des uns et des autres, que nous apprennent les recherches scientifiques sur le rôle du privé en santé, à la lumière des trois variables fondamentales que sont la place qu'il prend dans le financement, la production des services et la gouvernance du système ? La santé est un enjeu politique qui est au cœur du devenir de la société et du débat constant qu'elle mène sur elle-même. C'est pourquoi il est si important de prendre la mesure des défis qu'affronte le système public, défis que les arguments en faveur du privé ne saisissent que partiellement. C'est ce que font les auteurs de ce livre. Leurs conclusions : le régime québécois doit s'adapter, il doit innover et il doit être adéquatement régulé. Des solutions existent et d'autres doivent être trouvées qui renforceront un système de santé efficient, de qualité et accessible à tous.

Pour en savoir plus : www.pum.umontreal.ca

Marie-Ève Giroux, sous la direction de Yvan Comeau et Jean-François Simard (2008). **Les enjeux et la place des coopératives et des OBNL dans le système de santé au Québec.** Coédition de l'ARUC-ISDC, du CRIDÉS et de l'ARUC-ÉS, Série Recherches, no.21, UQO, 73 pages.



La question de la présence de l'économie sociale dans le domaine de la santé se pose aujourd'hui avec acuité. Ce cahier traite de la place des entreprises collectives et des mutuelles dans le domaine de la santé au Québec et de ses enjeux dont la conception de la santé, les fonctions assumées par l'État, l'équité d'accès aux soins et services de santé,

le type de gouvernance, la place du privé et la capacité d'innovation sociale dans le domaine de la santé. La conclusion propose une réflexion sur la place de l'économie sociale dans ce secteur d'activité.

Pour en savoir plus : www.uqo.ca/aruc

Louis Favreau (2008). **Coopératives et développement durable et solidaire des territoires : éléments d'une problématique.** Cahier de l'ARUC-DTC, Série Recherches, no. 2, 42 pages.



On ne fait pas société sans territoires organisés sur la base d'un développement durable et solidaire. Cependant, face à la montée de la mondialisation néo-libérale, face à la crise de l'emploi et à celle des services publics qui leur sont concomitants, les communautés et les régions ont vu leur rôle redéfini : de quel avenir disposent ces territoires dans ce nouveau paysage économique et social mondial ? Et sur quoi peuvent-ils compter ? Les entreprises collectives sont-elles de la partie ? Les coordonnées du développement local et régional

ont beaucoup changé : l'approche dite de « développement des territoires » et son croisement avec celle des « entreprises collectives », et tout particulièrement des coopératives, apporte-t-elle du nouveau pour comprendre et faire progresser le développement durable et solidaire de communautés locales et des régions ? Telles sont les questions traitées dans ce cahier.

Pour en savoir plus : <http://aruc-dtc.uqar.qc.ca>

Marie-Joëlle Brassard et Marcel Arteau (2008). **Coopératisme et développement territorial : quels liens ?** Cahiers de l'ARUC-DTC, série Recherches, no 3, 30 pages.



Ce cahier pose les jalons du croisement entre territoire et coopératisme en dressant, tout d'abord, un portrait du mouvement coopératif illustrant sa grande diversité pour ensuite tracer les grandes lignes de l'organisation du mouvement coopératif. Ce qui permettra de mieux cerner cette notion de « mouvement » qui explique sa force et lui confère des capacités d'action, tant territoriale que sectorielle. L'attention des auteurs se porte alors sur la définition de la coopérative dans sa dynamique systémique pour finalement illustrer, de

façon concrète, ce croisement entre coopératisme et territoire en référant au bilan du Plan d'ensemble du mouvement coopératif 2004-07. Ce cahier synthétise de l'avancement des enjeux et défis du mouvement coopératif éclairera le lecteur sur ce lien entre les coopératives et le développement des territoires.

Pour en savoir plus : <http://aruc-dtc.uqar.qc.ca>

L'appauvrissement a-t-il un sexe?

PAR JACYNTHÉ DUBIEN
CENTRE D'MAIN DE FEMMES

L'appauvrissement a-t-il un sexe? C'est le titre d'une initiative des centres de femmes de la Montérégie financée par le programme de promotion de la femme de Condition féminine Canada. Ce projet s'inscrit dans une démarche de réflexion et d'éducation populaire qui permet d'identifier les raisons pour lesquelles les femmes vivent encore des situations économiques plus précaires que celles des hommes. Le projet porte sur la classe moyenne et envisage l'appauvrissement à travers les grandes étapes de la vie des femmes¹, l'objectif étant de trouver les moyens de freiner l'appauvrissement des femmes. Notre discours inscrit la pauvreté dans un processus et non comme un état de fait.

Afin de bien comprendre l'appauvrissement et en fonction des réflexions préliminaires, nous émettions l'idée qu'à travers les grandes étapes de la vie, les femmes vivent un processus d'appauvrissement engendré par une discrimination systémique. Nous cherchions, entre autres, à chiffrer l'autonomie financière, ce qui nous a donné des conclusions surprenantes.

Des *focus group* ont été organisés dans les 13 centres de femmes de la Montérégie au cours desquels nous avons rencontré 146 femmes. Elles ont partagé avec nous leur perception et leurs histoires d'appauvrissement. Les données recueillies remettent en question nos idées du départ. Ainsi, l'appauvrissement des femmes ne s'inscrit pas dans un processus. Il s'agit plutôt d'une suite de facteurs d'appauvrissement que les femmes rencontrent au cours de différents épisodes de vulnérabilité associés aux étapes de vie. Ces facteurs, conjugués à la discrimination systémique due à la division sexuelle du travail, à la pression sociale, à la culture et au manque de connaissance de leurs droits, engendrent un appauvrissement significatif.

Quelque 60 % des participantes aux *focus group* ont fait des études post-secondaires, 62 % d'entre elles gagnent annuellement moins de 19 000 \$, elles côtoient des ressources communautaires, s'identifient à la classe moyenne et se disent autonomes. Pourtant elles méconnaissent leurs droits et ne distinguent pas les droits des personnes mariées de celles en union de fait. Pourquoi?

Une autre donnée nouvelle est le rapport à la notion d'autonomie qui est, dans leur cas, beaucoup plus que financière. Pour les femmes, l'autonomie c'est avoir la liberté de prendre des décisions sans subir de violences physiques. L'idée d'autonomie a donc été revue en fonction non seulement du capital financier, mais également du capital humain, naturel, social et personnel².

Donner la parole aux femmes n'était que la première étape. Nous avons développé des outils qui alimentent la réflexion. Une fiche synthèse relatant les faits saillants de l'exercice est disponible. Un guide d'animation de groupe, un outil de réflexion destiné aux femmes, un site web ainsi qu'un colloque sont en cours de réalisation. Également les 22-23-24 mai prochain, une délégation va présenter le projet à Halifax auprès du regroupement des femmes francophones des provinces de l'Atlantique.

Pour plus d'informations :
consultez le site web www.dmaindefemmes.com ■

¹ La scolarité, l'accès au travail, l'union ou le mariage, la maternité, la vie familiale, la retraite.

² Voir Murray, Janet et Fergusson, Mary, *La transition des femmes hors de la pauvreté*. Consortium pour les femmes et le développement économique, janvier 2002, 76 pages. Une publication de la Fondation canadienne des femmes www.cdnwomen.org

Fête des voisins 2009. Les municipalités et organismes locaux conviés à participer en grand nombre

PAR NADINE MALTAIS
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE VILLES ET VILLAGES EN SANTÉ

Depuis son lancement en 2006, la Fête des voisins ne cesse de se développer et de mobiliser des municipalités et des citoyens de partout au Québec. La prochaine édition aura lieu le 6 juin 2009, et le Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS), promoteur de l'événement, convie cordialement les municipalités et organismes locaux à se joindre à nouveau cette année à ce mouvement du bon voisinage.



Liens entre voisinage et participation citoyenne

Pour qu'un citoyen se sente concerné par ce qui se passe dans sa communauté, il doit avoir un sentiment d'appartenance à celle-ci. Au fil des ans, le RQVVS a identifié quelques facteurs clés qui jouent un rôle central sur le sentiment d'appartenance, en voici quelques-uns :

- leaders locaux rassembleurs;
- existence d'espace de délibération réellement participatif où les citoyens ont le sentiment d'être véritablement partie prenante des débats et des décisions;
- activités sociales et communautaires diversifiées qui permettent aux citoyens de se côtoyer et de développer des liens;
- relations de voisinage cordiales et enrichissantes.

Mieux connaître ses voisins, avoir un voisinage plus chaleureux, plus propice à l'échange de petits services et à l'entraide, contribue fortement au sentiment d'appartenance et peut être le premier pas conduisant à une implication dans sa communauté.

Certaines municipalités ayant participé à la Fête des voisins ont d'ailleurs relevé que la Fête leur avait permis d'entrer en contact avec des citoyens inconnus jusque-là, qui, de fil en aiguille, sont devenus des citoyens engagés qui apportent du sang neuf dans des projets de la communauté.

Inscription à l'événement

Pour 2009, la participation de plus de 220 municipalités et organismes locaux est attendue. Les municipalités et organismes locaux intéressés sont invités à s'inscrire via le site Web de la Fête (www.fetedesvoisins.qc.ca) et à profiter du kit de communication clé en main conçu pour leur rendre la vie facile et les aider à réussir la Fête des voisins dans leur communauté. ■

La ville que nous voulons!

5^e Sommet citoyen de Montréal - 5 au 7 juin 2009

PAR ANNE LATENDRESSE, UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
ET LUC RABOUIN, CENTRE D'ÉCOLOGIE URBAINE DE MONTRÉAL

Dans différentes villes du monde, des citoyens désenchantés par la démocratie représentative expérimentent différentes pratiques visant à jouer un rôle davantage actif dans l'exercice du pouvoir. Les villes, petites ou grandes, apparaissent comme des lieux propices à de telles expériences, d'autant plus qu'elles sont appelées à élargir leurs champs d'action pour intervenir non seulement dans leurs domaines de juridiction traditionnels, mais aussi sur des questions liées à des enjeux sociaux et environnementaux. À Montréal, parallèlement aux expériences menées par les organisations communautaires oeuvrant sur des enjeux urbains (habitation, transport notamment), de lutte contre la pauvreté, d'intégration des immigrants, de développement économique local et d'enjeux environnementaux, des réseaux d'organisations syndicales et communautaires se sont associés pour tenir des sommets citoyens de Montréal. L'objectif de tels événements vise à rassembler des citoyens de divers milieux de la région métropolitaine afin d'échanger autour d'expériences et d'idées visant à démocratiser la ville et à faire en sorte qu'elle devienne à la hauteur de leurs aspirations. Au mois de juin prochain, se tiendra à l'UQÀM le 5^e Sommet citoyen de Montréal.

Ce 5^e Sommet citoyen de Montréal se veut un *Forum social montréalais ouvert à tous et à toutes*, organisé autour du concept de « la ville que nous voulons! ». Cet événement sera l'occasion pour les citoyens et les acteurs de la société civile de resserrer leurs liens et de porter collectivement un projet de ville juste, inclusive, écologique et démocratique tout en échangeant sur les enjeux urbains liés à six thématiques: 1) Économie; 2) Aménagement urbain; 3) Justice sociale, inclusion et citoyenneté; 4) Environnement; 5) Démocratie et 6) Culture.

Le Sommet citoyen sera le point culminant d'un processus d'éducation populaire et de participation citoyenne. En effet, de février à juin 2009, plusieurs organismes du mouvement communautaire, écologique, féministe, syndical, etc. tiendront une foule d'activités publiques qui mobiliseront les citoyens afin qu'ils puissent débattre et discuter des thématiques du Sommet. Le fil conducteur de ces activités sera l'élaboration participative d'un Agenda citoyen et du programme du Sommet.

L'Agenda citoyen

L'Agenda citoyen sera élaboré de manière collective et présentera une vision citoyenne et non partisane de « la ville que nous voulons! ». Les Montréalais sont ainsi invités à partager leurs aspirations à l'égard de leur ville via une carte postale interactive et le site Internet du Sommet (www.5sc.ecologieurbaine.net). Ces réponses inspireront la rédaction de l'Agenda qui présentera notre vision, nos valeurs et nos propositions pour faire de Montréal une ville juste, inclusive, écologique et démocratique! L'Agenda citoyen sera dévoilé lors du Sommet, et il pourra être repris et adapté par différentes organisations citoyennes, pour stimuler le débat public, notamment dans le contexte de la campagne électorale municipale de l'automne 2009.

Quelques retombées des sommets citoyens

En plus de créer un espace de rencontre et de réseautage pour les citoyens, les quatre premiers Sommets citoyens de Montréal ont notamment mené à l'adoption de la Charte montréalaise des droits et responsabilités par la Ville de Montréal, à l'élaboration d'un *Agenda citoyen pour la démocratie participative*, à l'adoption par la Ville d'une résolution contre l'Accord géné-

ral sur les commerces de services (AGCS), ainsi qu'à l'implantation d'un premier budget participatif au sein de l'arrondissement Plateau-Mont-Royal. Depuis le 4^e Sommet, on assiste à la volonté de mettre en place un réseau citoyen indépendant à Montréal.

Les Sommets citoyens de Montréal se veulent des espaces politiques autonomes visant à développer et à partager une lecture critique du développement de la ville et à permettre aux citoyens de développer leurs propres propositions. À nous maintenant de construire « la ville que nous voulons! ». ■

Forum CACIS 2009, les 8-9 octobre 2009 L'évaluation des interventions en vue de réduire les inégalités sociales de santé: Du contrôle à l'innovation

La réduction des inégalités sociales de santé représente un défi majeur. Les écarts de santé ne cessent d'augmenter et constituent un frein à l'amélioration de la santé de l'ensemble de la population. La persistance et l'accroissement de ces inégalités posent la question de l'efficacité des interventions.

L'objectif du Forum est de produire un état des lieux sur l'évaluation des interventions visant la réduction des inégalités sociales de santé et d'engager la discussion et la réflexion sur la manière de poser la question de l'efficacité de ces interventions. Ce forum a pour but de porter un regard critique sur les divers rôles de l'évaluation comme source de connaissance, comme soutien à l'innovation, comme outil d'aide à la décision et potentiellement comme source de contrôle sur l'action des praticiens et des organismes communautaires qui posent ce type d'interventions.

Pour en savoir plus : www.cacis.umontreal.ca

Vous pouvez également vous inscrire sur la liste d'envoi :

inegalites-sante@umontreal.ca ou julie.bradette@umontreal.ca ■

Campagne de sensibilisation

Campagne de sensibilisation auprès de la relève « Fais le saut... en action communautaire ou en économie sociale et vis tes valeurs au quotidien! »

Plus de 200 carrières! Au Québec, plus de 125 000 personnes œuvrent en économie sociale et en action communautaire dans près de 30 domaines d'activité aussi divers que la petite enfance, l'environnement, les médias et les communications, la solidarité internationale, la santé et les services sociaux, pour ne nommer que ceux-ci. Visitez le site Internet des métiers et professions de l'économie sociale et de l'action communautaire et découvrez votre passion : www.csmoesac.qc.ca ■

Les partenaires de la revue :

La publication de la revue est rendue possible grâce à la contribution financière de :

Le ministère de la Santé et des Services sociaux
L'Institut national de santé publique du Québec
La Table de coordination nationale de santé publique
Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
Le Commissaire à la santé et au bien-être
Le Conseil des relations interculturelles
Le Conseil du statut de la femme
Le Conseil de la famille et de l'enfance
Le Conseil permanent de la jeunesse
Le Conseil canadien de développement social (CCDS)
Le Curateur public
L'Office des personnes handicapées du Québec
L'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux
L'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec
La Ville de Montréal
La Fondation Lucie et André Chagnon
Agence de la santé publique du Canada

La revue compte aussi sur la participation de :

L'Association pour la santé publique du Québec
La Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités
La Fédération québécoise des municipalités
La Fédération des commissions scolaires du Québec
L'Observatoire montréalais des inégalités sociales de la santé
Le Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC et en centre de santé
Le Réseau francophone international pour la promotion de la santé
Le Réseau québécois de développement social
Le Réseau québécois de Villes et villages en santé
Le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Solidarité rurale du Québec
La Table nationale des Corporations de développement communautaire
Conseil de la coopération et de la mutualité

La distribution de la revue :

Au niveau national, la distribution est assurée par l'Institut national de santé publique du Québec. Dans les régions, la distribution de la revue est assurée par les Conférences régionales des élus, les Directions de santé publique des Agence de la santé et des services sociaux et les Tables de concertation ou Comités régionaux de développement social.

Éditeur :

Institut national de santé publique du Québec
945, avenue Wolfe
Sainte-Foy, Québec G1V 5B3

Comité directeur :

Mélanie Chabot, rédactrice en chef,
Institut national de santé publique
du Québec

Christiane Lussier, Réseau québécois du
développement social (RQDS)

Marcel Gélinas, Regroupement
québécois des intervenantes
et intervenants en action
communautaire (RQIAC)

Hélène Harvey, Conseil du statut
de la femme

Denis McKinnon, Table nationale
des Corporations de développement
communautaire (TNCDC)

Michel Morel, Office des personnes
handicapées du Québec

Louis Poirier, Institut national de santé
publique du Québec

Comité de rédaction :

Danièle Aveline, Ministère des Affaires
Municipales et des Régions

Réal Boisvert, Agence des services de
santé et des services sociaux Mauricie/
Centre-du-Québec

Mélanie Chabot, Rédactrice en chef,
Institut national de santé publique du
Québec

Maud Emmanuelle Labesse, Institut
national de santé publique du Québec

Nathalie Perreault, Développement
économique, de l'Innovation et de
l'Exportation

Michael Watkins, Office des
personnes handicapées du Québec

Coordination de ce numéro :

Mélanie Chabot

Ont collaboré à ce numéro :

Patrice Allard, Danièle Auclair, Sylvie Barriault, Marie Beaubien, Nouredine Belhocine, Guy Bellavance, Zoé Bergeron, Georges Bertrand, Carole Bessette, Andreas Bischoff, Manon Blanchette, Johanne Boisvert, Frédéric Bonner, Benoît Bouffard, Émilie Bourassa, Julie Bradette, Marie-Joëlle Brassard, Claire Brault, Angèle-Anne Brouillette, Jacques Caillouette, François Chagnon, Geneviève Chénier, Éric Corbeil, Isabelle Corbeil, Célia Corriveau, Maude Cossette, Anlye Coté, Lise Couet, Johanne Croteau, Jean-François Daigle, Suzane Daneau, Noël André Delisle, Éric Demers, Nadine-Geneviève Desjardins, Manon Desnoyers, Nicole Deutsch, Hélène Dion, Chantale Doucet, Réjean

Dragon, Maryse Drouin, Richard Dubois, Héléne Dumais, Lyse Dumouchel, Martine Dupont, Sylvain Dupont, François Dupuis, Miriam Fahmy, Arthur Fauteux, Louis Favreau, Claude Filion, France Fradette, Mathieu Forgues, Colette Frappier, Gordon Furey, Valérie Gagnier, Nancy Gagnon, Thomas Gallenne, Annie Gauvin, Réal Gendron, Claudette Giguère, Mélanie Grenier, Nathalie Grenier, Marie-Élaine Guay, Carmen Hébert, Amélie Hudon, Monica Jekovska, Joëlle Jetté, Catherine Kammer-Mayer, Pierre-Olivier Labart, René Lachapelle, Nicole Lafontaine, France Lafrenière, Chantal Lalonde, Geneviève Landry, Julie Langevin, Anne Latendresse, Danielle Laurendeau, Anne-Marie Lefebvre, Mario Lefebvre, Manon Leroux, France Lessard, David Letellier, Claire L'Heureux, Bertrand Loisel, Claire Mailhot, Nadine Maltais, Denis Marion, Michel Martel, Michel Martel, Micheline Martel, Marie-Julie Mc Neil, Luc Martinet, Natacha Monnier, Pierre Montreuil, France Moreau, Marie-Claude Morin, Joanne Ouellette, Michèle Ouimet, Sergio Pavone, Mireille Pelchat, Chantal Plamondon, Marie-Hélène Plante, Martine Poulin, Josianne Poutre, Mathieu Proulx, Dominique Provencher, Marie-Denise Prudhomme, Luc Rabouin, Martin Robitaille, Annie Rochette, Gisèle Floc'h Rousselle, Gilles Sénéchal, Lise St-Germain, Gilles Tardif, Odette Trépanier, Martin Turbide, Guylaine Vachon, Michel Vallée, Martine Vallières, Nadine Viau, Pascale Vincelette.

Révision linguistique :

Angèle-Anne Brouillette, Madalina Burtan, Maud Emmanuelle Labesse, Paul Montminy, Michael Watkins

Soutien technique :

Paul Montigny
Michael Watkins

Conception graphique :

Kasern l'atelier créatif inc.

Politique éditoriale :

La revue DÉVELOPPEMENT SOCIAL vise à rendre compte de ce qui se passe dans les communautés et les régions en matière de développement social, de poursuivre la promotion du développement social ainsi que la sensibilisation des acteurs locaux, régionaux et nationaux, par la diffusion de textes présentant des enjeux de développement social. Conformément aux objectifs définis, les articles publiés doivent s'inscrire dans une perspective d'information des lecteurs et lectrices et de promotion de la préoccupation du développement social. Les textes publiés sont sous la responsabilité de leur signataire et n'engagent aucunement les partenaires de la revue. Les textes publiés dans la revue peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source.

Visitez notre site Internet:
www.inspq.qc.ca/developpementsocial



Dans le prochain numéro

- La participation citoyenne

Pour nous joindre:

Revue Développement social
190, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) H2P 1E2
Téléphone: (514) 864-1600
Télécopieur: (514) 864-1616
Courriel: developpement.social@inspq.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec,
Bibliothèque nationale du Canada ISSN 1488-6499

Concernant la distribution de la revue...

La revue est distribuée par le biais de réseaux d'organismes afin de limiter les frais postaux. Il peut arriver que des personnes, engagées dans leur milieu, reçoivent plusieurs copies de la publication. Nous leur demandons de retourner les copies inutilisées à l'organisme distributeur en lui demandant de remédier à la situation. Par ailleurs, pour favoriser une diffusion plus efficace de la revue, pourquoi ne pas la faire circuler dans votre milieu une fois que vous en avez terminé la lecture? Ce serait là un moyen de nous aider à mieux rejoindre les personnes et organisations engagées en développement social. Nous vous en remercions.

PARUTIONS ANTÉRIEURES>



Aussi disponible en version anglaise



Adressé à :

adresse de retour :

Revue Développement social
Institut national de santé publique du Québec
190, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) Canada H2P 1E2